



EL **الجريدة** JARIDA

SPECIAL
1^{ER}
novembre
SOMMAIRE : p.3

ORGANE DU PARTI DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

novembre-décembre 1974

numéro 15



Mohamed BOUDIAF :

**la préparation
du 1^{er} novembre**

CONTRIBUTION A L'ETUDE ET L'ANALYSE DU
NATIONALISME ALGERIEN

LA LUTTE CONTINUE...

20 ans se sont écoulés depuis le jour où le peuple algérien s'est engagé dans la lutte armée. Plus de 12 ans ont passé depuis que l'Algérie est devenue officiellement maîtresse de son destin.

Pourtant, ceux qui ont donné le plus pour l'indépendance n'ont vu aucune amélioration de leur situation, bien au contraire.

LES PAYSANS, victimes d'une politique criminelle réduisant les campagnes à la misère et à la désolation, sont contraints de quitter en masse leurs douars et leurs villages pour aller grossir le flot des sans-travail, candidats à l'émigration, qui s'entassent dans les **BIDONVILLES**. La soi-disant Révolution Agraire, bien loin de résoudre leurs problèmes, accentue au contraire sur eux la ponction des bureaucrates d'Alger et des notables locaux.

LES CHOMEURS, dont le nombre s'accroît démesurément. Pour eux, le pouvoir ne tient pas ce qu'il promet : mis à part quelques travaux temporaires misérablement payés, le moindre emploi est l'objet de la convoitise de milliers de candidats et c'est finalement le « piston » omniprésent dans notre société, qui décide.

LES TRAVAILLEURS qui ont eu la chance de trouver un emploi, ne sont pas au bout de leurs peines. Bas salaires payés avec retard, conditions de travail désastreuses, transports insuffisants et éreintants, absence de logements (à Annaba, des ouvriers de la fonderie dorment dans les hammams) finissent par avoir raison de leur santé et de leur moral. Les luttes syndicales sont durement réprimées et les chefs dans l'entreprise se conduisent comme des seigneurs féodaux.

LES EMIGRES, vaches à lait de l'Algérie, oubliés de la politique du pouvoir, et de plus mal aimés des autorités comme en témoigne l'hostilité manifestée à leur égard dans les consulats et les ambassades, et au pays même par les gendarmes, douaniers et divers bureaucrates. Depuis l'indépendance, les technocrates n'ont rien produit d'autre pour eux que le mirage de la réinsertion repoussée « d'horizon 80 » en « horizon 90 ».

LES JEUNES, force vive de notre peuple dont ils forment la grande majorité, sont abandonnés à la rue, au désœuvrement, à la délinquance et à la destruction pure et simple. Les déclarations démagogiques sur la scolarisation et la formation professionnelle ne peuvent cacher cette évidence : le sacrifice des générations futures aux appétits sordides et à la soif de pouvoir des dirigeants actuels.

Le bilan est catastrophique, mais pour être complet, il faudrait y ajouter les pénuries et la hausse du coût de la vie, cauchemar quotidien des masses populaires, sans oublier la **SANTÉ** dont chaque Algérien du peuple est victime dans sa propre chair parce qu'il n'a pas les moyens d'aller se soigner à l'étranger.

Faut-il mentionner encore le caractère dictatorial, autoritaire et répressif d'un régime qui ne reconnaît même pas au peuple le peu de liberté que le régime colonial était obligé de tolérer (souvenons-nous par exemple que le mouvement nationaliste publiait des journaux et organisait des réunions populaires).

Une politique extérieure menée à grand renfort de publicité en soudoyant des journalistes verveux ne peut masquer cette faillite et redorer le blason d'un pouvoir discrédité par l'absence de sens moral, la recherche de la jouissance et du luxe, la débauche et les mœurs dégradées de la plupart de ses membres (comme en témoignent les rumeurs insistantes qui courent au pays et même à l'étranger).

La situation est claire : les masses algériennes ont obtenu l'indépendance mais elles n'en ont pas fini avec le système de l'exploitation, ni avec l'oppression. Chaque jour, des Algériens, toujours plus nombreux comprennent que, s'ils veulent vivre, ils doivent se battre. Le combat commencé le 1^{er} novembre 1954 ne s'achève pas en juillet 1962. Avec l'indépendance, il est entré dans une nouvelle phase : celle de la lutte des classes exploitées du peuple contre leurs exploités algériens et étrangers. Le P.R.S. a choisi cette voie lorsque le 20 septembre 1962, il se prononçait pour la construction d'un parti d'avant-garde des travailleurs algériens.

Pour la construction de ce parti, le P.R.S. considère que, chacun là où il se trouve, organisé ou non, peut et doit faire quelque chose.

Il n'y a pas de petites tâches : diffuser des idées, expliquer un texte, combattre une injustice, dénoncer la démagogie, avancer une revendication, faire prendre conscience à quelqu'un de ses droits, dénoncer le régionalisme pour unir les travailleurs des différentes régions de notre pays, sont autant de tâches révolutionnaires auxquelles il faut se consacrer sans attendre d'être contacté.

C'est seulement en s'engageant dans cette voie que les travailleurs algériens feront revivre l'esprit du 1^{er} Novembre 1954, qui est avant tout sacrifice et détermination pour la constitution d'une société d'où seront bannis l'exploitation, l'injustice, l'arbitraire et la répression.

1^{er} Novembre 1974

Seule

Le 1^{er} novembre 1954 est une date capitale dans l'histoire de notre pays. L'étude des circonstances qui lui ont donné naissance et de la guerre de libération nationale qui l'a suivi est d'une importance primordiale pour comprendre le sens du combat actuel.

C'est la raison pour laquelle nous avons cru nécessaire de consacrer ce numéro spécial d'« El Jarida », au mouvement nationaliste algérien. Si tous nos articles sont marqués par le souci scrupuleux de la vérité historique, ils ne prétendent nullement à la neutralité. Ils sont animés d'un esprit militant car à travers l'étude de notre histoire, il s'agit de lutter contre les falsifications et les affabulations de ceux qui veulent avant tout justifier leurs privilèges actuels.

Nous faisons précéder notre chronologie du développement du nationalisme en Algérie par un rapide historique des différents mouvements de résistance du peuple algérien à la conquête coloniale (1830-1916), bien que cette résistance ne soit pas de même nature que le mouvement nationaliste. C'est en effet essentiellement une réaction aux destructions économiques et sociales opérées par la pénétration de la colonisation. Elle a d'ailleurs une double origine.

● Elle est d'une part liée à la volonté de certains chefs soucieux de conserver leur pouvoir et leurs privilèges. Ce qui explique leur attitude fluctuante qui n'exclut pas l'alliance avec le colonisateur (traités conclus par Abdelkader par exemple) quand celle-ci est susceptible de consolider leurs positions. C'est ce qu'exprime le bachagha Mokrani qui réclame que « les hauts plateaux (soient) laissés aux chefs arabes héréditaires qui paieraient un tribut annuel et administreraient les populations avec leurs mœurs et leurs habitudes ».

● Elle est aussi le fait des populations qui réagissent aux exactions et aux expropriations provoquées par l'avance de la colonisation. C'est le cas de l'insurrection de 1850 dans les Aurès contre la lourdeur des impôts. Ces mouvements ont rarement été liés entre eux autrement que par le thème de la guerre sainte contre l'occupant chrétien.

Calculs des chefs traditionnels et résistances paysannes se sont parfois rencontrés — comme dans l'insurrection de 1871 — mais ils se sont aussi opposés : c'est ainsi que Abdelkader ramène à l'ordre les Tidjanias au moment de la prise de Constantine et que Si Hamza chef des Ouled Sidi Cheikh aide à réprimer la révolte de Laghouat en 1852, alors que son fils entre en dissidence en 1864.

Ces résistances dont l'acharnement seul a permis de sauver le peuple algérien, n'ont pourtant pas eu un caractère national. Elles n'ont pas eu d'expression politique. Elles sont en fait la manifestation de la résistance des structures pré-coloniales à la progression de la colonisation.

Le mouvement nationaliste est, par contre, le produit de l'installation et du développement du système colonial ainsi que des transformations profondes qu'il fait subir à la société algérienne.

Dans les campagnes des millions de paysans sont expropriés. Les tribus sont dispersées et certains de leurs membres sont contraints de devenir ouvriers agricoles, sur les vastes domaines de la colonisation ou ouvriers industriels dans les mines et les quelques usines de transformation. D'autres deviennent saisonniers ou khammès chez les gros propriétaires terriens. Refoulés dans les montagnes et les terres pauvres, le reste des paysans est livré à la misère et au chômage qui fait son apparition dans notre pays. L'exploitation dont ils sont l'objet détruit leurs conditions de vie et pousse nombre d'entre eux à l'exode vers les bidonvilles ou à l'émigration.

Enfin, les structures administratives mises en place par la colonisation sont à l'origine d'une classe nouvelle : caïds, aghas, bachaghas, cheikh des tribus. Ces serviteurs de la

la vérité est révolutionnaire

colonisation reçurent en échange de leur zèle des terres et constituèrent rapidement une classe de gros propriétaires.

Dans les villes, il y a destruction (à de rares exceptions) de l'ancienne bourgeoisie. Quant à l'artisanat, il fut à peu près complètement éliminé. La ruine des premiers colons attire une population européenne qui, occupant tous les secteurs de l'économie urbaine, empêche la reconstitution d'une bourgeoisie d'origine algérienne à l'exception des négociants et affairistes nécessaires aux occupants comme intermédiaires dans les circuits commerciaux.

Par contre la colonisation a favorisé le développement d'une classe importante : la petite bourgeoisie. La scolarisation limitée des indigènes fut l'instrument de constitution de cette classe qui fournit les cadres inférieurs de l'administration, de l'armée, des entreprises industrielles, du commerce, etc.

La petite bourgeoisie, en contact direct avec la colonisation dans sa partie la plus modeste (et la plus raciste) eut à souffrir des injustices et des inégalités de traitements. Elle prit rapidement conscience du fait que ses intérêts s'opposaient violemment à ceux de la minorité européenne. C'est ce qui explique qu'elle reprit à son compte la revendication de l'indépendance née au sein de l'émigration algérienne en France.

Ainsi le mouvement nationaliste est pris en mains par deux classes sociales qui sont le produit de la colonisation. Ce sont les classes qui, connaissant le mieux le système colonial, s'attaquent à lui les premières.

Le nationalisme apparaît ainsi comme la remise en cause du système colonial lorsque celui-ci est déjà installé. Il en résulte une double nature du nationalisme liée au double aspect de la colonisation qui est à la fois :

- occupation étrangère (aspect posant le problème de la souveraineté) ;
- et mise en place d'un système capitaliste (aspect posant le problème de l'exploitation).

Le nationalisme exprimera lui aussi à la fois :

- la lutte contre la domination étrangère (revendication du drapeau) ;
- et la lutte contre l'exploitation capitaliste (revendication de la fin des inégalités).

Si le premier aspect peut marquer une continuité avec les mouvements de résistance à la conquête, le second, par contre, marque une rupture dans la mesure où il ne s'agit plus de demander le retour aux structures précoloniales et donc aux formes d'exploitation antérieures, mais à travers la lutte contre l'exploitation capitaliste de lutter contre toute exploitation.

Ce deuxième aspect, présent dans le programme de l'Etoile Nord-Africaine, s'estompé devant le premier aspect au fur et à mesure de la prise en main du mouvement par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie. Et si le pouvoir parle aujourd'hui de « 132 ans de résistance », c'est qu'il veut gommer la différence entre ces deux aspects du nationalisme, réduisant la revendication d'indépendance à une simple affaire de drapeau, de dignité ou d'honneur national (réparation de la défaite de 1830). Il cherche ainsi à faire oublier que la véritable libération passe par la destruction des rapports d'exploitation capitalistes. Il pourra alors, tout en parlant d'indépendance et d'intérêt national, continuer à livrer le pays, ses ressources et ses hommes à l'impérialisme.

Il est important de préciser en outre que les partis ou mouvements dont nous allons parler, s'ils sont en rapport avec le nationalisme, ne sont pas tous nationalistes. C'est le cas des Jeunes Algériens, des Elus et de l'U.D.M.A. qui

cherchent une entente avec la bourgeoisie coloniale sans remettre en cause le système autrement que dans ses aspects les plus « rétrogrades », du point de vue des libertés civiques notamment. Mais c'est aussi le cas des Oulamas qui, s'ils rejettent d'une certaine manière la domination étrangère, ne sont pas opposés au système capitaliste. Ce sont des mouvements réformistes qui représentent les intérêts de la bourgeoisie et des couches supérieures de la petite bourgeoisie. C'est pourquoi, malgré leurs différences doctrinales, les Oulamas et les Elus U.D.M.A. ont toujours marché de pair.

Le seul mouvement authentiquement nationaliste, avec les faiblesses et les contradictions que nous analysons par ailleurs, est celui de la lignée E.N.A. - P.P.A. - O.S. - F.L.N. Les idéologues du pouvoir escamotent cette différence en parlant d'un « mouvement nationaliste » aux contours imprécis. On comprend cet amalgame quand on sait que la plupart des dirigeants actuels sont issus des formations réformistes Oulamas, U.D.M.A.

Dans cette étude nous n'avons pas fait état des organisations regroupant essentiellement la minorité européenne, avec une exception pour le P.C.A. Nous pensons que les rapports de ce parti avec le mouvement nationaliste sont importants à éclaircir car ils peuvent expliquer en grande partie le caractère anticommuniste du nationalisme algérien. D'un autre côté, comme certains auteurs tentent de présenter le P.C.A. comme le parti du prolétariat algérien, il fallait réfuter une telle affirmation. Car l'idée qui se dégage de l'étude des mouvements politiques pendant la période coloniale, c'est que, mise à part l'E.N.A. pendant une partie de son existence, les masses populaires, et en particulier le prolétariat algérien, n'ont pas eu leur parti autonome.

Ce qui explique qu'après des années de luttes et de sacrifices les ouvriers et les paysans algériens aient pu être dépossédés du fruit de leur combat par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie qui ont ainsi pratiquement exercé un monopole de l'expression politique.

Si, aujourd'hui, la bourgeoisie continue de se revendiquer du nationalisme et de la guerre de libération c'est pour mieux exploiter les masses. Nous considérons, pour notre part, que l'étape nationaliste est une étape nécessaire dans la marche des peuples coloniaux, au cours de laquelle c'est une trahison de ne pas être nationaliste. Mais, une fois l'indépendance acquise les intérêts des différentes classes sont contradictoires. Il appartient alors, aux masses déshéritées, aux exploités, aux militants révolutionnaires de s'unir dans leur propre organisation de classe et de compter sur eux-mêmes pour poursuivre l'effort révolutionnaire et changer leur situation.

SOMMAIRE

pages

— La préparation du 1 ^{er} novembre	4-14
— Chronologie du mouvement nationaliste	16-17-18-19 20-21-26-32 34-36
— De l'Etoile au M.T.L.D.	22-25
— Le mouvement des Oulamas	27-29
— Le mouvement des évolués	30-33
— Le P.C.A.	35-39

Mohamed BOUDIAF

LA PREPARATION DU 1^{er} NOVEMBRE

Répondant aux désirs des militants du parti et certainement à celui de tous les Algériens épris de vérité, la commémoration du 20^e anniversaire du 1^{er} novembre 1954 sera pour moi l'occasion de reprendre l'histoire de cette époque, des contacts, des discussions, des démarches, de l'organisation, en un mot des circonstances réelles dans lesquelles est née l'insurrection algérienne.

Bon nombre de personnes étrangères à ces événements ont écrit et continuent de le faire en déformant par intérêt ou par ignorance les faits, attribuant à des gens des rôles qu'ils n'ont pas joués, idéalisant certaines situations, et passant d'autres sous silence, refaisant l'histoire après coup. Le résultat le plus clair de ces manipulations est d'entraîner une méconnaissance d'un passé pourtant récent chez les millions de jeunes Algériens qui n'ont pas vécu cette période et qui sont pourtant avides d'en savoir les moindres détails.

Mon propos va donc s'attacher à reconstituer le déroulement des événements de l'année 1954 en m'efforçant de rétablir la vérité historique et de relever les erreurs les plus fréquemment commises. Je suis personnellement convaincu que cette histoire reste à écrire; ce qui sera dit ci-après ne peut être que le survol rapide d'un bouillonnement révolutionnaire impétueux qui a su transformer une crise grave du mouvement national en un processus de lutte armée dont l'aboutissement fut la libération de l'Algérie d'une colonisation séculaire.

Pour bien comprendre les événements de l'année 1954, il est indispensable de faire un retour en arrière pour bien situer les raisons profondes de l'élan révolutionnaire qui a été à la base de la préparation rapide et du succès du déclenchement de la guerre de libération nationale. Je ne crois pas qu'il suffise, comme le font certains, de mettre en valeur le rôle de quelques « chefs historiques » et de ramener l'histoire à des individus pour saisir ce qui s'est passé. Les hommes du 1^{er} novembre, s'ils eurent un mérite, ce fut précisément celui d'être parvenus à exprimer et à mettre en œuvre ce qu'une grande masse d'Algériens pensaient et souhaitaient. Eux-mêmes furent le produit de circonstances, de luttes politiques et il est dangereux de pratiquer le culte des héros (même s'ils sont morts) car c'est là le meilleur moyen de nier le rôle du peuple...

Il paraît très intéressant de suivre pas à pas l'évolution du nationalisme algérien et, en particulier, du parti qui en fut le plus représentatif, le P.P.A. Mais cela dépasserait largement le cadre de cet écrit. Aussi, je me contenterai de dire quelques mots des événements qui, à mon sens, ont joué un rôle dans la maturation du processus insurrectionnel.

Mai 1945 et ses conséquences

Je veux parler d'abord des événements de mai 1945 qui, en ensanglantant le Constantinois, ont fait la preuve irréfutable que le colonialisme ne pouvait être combattu que par des moyens révolutionnaires.

Pour les militants de ma génération, le 8 mai 1945 fut le point de départ d'une prise de conscience et d'une rupture :

— *Prise de conscience* de la nécessité de rechercher au-delà de la simple revendication de l'indépendance la voie à suivre et les moyens à employer pour y parvenir. Il faut dire que, jusqu'à cette époque, le débat dans le mouvement nationaliste se situait surtout autour du thème même de l'indépendance, de sa possibilité, de l'affirmation de la personnalité algérienne contre la politique d'assimilation. Pour la stratégie à suivre, rien n'était défini, si ce n'est la référence aux grands principes démocratiques et humanitaires. Avec la Charte de l'Atlantique, qui reconnaissait « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », les dirigeants des mouvements finirent par penser que l'émancipation de l'Algérie pourrait être obtenue par des moyens pacifiques. Cette conception idyllique vola en éclats lorsque les événements de mai 1945, avec leurs milliers de morts, ramenèrent brutalement les Algériens à la réalité.

— *Rupture* avec les anciennes conceptions de la lutte et de l'organisation. Avant la deuxième guerre mondiale, l'organisation du P.P.A. se limitait à un mouvement de sympathisants acquis à l'idée de l'indépendance. Les cadres citadins du mouvement qui avaient du mal à sortir d'Alger n'étaient pas parvenus à en étoffer la structure, malgré la grande réceptivité des masses aux mots d'ordre simples qu'ils diffusaient. Vers la fin de la guerre, le mouvement créé autour du « Manifeste du Peuple Algérien », les A.M.L. (Amis du Manifeste de la Liberté) avait en quelques mois recueilli des centaines de milliers d'adhésions.

Lancé par des notables issus de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie instruite (Abbas et les élus des délégations financières), le Manifeste avait, grâce à un « Additif » de dernière heure, recueilli le soutien du P.P.A. Parce que sa base était plus populaire, ce dernier joua un rôle moteur dans le mouvement, tout en cherchant à en durcir les positions. Et comme les activités de propagande des A.M.L. rassemblaient beaucoup de monde, cela permettait aux militants du P.P.A. d'établir de nombreux contacts. Aussi, au congrès des A.M.L. de 1945 (mars), il apparut nettement que la tendance P.P.A. était majoritaire et la revendication de l'indépendance s'y affirma avec force.

En fait, l'effervescence populaire était à son comble. Le mécontentement et le sentiment anticolonialiste puisaient leur force dans la situation effroyable que connaissait la grande majorité des Algériens abandonnés à la famine et à la maladie. Les autorités coloniales décidées à reprendre la situation en main, cherchaient l'occasion de frapper un grand coup. Elles la trouvèrent dans les défilés organisés à l'occasion de la victoire auxquels les mouvements nationalistes participèrent avec des drapeaux algériens pour montrer leur volonté d'accéder à l'indépendance. Il est faux de prétendre qu'ils voulaient organiser un soulèvement. J'ai eu plus tard l'occasion d'en discuter avec le responsable du parti de Sétif, Maïza, il n'avait aucune directive et ne savait quoi répondre aux militants qui vinrent lui en demander après le début des incidents dans la région. Ce sont des provocations policières qui ont mis le feu aux poudres. Le scénario fut le même un peu partout. Dès que les drapeaux étaient sortis, la police tirait sur le porteur. La foule réagissait. Mais c'est à Sétif que les réactions furent les plus violentes, car la manifestation tourna à l'émeute, de nom-

breux paysans se joignant au mouvement et se soulevant spontanément. Pendant plusieurs jours, des fermes furent attaquées. Une centaine d'Européens furent tués entre le 8 et le 13 mai.

La répression fut d'une violence inouïe. Les légionnaires et les tirailleurs sénégalais se distinguèrent particulièrement. Des mechtas entières furent rasées, les douars bombardés par l'aviation et la marine, tandis que les milices de colons se livraient à des massacres atroces. Enfin, les arrestations se comptaient par milliers.

Cette offensive du colonialisme a eu pour effet de clarifier les choses. Les A.M.L. se disloquèrent. Chaque mouvement constitutif prenant ses distances et suivant une évolution autonome :

— Abbas et ses amis fondèrent l'U.D.M.A. (Union Démocratique du Manifeste Algérien) qui rassemblait des notables issus des professions libérales, de la grosse bourgeoisie, des élus, etc. Tout en se prononçant pour l'autonomie de l'Algérie, l'U.D.M.A. se situait à l'intérieur du système colonial, plus proche des courants assimilationnistes d'avant guerre que des nationalistes proprement dits. Elle ne cherchait d'ailleurs pas à organiser les masses, son objectif était surtout la constitution d'une clientèle électorale.

— Les Oulamas qui, bien qu'étant une organisation à caractère religieux et culturel, ne pouvaient s'empêcher de jouer un rôle politique. Leur attitude était ambiguë. Défenseurs acharnés de la personnalité musulmane en Algérie, ils étaient beaucoup moins chauds lorsqu'il s'agissait de se prononcer sur l'indépendance totale. Selon eux, celle-ci ne pouvait être envisagée dans l'immédiat tant que les grandes masses restaient plongées dans l'ignorance. Implantés dans les Médersa et les Mosquées, ils exerçaient une influence certaine sur la population, au moins dans les villes. Ils réservaient leurs coups surtout au P.P.A., calquant leurs positions sur celles de leurs amis U.D.M.A.

— Le P.P.A. était désormais le mouvement sur lequel reposaient les espoirs de l'Algérie. La répression de 1945 avait amené une épuration du mouvement. Pas mal d'anciens responsables rejoignirent l'U.D.M.A. ou cessèrent toute activité. Parallèlement, l'arrivée au sein du parti de nombreux jeunes gens qui revenaient de la guerre, pour la plupart originaires des villes et villages de l'intérieur, bouscula le cadre traditionnel d'origine citadine et algéroise et fit apparaître des tendances plus dures qui pensaient à mettre en place une organisation plus solide, mieux charpentée et dotée d'une stratégie révolutionnaire.

La création du M.T.L.D...

Et c'est précisément à ce moment, en 1946, que Messali, à son retour d'exil, se prononça pour la participation du P.P.A. aux élections. Influencé sans doute par les délégués arabes à l'O.N.U. qu'il avait rencontrés à Paris, il développa l'idée que le parti, pour élargir son audience, devait entrer dans une phase de légalité, s'ouvrir sur les intellectuels, rechercher le soutien des milieux français libéraux. Inutile de préciser que beaucoup de militants étaient hostiles à cette nouvelle orientation, mais ils ne purent la combattre car le parti était bâti autour du personnage de Messali et personne ne pouvait s'opposer à sa volonté. Or, Messali, frappé par le succès de l'U.D.M.A. aux élections du 2 juin 1946, tenait absolument à ce que le P.P.A. participe aux élections législatives. Il prit cependant soin de présenter cette participation comme un simple moyen de toucher les masses et qui n'impliquait pas l'abandon de la ligne révolutionnaire du parti, thème qu'il développa largement au cours de la campagne électorale, allant jusqu'à affirmer que les élus du parti n'iraient pas au Palais Bourbon. Ce qui ne fut qu'une promesse sans lendemain puisque les cinq élus siégèrent jusqu'en 1951, terme de la législature.

Le passage à cette politique électoraliste eut des conséquences déterminantes sur les positions du parti. Les militants durent changer leur mentalité et leurs méthodes de travail. Ils furent obligés de sortir de la clandestinité pour mener des actions légales, tenir des meetings, combattre les candidats des autres partis et même se présenter comme candidats. Cela ne manqua pas de troubler bon nombre d'entre eux, partisans d'une ligne dure, qui exigèrent de la direction la tenue d'un congrès.

Celui-ci se tint clandestinement début 1947 en présence de Messali. Au terme de trois jours de discussions violentes, il entérina la voie électoraliste appliquée par le parti, créant

Né le 23 juin 1919, Mohamed Boudiaf commence à militer dans le P.P.A. au cours de la 2^e guerre mondiale. D'abord à Djijelli où il travaille, ensuite à Constantine alors qu'il est dans l'armée.

Les douloureux événements de mai 1945, dont il est le témoin, le marquent profondément et le poussent à se consacrer entièrement à la lutte pour l'indépendance. En 1946 il est responsable de la région de Sétif. Fin 1947, il est chargé de mettre sur pied l'organisation de l'OS pour le département de Constantine.

C'est au cours de cette période que se forme autour de lui le noyau de militants qui fut à l'origine du 1^{er} novembre 1954 : Benboulaïd, Ben Mehidi, Didouche, Bitat, Zirout, Boussouf, Bentobbal... En 1950, il échappe à la répression. Il est condamné par défaut à deux reprises. Malgré les dures conditions de la clandestinité, il déploie une activité incessante en vue de maintenir les contacts entre les rescapés de l'OS et de défendre la ligne révolutionnaire au sein du parti.

Muté en France, en 1952, il tente de réorganiser la fédération de France du FLN. Il est rejoint par Didouche, Guerras... C'est là qu'il se rend compte de la profondeur de la crise du parti dont il suit les premières péripéties fin 1953.

En mars 1954, il rentre en Algérie où avec Benboulaïd, il fonde le CRUA et lance le bulletin « le Patriote ». A partir de là, avec les anciens de l'OS il travaille à l'organisation de l'action armée.

Désigné par la réunion des 22 comme responsable national de ce qui deviendra le FLN, il mettra la dernière main, au sein du comité des 6 aux préparatifs du 1^{er} novembre. (C'est à ce titre que nous publions son témoignage).

Il quitte l'Algérie le 26 octobre 1954 avec tous les documents et rejoint la délégation extérieure avec deux objectifs : faire connaître l'insurrection et trouver des armes.

Il s'acquittera de ces tâches à la frontière marocaine jusqu'au 22 octobre 1956 date à laquelle il sera arrêté en même temps que Ait Ahmed, Benbella, Khider dans l'avion arraisonné par les autorités françaises. Il restera en prison jusqu'au cessez-le-feu.

A leur libération, les « cinq » se trouvent confrontés à la crise du FLN. Contrairement à Benbella, Boudiaf cherche à maintenir l'unité au moins jusqu'à l'indépendance, dans le cadre du GPRA dont il est vice-président de même que Benbella. Mais ce dernier s'appuyant sur Boumediène et l'armée des Frontières déclenche la course au pouvoir.

Au CNRA de Tripoli de juin 1962, Boudiaf refuse de faire partie du « Bureau Politique ». Il prend position contre le coup de force du « groupe de Tlemcen ». Mais pour éviter la guerre civile, il accepte le compromis du 2 août 1962 et siège quelque temps au « Bureau Politique » dont il démissionnera peu après, car il refuse de cautionner les élections préfabriquées à l'Assemblée Nationale. Il refuse aussi le mandat de député.

Avec des militants issus de l'ALN, du FLN, de l'UGTA il fonde, le 20 septembre 1962, le Parti de la Révolution Socialiste dans le but de regrouper sur une base de classe, les militants nationalistes qui désirent continuer la lutte jusqu'au socialisme.

Cette initiative est mal vue par le pouvoir et en juin 1963 la répression s'abat sur le PRS. Boudiaf est kidnappé en pleine rue par la police de Benbella. Son arrestation sera l'occasion de la constitution du FFS qui lance l'action armée en Kabylie. Les militants arrêtés sont, cependant, libérés le 16 novembre 1962. (Cet épisode est évoqué dans le livre écrit par Boudiaf au cours de sa captivité : « Où va l'Algérie »).

Condamné à mort en 1964 par le régime de Benbella, il est contraint à l'exil.

Depuis 1964, refusant toute compromission, Boudiaf a maintenu ses positions, les explicitant dans des écrits tels que les deux « lettres ouvertes au peuple algérien » de 1965 et 1966 dans lesquelles il se prononce contre la politique du pouvoir et pour la construction d'un parti autonome des exploités.

à cet effet une organisation légale : le M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). En contrepartie, il décida de mettre en place une Organisation Spéciale (l'O.S.) de caractère para-militaire dont l'objectif était de préparer à terme l'action armée. Bien que résultant d'un compromis et répondant au souci de la direction de ne pas se couper de l'aile dure du mouvement, la création de l'O.S. n'en demeure pas moins un événement capital. De plus, elle constituait aux yeux des militants une garantie contre les déviations qui pourraient atteindre le parti.

A partir de là, Messali et la direction du parti ayant les coudées franches, poursuivirent leur politique électoraliste avec un succès inégal. Echec relatif aux élections législatives de 1946 compensé, il est vrai, par un succès aux élections municipales d'octobre 1947 pour lesquelles le parti obtint 80 % des voix. Ce succès amena l'autorité coloniale à sévir et à truquer les élections. Aussi, en 1948, lors du vote pour l'assemblée algérienne, la répression s'abattit sur l'organisation légale. Les candidats étaient arrêtés, les militants pourchassés, tandis que des députés, régulièrement élus, étaient recherchés par la police. Cette réaction montra clairement à tous les limites de l'action légale et dissipa les illusions que pouvaient encore entretenir certains militants sur les possibilités de lutte à l'intérieur du système colonial. Persister dans cette voie relevait désormais, non plus de l'erreur politique, mais de la trahison délibérée. La suite des événements n'allait pas tarder à nous le démontrer.

... et de l'O.S.

Mais revenons à l'O.S. dont l'installation fut réalisée durant cette période 1947-1948. Ses militants furent choisis au sein de l'organisation politique clandestine du P.P.A. sur la base de critères tels que : conviction, courage physique, discrétion, clandestinité, etc. En principe, ces choix devaient faire de l'O.S. une organisation rigoureusement sélective complètement autonome du reste du parti et dont le but aurait été de former des cadres, en vue du déclenchement du processus révolutionnaire. En fait, il faut reconnaître que les nombreux marchandages qui présidèrent au dégagement des éléments de l'O.S. pesèrent lourdement sur une naissance difficile. En effet, les responsables de l'organisation politique étaient réticents à l'idée de se séparer de leurs meilleurs militants.

Six mois après, la mise en place était quand même chose faite et, au printemps 1948, l'O.S. commença à voler de ses propres ailes. La direction était confiée à un état-major national constitué d'un coordinateur, Mohamed Belouizad, d'un responsable militaire Belhadj Djilali, d'un responsable politique, Hocine Aït Ahmed et de responsables départementaux : Oranie, Ben Bella ; Algérois, Maroc Mohamed ; Alger-ville et Mitidja, Reguimi Djilali ; Kabylie, Aït Ahmed et Constantinois, Mohamed Boudiaf. Mohamed Belouizad assurait la liaison avec le bureau politique du P.P.A. dont il était membre.

Sur le plan territorial, l'Algérie fut découpée en cinq départements : Oranie, Algérois, non compris Alger-ville et la Mitidja qui formaient un département, la Kabylie et le Constantinois. Chaque département ou unité militaire était lui-même divisé en zones qui se composaient de régions qui, à leur tour, englobaient des localités.

Sur le plan organisationnel, la structure de base était le demi-groupe constitué de deux militants et d'un chef de demi-groupe. Ensuite, deux demi-groupes formaient un groupe ; soit 3 + 3 + 1 chef de groupe = 7 militants. Au-dessus du groupe, on trouvait la section, composée de deux groupes et coiffée par un chef de section, soit en tout 15 personnes.

La section était le niveau le plus élevé de la structure organique : au-dessus, il y avait la localité. Si par hasard, une localité possédait des effectifs supérieurs à 15 militants, il fallait créer une autre section. Ces structures étaient rigoureusement cloisonnées entre elles : chaque demi-groupe menant une activité séparée et n'ayant aucune liaison avec les autres demi-groupes.

L'O.S. constituait une organisation fermée, aux effectifs bloqués et dont le volume oscilla entre 1 000 et 1 500 militants, avec une stabilisation autour du millier à la fin de la période d'installation.

Examinons maintenant la formation qui était dispensée aux militants. Il y avait ce qu'on appelait l'éducation militante et qui était beaucoup plus morale que politique. Elle comprenait des cours sur les qualités du militant révolutionnaire, ses droits,

ses devoirs, son rôle, l'esprit de sacrifice, l'initiative, l'anonymat de l'effort, le comportement militant face à la police, etc. A côté de cela, les militants recevaient une formation militaire basée sur deux brochures d'une douzaine de leçons chacune et dont l'enseignement allait depuis la leçon de tir, les missions individuelles, jusqu'à l'organisation d'une zone de guérilla. Ces cours théoriques étaient enrichis par l'usage et le maniement d'armes individuelles, par des manœuvres sur le terrain, des exercices d'alerte et quelques rudiments sur les explosifs et la fabrication de bombes.

En conclusion, un militant de l'O.S., cette formation acquise, devait être capable d'organiser et de diriger une action de guérilla.

Dégagés des tâches d'agitation, de propagande, de recrutement, de collecte de fonds, etc., les militants de l'O.S., dans leur ensemble, après un an et demi de travail continu, avaient atteint un niveau de formation élevé comparativement à ceux qui étaient restés dans l'organisation politique.

A la fin de 1949, l'O.S. avait terminé son instruction et déjà, un peu partout, une certaine impatience se manifestait. La base voulait passer à une autre étape. La direction du parti fut informée de ces difficultés et des dangers qu'une telle incertitude sur les tâches futures de l'O.S. faisait courir à la sécurité même de l'organisation dont le secret avait pourtant, jusque là, été relativement bien gardé. Mais, comme toujours, les réponses du sommet demeuraient évasives et aucune solution ne venait. Le malaise se généralisa, le cloisonnement devenait de plus en plus difficile à préserver et la mobilisation des militants ne pouvait plus être maintenue si aucune tâche, aucune activité n'étaient fixées.

L'inévitable arriva. En mars 1950 une répression féroce s'abattit sur l'O.S., démantelant ses structures, amenant l'arrestation de centaines de militants et contraignant à l'inactivité tous ceux qui avaient échappé à l'emprisonnement. Un incident mineur dans la région de Tébessa fut à l'origine de la vague d'arrestations. Voici les faits tels qu'ils me furent rapportés par Ben M'Hidi (qui m'avait succédé à la tête du département de Constantine). Un cadre de la région nommé Rehiem soupçonné de fournir des renseignements à la police fut exclu du parti. Ben M'Hidi fut chargé de l'enquête. Un commando fut dépêché sur place. Cédant à l'énervement, le chauffeur du commando se laissa aller à des menaces. Cette maladresse fut fatale, Rehiem s'enfuit et dénonça les membres du commando à la police qui les arrêta. Ce fut là le point de départ de la vague répressive qui déferla sur toute l'organisation de l'O.S.

Avec du recul, on peut se demander comment l'O.S. n'a pu mieux résister à l'offensive coloniale, même si les méthodes employées par la police furent violentes : tortures systématiques, etc. Au début, le cloisonnement était respecté : les contrôles de responsables se faisaient avec des cagoules afin de préserver leur anonymat ; les groupes n'avaient pas de liaison entre eux. Mais le meilleur des cloisonnements ne peut durer qu'un temps. Il est certain que la police coloniale avait recueilli un certain nombre d'informations. Et plus le temps passait, plus elle parvenait à faire des recoupements. En septembre 1949, je venais d'être muté au département d'Alger. Je me souviens que cette question me préoccupait énormément : nous recrutions des gens, nous leur donnions des armes et une formation militaire. Ces gens-là pouvaient être arrêtés, torturés et parler ; quelle devait être notre réaction en tant que responsables ? Je posai la question au comité d'organisation. En cas de répression policière, que doit-on faire ? Est-ce que le parti prévoit quelque chose dans ce cas-là ? Je n'ai jamais eu de réponse.

Lorsque les arrestations commencèrent à Tébessa, les responsables vinrent alerter le parti et demandèrent des directives. On leur répondit : « Brûlez les papiers, mettez le matériel à l'abri et attendez. » Mais la passivité de la direction du parti ne s'arrêta pas là. Cette dernière, petite-bourgeoise et bureaucratique, opta alors pour une voie capitularde, tout en évitant de se désolidariser de façon voyante des militants arrêtés. Ce fut là la fameuse thèse du complot élaborée par le comité central qui consistait à reconnaître que les militants arrêtés appartenaient bien au parti, tout en niant l'existence d'une organisation spéciale disposant d'armes et d'accuser la police d'avoir monté un complot de toutes pièces.

Si cette position ne visait qu'à maquiller la vérité en vue de sauver le plus de militants possible de condamnations très lourdes, la chose aurait été plus ou moins admissible. Malheureusement, ce n'était pas le cas. Pour la direction du parti,

prise de panique, il s'agissait avant tout de dégager sa responsabilité afin de ne pas être impliquée dans cette affaire. C'était tout simplement l'expression d'un état d'esprit et un choix délibéré de la direction, Messali compris.

Pour ceux de l'O.S. qui échappèrent à la répression (au niveau de l'état-major, avaient été arrêtés : Ben Bella, Reguimi, Youssefi et Bel Hadj ; trois responsables départementaux : Ben Saïd pour l'Oranais, Boudiaf pour l'Algérois et Ben M'Hidi pour le Constantinois avaient échappé aux recherches, de même qu'un certain nombre de responsables régionaux et locaux dont Ben Boulaid qui prit le maquis quelque temps, Bitat, Didouche, Ben Tobbal, etc.) le lâchage et la défection de la direction ne faisaient plus de doute. Cependant, nous voulions encore espérer et, lorsque le parti nous demanda de lui faire un rapport sur la situation, nous lui proposâmes :

- 1) De reconstituer l'O.S. avec une nouvelle conception ;
- 2) De réviser la ligne politique du parti dans le sens de la préparation d'une action armée et de s'appuyer davantage à cet effet sur les régions montagneuses : Aurès, Kabylie, Ouarsenis, en vue d'y implanter des maquis ;
- 3) De former des cadres militaires. Nous préconisions en particulier l'envoi d'éléments recherchés à l'étranger, pour y recevoir une formation militaire plus poussée.

La direction dissout l'O.S.

Il n'y eut aucune réponse. Après avoir traîné un an, certainement pour émuquer les réactions possibles de la base, le parti décida de dissoudre purement et simplement l'O.S. et de réintégrer ses membres dans l'organisation politique. A ce moment, il apparut clairement que les dirigeants du parti ne voulaient plus entendre parler d'action armée, encore moins de reconstitution d'une organisation qui avait failli mettre fin à leur quiétude et à leur train-train.

En somme, le divorce était total entre la direction du parti et les rescapés de l'O.S. La question qui se posait à nous (principalement Ben Boulaid, Ben M'Hidi, Didouche et moi-même) était : que faire ? Nous décidâmes d'attendre en mettant de côté les armes, le service d'identité et les boîtes aux lettres (à ce sujet, il est totalement faux de prétendre que Ben Bella fut au courant de quoi que ce soit en ce qui concerne les armes, comme l'affirme Courrière dans un de ses nombreux écrits sur la guerre d'Algérie). Une autre décision fut prise, celle de ne pas réintégrer dans l'organisation politique certains éléments sûrs, tels que les gardiens de dépôts, les agents de liaison ainsi que l'organisation de l'O.S. des Aurès qui n'avait pas été touchée par la répression.

Le reste des effectifs rejoignit non sans difficultés les cellules politiques. Certains cadres (Boussouf, Benabdelmalek, Mechati, Bitat, Habachi, Guerras, Ben M'Hidi, Didouche...) furent reversés dans l'organisation politique comme permanents. Prenant prétexte du fait qu'ils étaient recherchés, la direction les avait écartés de toute responsabilité élevée. Ils furent placés en général au niveau des Dairates. Ils eurent souvent du mal à s'adapter, découvrant dans leurs régions d'autres méthodes de travail, une discipline relâchée, un état d'esprit différent de celui qu'ils avaient connu dans l'O.S. Certains réussirent pourtant à améliorer la situation et à obtenir une certaine influence auprès des militants avec qui ils étaient en rapport. Près du tiers de l'organisation d'Algérie fut ainsi contrôlé par des éléments venant de l'O.S. Mais le problème restait entier. Le parti avait, par la dissolution de l'O.S., clairement manifesté son refus de passer à une phase d'action directe. Quant aux militants de base, trompés par une propagande démagogique, ils étaient convaincus que le parti était toujours révolutionnaire et il était difficile de les détromper sans remettre en cause le parti lui-même.

Durant toute cette période de 1951 à 1954, l'écèlement et l'approfondissement de la crise au sein du P.P.A. allaient permettre à toute une frange du parti, qui considérait le sommet avec méfiance, d'entreprendre un travail politique qui, en fin de compte, a touché pas mal de militants. Bien sûr, ce travail n'était pas d'une grande ampleur, il ne sortait pas du cadre de la discipline du parti ; mais il traduisait un sentiment profond : la conviction que la direction s'était écartée de la voie de l'indépendance.

Il ne s'agissait pas d'une tendance organisée, mais de contacts plus ou moins réguliers entre des éléments qui n'avaient pas perdu de vue la nécessité de passer à l'action et

qui cherchaient à empêcher que le point de vue réformiste de la direction n'envahisse la base. Il s'agissait surtout d'une communauté de vues. Cette solidarité des anciens de l'O.S. fut renforcée par la méfiance et les brimades systématiques dont ils étaient l'objet de la part de la hiérarchie du parti, qui les soumettait à une surveillance quasi policière.

Mon cas personnel posa pas mal de problèmes au Comité Central. J'étais à Alger en contact avec un certain nombre de responsables. Ils ne savaient quel travail me donner. Me confier une Daira alors que j'étais responsable du département revenait à me rétrograder sans motif. Me mettre à la tête d'une wilaya, cela signifiait que je pourrais assister aux réunions à l'échelon national et être au courant de pas mal de choses, ce à quoi ils ne semblaient pas tenir. Aussi me laissèrent-ils sans affectation pendant plus d'un an avant de me confier un travail de bureau : il s'agissait de reprendre les rapports financiers qui parvenaient à l'organisation. J'eus, quelque temps après, la possibilité d'accéder aux « rapports organiques ». A cette époque, chaque responsable de département ramenait de volumineux rapports. Sid Ali, le responsable national, n'avait pas le temps de les lire. Je lui proposai de lui en faire des résumés. C'est ainsi que j'ai pu suivre chaque mois l'évolution des effectifs, l'application des directives, l'état d'esprit de la population, l'état de l'organisation, les informations pour toute l'Algérie. Ce travail ne me prenait pas plus de huit à dix jours par mois. Il me laissait tout loisir de rencontrer les camarades de passage à Alger, car ma position me permettait de les toucher facilement.

Ces rencontres consistaient essentiellement en échanges d'informations. Avec les éléments sûrs, on étudiait la manière d'accentuer dans un sens plus révolutionnaire les directives. C'est ainsi que Benabdelmalek organisa dans la région de Somâa des meetings dans tous les marchés de la région, provoquant une forte agitation qui mit le parti dans l'embarras. Il avait interprété, à sa façon, une directive de routine concernant les prises de parole.

C'est à la suite d'un autre dépassement de directives que Messali, en tournée de propagande dans la région d'Orléansville (El-Asnam), fut arrêté et interné en France. De grandes manifestations populaires avaient été organisées en effet par le comité régional dont le responsable, Guerras, un ancien de l'O.S., avait dépassé les intentions du Comité Central qui souhaitait un accueil plus discret.

Cela dit, il faut reconnaître honnêtement que notre petit groupe de rescapés de l'O.S., en dépit de son désir d'entreprendre une action conséquente, mettant le parti devant le fait accompli, ne pouvait faire ce qu'il voulait à cause de la suspicion dont il était l'objet et de la grande difficulté qu'il avait de se mouvoir librement. De plus, nous ne pouvions nous passer du concours du parti pour nos moyens d'existence, nos hébergements, etc., car nous étions toujours activement recherchés par la police.

Dans ces conditions, notre travail restait limité, les tentatives pour élargir notre groupe se heurtaient au réseau d'informateurs de la direction. Je citerai une anecdote à ce sujet : Didouche qui était dans l'Est algérien avait essayé de sonder le permanent de Souk Ahras, Safi Boudissa. Celui-ci se pointa un jour à Alger, prend contact avec Dekhli, responsable à l'organisation, et demande à voir Lahouel, secrétaire général du parti. Dekhli lui demande pourquoi : « C'est une affaire privée et grave. » Mis en présence de Lahouel, Boudissa lui dit : « C'est très grave, il y a des éléments qui intriguent pour te renverser. » « Qui ? » demande Lahouel. « Je ne sais pas, mais il y a Didouche. » C'est Lahouel lui-même qui rapporta cette conversation à Dekhli en lui demandant de me sonder pour voir ce qu'il en était. Un mois plus tard, Didouche était muté à Boghari sans la moindre explication. Même aventure pour Boussouf qui, après un mois de suspension, fut muté d'Oran à Skikda.

Au printemps 1952, un membre du Comité central, Abdelhamid Mehri, qui était opposé à la politique de la direction et que je voyais souvent, vint m'informer que deux officiers originaires du Rif ayant fait leurs études militaires à Bagdad, cherchaient des Algériens décidés à lancer des actions. Ces deux officiers avaient été envoyés par l'Emir Abdelkrim qui les avait chargés de contacter les divers mouvements maghrébiens. Ils avaient rencontré deux membres de la direction du parti : Mezerna et Lahouel, en présence de Mehri qui, en tant qu'arabisant, servait d'interprète. La réponse du parti fut qu'il n'y avait rien à faire. Abdelkrim, qui s'attendait à cette réaction, avait conseillé à ses émissaires de contacter d'autres éléments

du parti, même en dehors de la direction. Mehri, au courant de leurs intentions, leur proposa de nous rencontrer. Nous eûmes une première discussion avec eux. Ils nous expliquèrent que leur objectif était de lancer une action à l'échelle maghrébine en contactant des Tunisiens, des Algériens, des Marocains. Pour ce qui concerne l'Algérie, ils pensaient qu'une action provoquerait une mise hors circuit de la direction et favoriserait la libération de la base.

Didouche était à ce moment-là à Berrouagui et je lui demandai de me rejoindre pour approfondir la question, car la perspective d'une action qui ne serait pas isolée et qui déborderait le cadre algérien nous semblait intéressante. Nous ne voyions pas très bien la suite, car l'appareil du parti était très puissant. Il était impossible de toucher la base enfermée dans ce carcan et soumise à une hiérarchie solide. Pourtant, nous pensions qu'une action de ce genre pouvait faire sauter quelques écrans. Nos interlocuteurs nous quittèrent en nous laissant des coordonnées à Tunis et en nous disant qu'ils allaient prendre des contacts au Maroc.

Après cela, nous commençâmes à nous organiser. Nous touchâmes Ben M'Hidi qui regroupa quelques éléments, puis Mostefa Ben Boulaid. Et nous constituâmes un comité (avec Mehri, Ben Boulaid, Didouche et moi-même) chargé d'organiser les éléments valables. Ben Boulaid devait fabriquer quelques bombes en attendant la réponse de nos officiers. En fait, il n'y eut jamais de réponse. Le dépôt de bombes constitué par Ben Boulaid sauta un an après, à la grande stupéfaction du parti qui n'en avait jamais entendu parler. Fort heureusement, l'affaire fut circonscrite car le propriétaire du local où avait eu lieu l'explosion, ami de Ben Boulaid, tint bon face à la police, soutenant qu'il ignorait que le tas de ferrailles entreposé dans son magasin renfermait des produits explosifs.

Entre temps, ma situation à Alger devenait de plus en plus difficile, le local du parti était soumis à une surveillance constante de la part de la police qui organisait de temps à autre une descente. Il m'était devenu impossible d'y travailler. Je demandai avec insistance une autre affectation. On me proposa la France. Je me réunis avec les autres membres de notre petit groupe pour leur demander conseil. Il fut décidé que je partirai et qu'en cas de besoin, je reviendrais.

C'est ainsi que je me suis retrouvé en France en tant que responsable de l'organisation de la fédération du M.T.L.D. Quelque temps après mon départ, Didouche, signalé une fois de plus, me rejoignit à la suite d'une mutation, suivi de Guerras, puis de Habachi Abdeslem. Notre groupe en Algérie se rétrécissait, d'autant plus que Ben M'Hidi et Bitat avaient été suspendus pour des raisons de sécurité à la suite d'un contrôle de police à Aïn Temouchent. Il ne restait plus que Boussouf, Abdelmalek, Mechat, etc. La tactique de la direction était de muter en France les éléments qui posaient des problèmes, en espérant bien qu'une fois là, ils se désintéresseraient et se laisseraient corrompre. Du côté de l'O.S., les choses en étaient là.

Du côté du parti dans son ensemble, il se partageait en trois :

— Les *organismes de direction*, bureaucratisés, divisés, plongés dans la routine et le conformisme, coupés de la masse militante, donnaient l'impression d'être de plus en plus dépassés. Le P.P.A. avait une structure très hiérarchisée : entre la base et le sommet existait un corps de permanents qui servait d'intermédiaire. La direction disposait d'une grande autonomie. Elle n'était soumise à aucun contrôle. En 1950, à la suite de la répression contre l'O.S., le Comité central s'était vidé d'une partie de ses membres : Mostefaï, Cherchali, Chentouf, Amrani, qui ne voulaient pas entendre parler d'armes. Mostefaï pour sa part, avait proposé de revoir complètement l'organisation du parti et de travailler en vue du rapprochement avec les autres partis afin de réaliser l'union nationale. Ces éléments avaient été remplacés sans que personne n'en sache rien. Quant à Messali, encensé par ses proches, il s'éloignait de plus en plus de la réalité, finissant par donner plus d'importance à sa personne qu'à la cause qu'il prétendait servir. Tant que les membres du parti confondaient les deux, cela ne prêtait pas beaucoup à conséquence, mais par la suite, cela fut le point de départ du violent différend qui l'opposa au Comité Central. Ces conflits et ces luttes divisaient donc un sommet embourgeoisé et de plus en plus préoccupé par ses problèmes internes. Une petite anecdote pour illustrer l'état d'esprit qui régnait au niveau des responsables. Quatre détenus de l'O.S. : Zirout, Benaouda, Slimane de Oued Zenati et Abdelbati de Annaba

avaient réussi à s'évader de la prison de Annaba. Un journal du soir annonçait cette nouvelle. Le lendemain au bureau du parti je demandai des informations sur la façon dont cela s'était passé. Personne n'en savait rien. Je demandai alors à Sid Ali si des dispositions avaient été prises dans les régions où l'organisation existait pour venir en aide aux fugitifs. Il me répondit : « *Comment ? Ils s'évadent comme cela en laissant la détention. Ils étaient des responsables. Ils ne peuvent pas s'évader comme cela. Il leur fallait rester avec les détenus pour les organiser, pour les maintenir dans un état de discipline.* » A la base et dans le peuple tout le monde était convaincu que c'était le parti qui avait organisé l'évasion !

— Les *élus du M.T.L.D.*, notamment les conseillers municipaux collaboraient avec les élus européens, particulièrement à Alger, Constantine et Oran et participaient plus ou moins efficacement à la gestion de leurs communes respectives, très contents de leur rôle qui n'était pas sans leur fournir certains avantages matériels.

— Les *militants à la base*, cloisonnés, soumis à la férule de cadres fonctionnarisés manifestaient un mécontentement grandissant et même une certaine lassitude.

Le résultat en était l'immobilisme, voire la répression.

Quant aux autres formations politiques : Oulamas, U.D.M.A., P.C.A., elles étaient, elles aussi, dans le creux de la vague. C'est à ce moment précis qu'elles constituèrent avec le P.P.A.-M.T.L.D. le Front Algérien pour la Défense et le Respect de la Liberté (1951).

N'y a-t-il pas là une indication d'un dénominateur commun à tous ces mouvements qui cherchaient par un regroupement à compenser la désaffection des masses à leur égard : la situation des années 1952-1953 est précisément marquée par cette crise de confiance profonde des masses populaires vis-à-vis des partis politiques. Cela peut s'expliquer par le fait qu'aucun d'entre eux ne proposait une voie claire pour libérer le pays de l'exploitation coloniale. Les masses étaient conscientes de leur situation, mais elles ne trouvaient chez aucun parti la réponse à leurs questions.

La crise de confiance s'amplifia lorsque les premières actions directes commencèrent en Tunisie et au Maroc. Ces événements eurent l'effet d'un coup de fouet sur les masses dont les critiques devenaient de plus en plus acerbes. Cette flambee se communiquait à la base du parti dont les militants pouvaient difficilement ignorer l'état d'esprit qui régnait au sein du peuple. Cette impatience et cette nervosité s'exprimèrent en plusieurs occasions, notamment lors des manifestations ouvrières du 14 juillet 1953.

La crise du Parti

Poussée dans ses derniers retranchements, la direction crut trouver le moyen idéal pour sortir de l'impasse en organisant un congrès dont elle prit soin à l'avance d'exclure la quasi-totalité des éléments ayant appartenu à l'O.S. pour de fallacieuses raisons de sécurité. Ces éléments, appelés dans le langage imagé de la direction du parti « les lourds » étaient en effet toujours recherchés. La désignation des délégués au congrès se fit en deux tours. La base désignait des délégués qui, eux-mêmes, désignaient leurs représentants au congrès. Ben M'Hidi, élu dans le département d'Oran, fut obligé de se désister, il réussit toutefois à envoyer à sa place Ramdane Ben Abdelmalek.

Le congrès se tint en avril 1953 à Alger, et le seul élément de l'O.S. qui put intervenir fut donc Ramdane Ben Abdelmalek. Ben Boulaid qui avait été appelé au Comité Central, était condamné au silence par ce même Comité Central défendant à tous ses membres de critiquer le rapport présenté en leur nom. Ben Saïd, ex-responsable de l'O.S. d'Oran, fut placé au bureau du congrès et de ce fait n'avait pas la liberté de s'exprimer, encore que ses positions étaient beaucoup moins fermes depuis son arrestation et sa courte détention. Il fut d'ailleurs désigné au Comité Central et nous lâcha complètement.

Ben Abdelmalek, en posant les problèmes de l'orientation du parti, de la dissolution de l'O.S. et de la nécessité du changement, ne put ébranler un Comité Central condamné au silence et des congressistes bien incapables de saisir des problèmes dont ils ignoraient tout. Le congrès se termina en bon ordre après avoir voté les rapports et les statuts présentés par le Comité Central. C'est seulement quelques jours après

que les difficultés commencèrent et particulièrement à propos de la désignation des membres de la direction et de la limitation, par les nouveaux statuts, des pouvoirs de Messali (absent de ce congrès car il était à Niort en résidence surveillée).

Le « chef national » se mit dans tous ses états encouragé par Mézerna qui avait été éliminé du Bureau Politique et par Moulay Merbah dont l'admiration et l'obéissance aveugle à Messali n'avaient d'égaux que son ambition démesurée. Ce fut là le démarrage de la fameuse crise entre Centralistes et Messalistes. Malgré les interventions et les déplacements entre Alger et Niort, la crise s'aggrava d'autant plus que Messali exigeait les pleins pouvoirs pour redresser la situation, ce que le Comité Central et le Bureau Politique refusèrent. Jusqu'en décembre 1953, tout ce remue-ménage restait circonscrit au niveau des deux antagonistes. Mais, la crise finit par sortir du cercle dirigeant pour atteindre progressivement la base militante.

Cela commença à Noël 1953 au sein de l'émigration. La Fédération de France du M.T.L.D.-P.P.A. devait organiser une conférence d'information à l'intention des cadres du parti. Le matin même de la réunion, de très bonne heure, Fillali Abdallah vint nous rendre visite, à Didouche et moi-même, pour nous informer qu'il était porteur d'un message de Messali destiné aux militants et qu'il avait l'intention de le lire au cours de la conférence. Fillali, qui connaissait notre opposition à la politique réformiste et incohérente du parti, nous considérait certainement comme acquis à la cause du « zaïm », ce qui d'ailleurs n'était pas tout à fait faux. Ne sachant pas ce qui se tramait en haut lieu, nous étions logiquement beaucoup plus du côté de la contestation. Le message de Messali, bien que très confus, parlait de vigilance et posait le problème de la liberté d'expression comme droit inaliénable des militants. Nous encourageâmes Fillali à le lire, tout en étant convaincus que ce n'était là ni le langage ni la façon de s'adresser à des militants volontairement tenus dans l'ignorance et peu armés pour saisir les subtilités d'un écrit en lui-même peu clair. Ce fut un membre du bureau à la conférence, Moussa Boulkaroua, qui le lut, après quelques difficultés. En fait, en dehors de quelques éléments en contact avec le sommet, le reste des participants ne saisit rien aux allusions et la conférence prit fin comme si de rien ne s'était passé.

A partir de ce jour, nos contacts avec Messali par l'intermédiaire de Fillali entrèrent dans une phase active. La vérité est qu'il nous fallut très peu de temps pour comprendre que Messali, contrairement à ce que nous attendions de lui, avait des idées plutôt sommaires sur la révolution qu'il prétendait vouloir faire. Nous lui fîmes parvenir des questions précises : « Que voulait-il faire ? Qu'entendait-il par révolution ? Dans combien de temps cette révolution ? » Il nous fit répondre qu'il fallait lui faire confiance. C'était là plus qu'il n'en fallait pour nous faire une opinion définitive. Très inquiets de ce qui se passait, et réagissant en tant que responsables de l'organisation, nous lui fîmes savoir par Fillali qu'en notre qualité de militants du rang (par opposition aux membres des organismes de direction) nous resterions à nos postes sans prendre parti, si Messali de son côté, s'engageait à circonscrire le conflit aux sphères dirigeantes. Cette position nous était dictée par la crainte d'un déchirement au sein de la base qui serait ainsi amenée à épouser des querelles qui n'étaient pas les siennes et à être détournée des véritables problèmes. Par ailleurs, ayant entrepris un travail en profondeur au point de vue organisationnel, dans la fédération, nous attendions beaucoup de la constitution de noyaux de militants solides, capables le moment venu de ne pas se laisser tromper. Enfin, ce parti était notre parti, nous avions beaucoup sacrifié pour son existence. Nous sentions que Messali, pour rétablir son autorité, était prêt à tout casser. Cela nous était particulièrement douloureux. Quarante-huit heures plus tard, Messali nous fit répondre qu'il était d'accord. Ce qui ne l'empêcha pas, dès le lendemain, de faire contacter des cadres de l'organisation de la région parisienne (Boutchiche, Mansour de Boulogne, Abdallah l'horloger, Bouziane de Nanterre), qu'il reçut en délégation à Niort. Nous comprîmes alors que la grande mêlée avait commencé. Cette façon d'opérer fut généralisée à toutes les régions de la Fédération de France, créant une situation des plus confuses. Les thèmes développés par Messali, lors de ses rencontres avec ces délégations, étaient que les responsables avaient trahi la révolution et que les militants ne devaient reconnaître comme autorité que Messali lui-même et ceux qu'il désignerait. C'est là le résumé d'une longue litanie où tour à tour il se montrait humble et menaçant, utilisant tous les artifices susceptibles de

toucher des interlocuteurs peu informés et encore sensibles au prestige du « zaïm ».

Les événements se précipitèrent et en l'espace de deux mois, janvier et février 1954, toute l'organisation de la Fédération de France bascula du côté Messaliste, en dehors de quelques noyaux sans grande importance à Lyon, Marseille, Sochaux et de cadres permanents retenus du côté du Comité Central par la mensualité. En Algérie, un travail identique fut entrepris. Le résultat ne fut pas de même nature, compte tenu de la différence de maturité politique des militants des deux côtés de la Méditerranée et aussi vraisemblablement de l'absence de Messali du territoire national.

Nous maintenions, Didouche et moi, une correspondance régulière avec les anciens de l'O.S. qui étaient au pays. Des informations que nous recevions, il ressortait que d'anciens responsables, tels que Zirout, Ben Tobbal, Benaouda, Mechat, Rachid Mellah, Saïd plus connu sous le sobriquet de « Lamotta », touchés par la vague de critique des deux tendances du parti, avaient pris plus ou moins position pour Messali. Quiconque à leur place aurait fait de même, compte tenu des agissements humiliants à leur égard, du cadre permanent qui dépendait d'un Comité central dont les sentiments et les positions n'étaient que trop connus quand il s'agissait des « lourds ».

La situation devenait grave, elle nécessitait une intervention de notre part. Ce fut dans ces circonstances qu'en accord avec Didouche, je demandai au secrétariat de la Fédération de France (tendance centraliste) de retourner au pays pour reprendre contact avec les éléments de l'O.S. « égarés ». La réponse fut rapide et je rejoignis le pays début mars, laissant Didouche avec une Fédération de France en pleine décomposition. Ben M'Hidi était à Alger, ainsi que Bitat qui y résidait depuis 1951. L'un et l'autre étaient fortement ébranlés par la situation du parti. Je complétais leur information et nous décidâmes tous trois de faire venir Mostefa Ben Boulaïd. Puis, je pris contact avec Dekhli Mohamed, alias si El Bachir, qui était responsable général de l'organisation et membre du Comité Central et nous convînmes d'entreprendre quelque chose pour arrêter la débâcle, à la condition de maintenir la base militante en dehors du conflit de la direction. Il accepta et nous fixâmes un autre rendez-vous. En attendant, je me rendis à Constantine où je tins une autre réunion avec Mechat, Mellah, Hamada Mohamed dit Youcef et Saïd « Lamotta ». Après un échange d'informations, nous décidâmes d'adopter une position neutre dans le conflit entre les deux tendances. Cette position devait être défendue dans le comité d'organisation de Constantine où les ex-O.S. étaient majoritaires.

Création du C.R.U.A.

A mon retour à Alger, Ben Boulaïd était arrivé. Nous nous réunîmes avec Ben M'Hidi et Bitat pour préparer notre rencontre avec Dekhli. Ce dernier, accompagné de son adjoint Bouchbouba Ramdane alias Si Moussa, contrôleur à l'organisation, était au rendez-vous où je me rendis accompagné de Ben Boulaïd. Cette réunion se termina sur un accord : celui de lancer un mouvement d'opinion dans la base en vue de préserver l'unité du parti. Ce fut là l'origine de la création du C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action). Les réunions suivantes eurent pour objet de préciser le sigle, les mots d'ordre, les moyens et l'organisation de la diffusion des écrits du C.R.U.A.. Une précision d'importance est à faire ici avant de poursuivre. A la fin mars, le Comité Central, incapable de faire face à la pression Messaliste, était revenu sur ses positions et avait accordé à Messali les pleins pouvoirs, lui allouant un budget de cinq millions d'anciens francs en vue d'organiser un congrès du parti dans les trois mois. Cet épisode de l'affrontement Messali — Comité Central est à souligner parce qu'il situe bien les circonstances de la création du C.R.U.A. et explique la hargne et la mauvaise humeur des Messalistes à l'annonce de cette initiative qu'ils n'attendaient pas. Ils organisèrent quelques semaines plus tard, une expédition punitive contre Bitat et moi-même, incident qui situe bien les agents de Messali et leurs méthodes expéditives. Nous répondîmes à cette provocation en attaquant 48 heures après le local du M.T.L.D. tenu par les Messalistes, donnant la réplique à ces méthodes de gangsters et de voyous. Cette riposte fit refléchir Mézerna et ses sbires qui n'osèrent plus s'attaquer à nous et ce jusqu'au 1^{er} Novembre 1954. Cette précision a

également son importance car dans le contexte d'alors, nous nous plaçons du côté des Centralistes et il nous était très difficile d'échapper à cette accusation, sans dévoiler nos batteries avant l'heure.

Le C.R.U.A. dont le comité était composé de quatre membres : deux anciens de l'O.S. et deux Centralistes, vit le jour le 23 mars 1954. Le lendemain, une proclamation était lancée pour préciser les objectifs du C.R.U.A., qui se résumaient en ceci :

— unité du parti par un congrès large et démocratique afin de garantir la cohésion interne et de doter le parti d'une direction révolutionnaire. Pour parvenir à ce congrès, il était demandé à tous les militants de ne pas épouser les dissensions des dirigeants. Cette proclamation fut distribuée dans une grande partie du territoire national.

— un bulletin intérieur : « Le Patriote », organe d'information politique défendant ces positions neutralistes et s'attachant à faire prendre conscience aux militants de la gravité de la situation, fut édité. Avec ses six numéros, ce bulletin permit de faire un travail appréciable en ce sens qu'il précisait le rôle des militants qui devaient dire leur mot et arbitrer la crise plutôt que de suivre tel ou tel clan.

« Le Patriote » fut un élément de liaison, d'orientation et de propagation d'idées nouvelles et en ce sens de dépassement de la situation de crise.

A ce point de notre développement, il n'est pas inutile d'expliquer les raisons qui nous ont poussés à nous associer dans le C.R.U.A. à des Centralistes. Il faut savoir qu'en mars 1954, il était impossible malgré l'anarchie qui régnait dans l'organisation de prendre des contacts dans cette dernière sans passer par les cadres permanents qui étaient précisément contrôlés par Dekhli. Le problème était donc, puisque nous avions déjà les Messalistes sur le dos, de gagner du temps, tout en disposant de moyens financiers, matériels d'impression et de locaux que le Comité Central avait en sa possession. Ce qui comptait le plus, c'était de parvenir à renouer le contact avec les militants de la base et parmi eux certains cadres de l'O.S., recherchés, que nous avions perdus de vue depuis longtemps. C'est grâce à cela que, personnellement, j'ai pu retrouver Zirout, Ben Tobbal, Bennaouda, Soudani Boudjemaa, Bouchaib Mohamed, etc... Par ailleurs, du moment que nous étions d'accord au sein du C.R.U.A. sur des mots d'ordre que nous estimions valables, il fallait en attendant le développement inévitable de la situation reprendre contact avec les militants de la base, tenir des réunions, expliquer la situation, dénoncer la démagogie, le culte de la personnalité, la bureaucratisation, etc... Nous pensions que cette tâche correctement accomplie bouleverserait les données et c'est ce qui arriva, même si nos partenaires Centralistes ne nous suivirent pas dans cette voie.

Pendant plus de trois mois, tous les anciens cadres de l'O.S. sillonnèrent le pays prenant en mains une grande partie de l'organisation, à l'exception pourtant de la Kabylie dont nous parlerons plus loin. Les Messalistes, quant à eux, forts de la bénédiction du « zaïm » et passé la première flambée d'invectives contre les membres du Comité Central et les responsables en général, voyaient leur répertoire s'épuiser. En effet, on ne peut maintenir une organisation en l'alimentant seulement avec des insultes et une démagogie abêtissante. Au juste, qui étaient les Messalistes ? Derrière Messali, au prestige largement surfait, et deux médiocres ex-membres du Comité Central Mezerna et Merbah, il y avait quelques anciens militants du temps de l'Etoile Nord-Africaine, fidèles parmi les fidèles qui entraînaient un flot de gens peu au courant de ce qui se passait. Dans ces circonstances, il est vraisemblable que d'anciens militants exclus en profitèrent pour s'infiltrer dans leurs rangs, lesquels étaient sans doute truffés de provocateurs et de mouchards à la solde du colonialisme.

Les Centralistes, pour leur part, donnaient l'impression d'attendre que le C.R.U.A. ou plus exactement ses éléments moteurs tirent les marrons du feu pour eux. Ouvertement, ils ne disaient rien, mais ils laissaient entendre à leurs proches partisans que le C.R.U.A., c'était eux. Ces rumeurs, parvenant aux oreilles de bon nombre de militants finirent par créer un malaise que nous devions enrayer sans délai. Nous fîmes une réunion, Ben Boulaïd, Didouche et moi-même, pour examiner la nouvelle situation, à la suite de quoi nous décidâmes de convoquer les anciens cadres de l'O.S., d'une part pour clarifier nos positions par rapport aux Centralistes, et, d'autre part, pour poser les problèmes de l'action à mener et de la

structure à lui donner. Cette décision nous amena à la réunion des 22 qui se tint à Alger au Clos Salembier, dans la deuxième quinzaine du mois de juin 1954, ans que je puisse en fixer la date avec précision. Y assistaient : Ben Boulaïd, Ben M'Hidi, Didouche, Bitat et moi-même en notre qualité d'organiseurs de la réunion. (Courrière donne la date du 25 juillet, ce qui ne concorde pas avec les autres événements. C'est plutôt du 25 juin qu'il faudrait parler).

La réunion des 22

Les autres participants étaient tous des anciens de l'O.S.. Bien que recherchés, la plupart d'entre eux avaient continué leur activité et maintenu des contacts avec des militants sûrs, dans les régions où ils avaient exercé des responsabilités. L'idée assez répandue selon laquelle les « 22 » étaient des individus isolés est dénuée de tout fondement. Certes, notre souci de déclencher l'action sur tout le territoire national nous avait amenés à faire appel à des éléments moins représentatifs, mais c'était somme toute l'exception.

D'un point de vue géographique, il y avait pour Alger : Bouadjaj Zoubir, Belouizdad Athmane, Marzougui Mohamed et Derriche chez qui nous étions réunis. Pour Blida : Soudani Boudjemaa et Bouchaïb Belhadj qui, sans être originaires de la région, la connaissaient bien pour s'y être réfugiés depuis qu'ils étaient recherchés, travaillant dans les fermes et établissant des contacts avec les ouvriers agricoles. Pour l'Oranie, Boussouf Abdelhafid et Ramdane Abdelmalek qui étaient toujours en activité dans le parti, respectivement responsables de la daïra de Maghnia et de celle de Nemours. Pour Constantine : Mechat, Habachi Abdeselem, Rachid Mellah, Saïd dit « Lamotta », membres du Comité de Constantine et sur lesquels nous comptions beaucoup pour déclencher l'action à Constantine même. (Ils nous lâchèrent avant le 1^{er} Novembre). Badji Mokhtar représentait la région de Souk Ahras. Il y avait pour le Nord-Constantinois, Zirout Youcef qui, après son évasion, avait pris le maquis dans la région de Smendou. Contacté au début du C.R.U.A., il nous avait dit : « Je n'ai pas d'éléments d'appréciation sur le conflit, mais je marche avec vous parce que j'ai confiance en vous ». Effectivement, il reprit en main toute l'organisation de la région. Ben Tobbal et Bennaouda étaient les deux autres représentants du Nord-Constantinois. Enfin, Lamoudi Abdelkader représentait le Sud-Constantinois. Courrière affirme que Hadj Ben Alla a participé à la réunion des 22, ce qui est faux. D'autres personnes invitées avaient refusé de se joindre à nous. Ce fut le cas de Maïza, responsable de Sétif et surtout de Mehri, que nous considérions comme acquis et qui nous lâcha à ce moment.

Quant aux éléments de la Kabylie, ils n'assistèrent pas à cette réunion pour des raisons que nous exposerons plus loin.

La séance était présidée par Ben Boulaïd. Quant à moi, je présentai le rapport, élaboré au cours des réunions préparatoires par tout le groupe, relayé de temps à autre par Ben M'Hidi et Didouche.

Les points soulevés étaient les suivants :

- historique de l'O.S. depuis sa création jusqu'à sa dissolution,
- bilan de la répression et dénonciation de l'attitude capitulaire de la direction du parti,
- travail effectué par les anciens de l'O.S. entre 1950 et 1954
- la crise du parti, ses raisons profondes à savoir le conflit entre la ligne réformiste de la direction et les aspirations révolutionnaires de la base, crise dont le résultat était la scission du parti et son inefficacité,
- explication de notre position dans le C.R.U.A., par rapport à la crise et aux Centralistes,
- compte-tenu de cette situation, de l'existence de la guerre de libération en Tunisie et au Maroc, que fallait-il faire ? Le rapport se terminait par ces mots : « Nous, anciens de l'O.S., il nous appartient aujourd'hui de nous concerter et de décider de l'avenir ».

La séance de l'après-midi fut réservée à la discussion du rapport qui eut lieu dans une atmosphère franche et fraternelle. Deux positions se dégagèrent : l'une d'elle, représentée essentiellement par les éléments recherchés, préconisait le passage immédiat à l'action comme seul moyen de dépasser la situation catastrophique non seulement du parti, mais du mouvement

révolutionnaire dans son ensemble. L'autre orientation, sans remettre en cause la nécessité de l'action, jugeait que le moment de la déclencher n'était pas encore venu. Les échanges d'argument furent très durs. La décision fut acquise après l'intervention émouvante de Soudani Boudjemaa qui, les larmes aux yeux, fustigea les réticents en déclarant : « Oui ou non, sommes-nous des révolutionnaires ? Alors qu'attendons-nous pour faire cette révolution si nous sommes sincères avec nous-mêmes. »

La motion qui fut adoptée condamnait nettement la scission du parti et ses auteurs. Elle proclamait la volonté d'un ensemble de cadres de « juguler les effets de la crise » et de sauver « le mouvement révolutionnaire algérien de la débâcle ». Elle décidait « le déclenchement de l'insurrection armée, seul moyen pour dépasser les luttes intestines et libérer l'Algérie ». Elle se terminait par la phrase : « Les 22 chargent le responsable national qui sortira du vote de mettre sur pied une direction qui aura pour tâche d'appliquer les décisions de la présente motion. »

La procédure employée pour dégager cette direction avait pour finalité de sauvegarder l'anonymat de ceux qui en feraient partie. Il fut donc entendu d'élire seulement le responsable national à la majorité des deux-tiers, celui-ci choisirait les autres membres du Comité qui ne seraient connus que de lui seul. La désignation devait se faire de la façon suivante : chacun des membres de la réunion reçut un numéro selon la place qu'il occupait dans la salle (car tout le monde ne se connaissait pas par son nom). Le président de séance, Mostefa Ben Boulaïd qui jouissait de la confiance de tous fut chargé du dépouillement et de la proclamation des résultats. Le premier tour ne donna pas de majorité. Après le second tour, Ben Boulaïd revint pour déclarer « le résultat est acquis » sans donner aucune autre précision. Sur ce, la réunion des 22 prit fin après un échange de rendez-vous et de points de chute entre les participants qui devaient travailler ensemble.

Ce même jour, Ben Boulaïd, dans un entretien en tête à tête m'apprit mon élection et me communiqua les bulletins de vote qu'il avait précieusement gardés.

Dès le lendemain, je fis appel à Ben Boulaïd, Didouche, Ben M'Hidi, et Bitat, qui avaient participé à tout le travail préparatoire pour constituer le Comité chargé de mettre en application la résolution des 22 (Comité des 5).

Il est clair que malgré les mesures pour préserver le caractère clandestin de cette direction, il n'était nullement question de sacrifier les principes de collégialité et de discussions libres auxquels nous tenions beaucoup après la triste expérience que nous venions de vivre dans le parti. Il faut préciser que jusqu'au 1^{er} Novembre, ce Comité qui s'adjoignit plus tard Krim, fonctionna d'une façon démocratique et avec une grande efficacité.

Notre première réunion eut lieu chez Kechida Aïssa (rue Barberousse). Il s'agissait d'étudier la résolution des « 22 » et de voir comment la mettre en application. Après avoir donné au nouvel organisme, un contenu et un règlement intérieur, nous décidâmes :

- 1) de regrouper les anciens de l'O.S. et de les intégrer dans une structure. En effet, jusqu'à ce moment-là, nous avions pris des contacts en tant que C.R.U.A., mais les éléments d'accord avec nous n'étaient pas organisés.

- 2) de reprendre l'instruction militaire à partir de l'ancienne brochure de l'O.S. qui fut reproduite.

- 3) de faire des stages de formation en explosifs afin de fabriquer les bombes, nécessaires au déclenchement.

Les responsabilités furent réparties entre les membres du Comité. Il fut recommandé en outre de multiplier les contacts avec les responsables de la Kabylie (qui étaient encore réticents) afin de les intégrer au mouvement.

Après la réunion des « 22 », le C.R.U.A. continua son travail comme par le passé. Les membres Centralistes ignoraient bien entendu tout de ce qui venait de se passer. Mais, maintenant, les choses allaient vite et les menées sounoises du Comité Central ne pouvaient plus ni arrêter, ni freiner la préparation de l'insurrection nationale.

Quelques jours plus tard, au début du mois de juillet, des émissaires messalistes et centralistes m'apprirent que Ben Bella se trouvait en Suisse et qu'il désirait me rencontrer. Je

mis au courant les autres membres du Comité qui m'encouragèrent à faire le déplacement pour savoir ce qui se passait à l'extérieur et essayer de gagner à notre cause la délégation du Caire. Je me rendis donc en Suisse le 7 juillet et là, j'appris que la délégation extérieure affolée par la crise du parti, avait envoyé Ben Bella et Khider pour tenter de réconcilier les deux tendances. Les deux émissaires avaient rencontré Mézerna et Fillali pour les Messalistes, Lahouel et Yazid pour les Centralistes. Après plusieurs tentatives de rapprochement, les deux parties restèrent sur leurs positions et la mission de conciliation ne donna aucun résultat. Khider, excédé, retourna au Caire en laissant Ben Bella seul à Berne. Ce dernier avait été informé, aussi bien par ses interlocuteurs messalistes que centralistes que les anciens de l'O.S. se montraient intraitables et que sous couvert de neutralisme, ils faisaient du travail fractionnel, ce dernier argument venant des Messalistes. Ben Bella chargea les uns et les autres de me faire savoir qu'il souhaitait me rencontrer en Suisse.

Sitôt arrivé à Berne, je contactai Ben Bella, qui en tant qu'ancien de l'O.S. bénéficiait de notre confiance et je l'informai de ce qui s'était passé au cours des derniers mois, de ce que nous projections et surtout de ce que nous attendions de la délégation extérieure. Immédiatement, il donna son accord à notre action et se fit fort d'obtenir le soutien des autres membres de la délégation extérieure, ainsi que celui des Egyptiens. Lahouel et Yazid, qui étaient encore à Berne, manifestèrent le désir d'avoir des entretiens avec nous.

Compte-tenu de l'importance de cette rencontre, je demandai à Ben Boulaïd, Didouche et Ben M'Hidi de me rejoindre en Suisse. Les discussions avec les deux membres du Comité Central furent longues, mais nous parvîmes à un accord. Il fut convenu de ne pas s'entêter à suivre Messali dans sa voie scissionniste, de dissoudre sans grand bruit le Comité Central dont certains membres gagneraient l'étranger pour renforcer la « délégation extérieure » et enfin de mettre à notre disposition une grande partie des fonds du parti pour nous permettre de parachever notre travail de préparation de l'action armée. Sur ce, nous nous séparâmes et chacun d'entre nous rejoignit son lieu de destination, Ben Bella Le Caire et les quatre autres Alger. Lahouel n'arriva à Alger qu'avec trois jours de retard sur notre rendez-vous, ayant été retenu, semble-t-il, en France. Nous le rencontrâmes, Ben Boulaïd et moi-même, pour mettre à exécution les décisions de Berne. A notre grande surprise, il nous fut répondu qu'il n'avait jamais été question de décisions, mais de propositions à soumettre au Comité Central ! Cette volte-face ne nous étonna qu'à moitié, car depuis longtemps, nous avions notre idée sur ces gens-là et leurs méthodes tortueuses.

Sur ces entrefaites, Messali avait tenu son congrès à Hornu (Belgique) le 15 juillet, excluant tout le Comité Central et bien entendu les membres du C.R.U.A.. Ce n'était pas plus difficile que cela ! Seul maître du parti, il allait commencer sa deuxième révolution qui devait le mener à la trahison.

C'est précisément à la suite de ce nouveau développement que le C.R.U.A. se disloqua. Les deux centralistes Dekhli et Bouchbouba retournèrent au bercail : la rupture eut lieu vers le 20 juillet. Constitué en vue de sauver l'unité du parti, le C.R.U.A. n'avait plus de raison d'être puisque le Congrès messaliste avait consommé la scission. Le C.R.U.A. devait reconnaître son échec et se dissoudre ou alors se donner de nouveaux objectifs répondant à la situation nouvelle. Cette argumentation n'eut pas l'heur de plaire à Dekhli et Bouchbouba dont la présence au C.R.U.A. n'avait d'autre but que de faire obstruction au messalisme sous couvert du neutralisme.

Contrairement à ce qui est affirmé dans bien des textes, le C.R.U.A. dont les objectifs étaient limités, cessa d'exister dès que la scission du P.P.A. devint effective. De toute façon, la réunion des « 22 » et le Comité des Cinq avaient pris la relève sur des positions bien plus claires et le travail sérieux était commencé nous laissant peu de temps à consacrer au C.R.U.A. dont le bulletin « Le Patriote » parut pour la dernière fois le 5 juillet.

Il est temps d'examiner maintenant nos rapports avec les responsables de la Kabylie. Yves Courrière a exposé longuement ce problème dans son livre « Les fils de la Toussaint » ; les inexactitudes, voire les contre-vérités y sont nombreuses. En outre, les spéculations de l'auteur et de ses informateurs sur l'antagonisme arabo-berbère obscurcissent la question et aboutissent à des interprétations pour le moins tendancieuses.

L'organisation politique de la Kabylie forte d'un millier de militants s'était ralliée dès le début du différend aux thèses messalistes. Les difficultés de contact avec les principaux responsables de cette région, en majorité recherchés par la police, avaient empêché le travail d'explication et de confrontation comme cela s'était passé dans d'autres régions. L'O.S. de la Kabylie avait été dissoute en 1948 par le parti lors de l'affaire dite du « complot berbériste » qui avait entraîné l'exclusion de pas mal de militants. Les anciens de l'O.S. n'avaient plus de contacts avec la Kabylie, notamment avec les militants qui avaient pris le maquis. Au moment de nos démêlés avec les Messalistes, ces derniers ne se gênaient pas pour nous menacer de faire appel aux maquisards kabyles pour nous liquider. C'est également à cette époque que Benaouda, qui était en Kabylie, fut envoyé par Krim et Ouamrane dans le Nord-Constantinois pour rallier Zirout et d'autres éléments en vue de descendre en force à Constantine et de contraindre les éléments neutralistes à s'aligner sur les positions des messalistes, quitte à utiliser les moyens extrêmes.

Bref, jusqu'au mois de mai, il était clair que l'organisation de Kabylie avait pris fait et cause pour Messali. Pourtant, compte-tenu de l'importance de cette partie du territoire algérien, tant du point de vue des militants de valeur qu'elle renfermait, que de sa situation géographique, il n'était pas question de la laisser en dehors du mouvement. C'est pourquoi nous fîmes plusieurs tentatives pour établir le contact. Ce n'est que fin mai que Si Hamoud, un ancien militant de cette région, habitant à Beaufraisier, parvint à entrer en contact avec Krim et Ouamrane et nous mit en rapport.

La première entrevue eut lieu au café El Ariche. Ben Boulaïd et moi-même y rencontrâmes Krim qui était accompagné de Ouamrane. Il s'agissait là d'une simple prise de contact. Nous nous revîmes le lendemain chez Nadir (préfet d'Alger en 1962 au moment de la zone autonome) à Kouba. A la fin de cette réunion, il serait exagéré de prétendre que nous étions parvenus à un résultat. Krim et Ouamrane étaient très flottants. C'est pourquoi, il nous était impossible de les inviter à la réunion des « 22 » car à ce moment ils étaient encore loin de partager nos idées. Malgré les contacts fréquents que nous avions avec eux et nos recommandations lors d'une rencontre qui eut lieu à Tizi-Ouzou où ce problème fut abordé, ils envoyèrent une délégation dirigée par Zammoum au congrès messaliste de Hornu, ce qui montre bien qu'ils n'avaient pas opté de façon définitive.

Pour le Comité des Cinq, il fallait coûte que coûte vaincre les doutes et les réticences des militants de Kabylie. Pour cela, nous avions établi un questionnaire en trois points qui devait être présenté aux deux tendances du parti :

1. Etes-vous pour l'action insurrectionnelle ? Sinon pourquoi ?
2. Si oui, quelle aide comptez-vous y apporter ?
3. Dans le cas où une action est déclenchée en dehors de vous, quelle sera votre position ?

Krim et Ouamrane furent chargés de le présenter aux Messalistes. Une autre délégation comprenant à dessein Krim devait faire le même travail avec les Centralistes. Comme il fallait s'y attendre, les Messalistes non seulement repoussèrent cette initiative avec dédain, qualifiant ses auteurs de démagogues et de fractionnistes, mais Moulay Merbay eut une attitude humiliante et cassante à l'égard de Krim à qui il interdit d'avoir des contacts avec nous. Quant aux Centralistes, tout en se déclarant pour l'action, ils refusaient de l'envisager dans l'immédiat. Ces démarches éclairèrent Krim et Ouamrane qui comprirent que le moment était venu pour eux de s'engager résolument avec nous. Ce qui fut fait lors d'une réunion tenue rue du Chêne, vers la fin août, où ils nous présentèrent les cadres de la Kabylie. Krim fut alors admis dans notre comité dont il devint le sixième membre avec Ouamrane comme adjoint.

Revenons maintenant aux contacts avec Ben Bella et au rôle joué par ce dernier. Après la première entrevue, il y eut une seconde au début du mois d'août en vue de prendre contact avec des responsables marocains et tunisiens que Ben Bella s'était chargé d'inviter. Accompagné de Didouche, je me rendis à Berne pour rencontrer Abdelkébir El Fassi pour le Maroc et un certain Azeddine Azzouz pour la Tunisie. Le premier nommé refusa de se réunir avec le second pour des raisons de sécurité, semble-t-il, ce qui nous obligea à les voir séparément. Si Abdelkébir El Fassi donnait l'impression d'être au fait de ce qui se passait au Maroc, Azzouz, par contre, ignorait tout du

problème fellagha tunisien, car bien qu'originaire de Tunisie, il travaillait en Libye. Avec Abdelkébir El Fassi, nous tombâmes d'accord pour prendre contact avec des militants marocains du Rif espagnol. De plus, il se fit fort de nous fournir des armes dans le Rif dans un délai maximum d'un mois après le versement de leur montant à son compte bancaire de Zurich. Nous lui passâmes immédiatement une commande.

Selon Ben Bella, les Egyptiens, mis au courant de nos projets, étaient disposés à nous accorder toute l'aide que nous désirions. Seulement, ils n'étaient pas encore convaincus et voulaient avoir des preuves tangibles du sérieux de notre entreprise. Nous demandâmes à Ben Bella de faire vite pour nous procurer un contingent d'armes et à cet effet un rendez-vous fut fixé à Tripoli pour préparer la filière et passer les armes.

De retour au pays, le Comité des Cinq fut réuni pour prendre connaissance des résultats de notre mission et plusieurs décisions furent prises. D'abord, il nous fallait râcler les fonds de caisse et faire parvenir en Suisse le plus d'argent possible. L'opération donna 1.400.000 anciens francs que Bitat fut chargé de faire parvenir à destination. Ben Boulaïd devait se rendre à Tripoli pour prendre livraison des armes promises par Ben Bella, Ben M'Hidi et moi-même nous partîmes pour le Rif espagnol afin d'établir les contacts nécessaires. (Ceci se passait au moment de l'Aïd El Kébir, soit le 9 août).

Deux semaines plus tard, tous les éléments chargés de mission à l'extérieur, étaient de retour au pays. Le Comité des Cinq se réunit pour discuter du résultat de ces déplacements. En vérité, il n'y avait rien à discuter. De Tripoli aucune arme. De Suisse, l'argent avait été versé au compte de Abdelkébir El Fassi amputé de 200 000 francs prélevés par Ben Bella pour ses frais. Et du Rif, en dehors de promesses verbales, rien de palpable. Le seul aspect positif, c'était la connaissance de passages frontaliers à l'Est et à l'Ouest et le contact avec les patriotes marocains du Rif, lesquels s'étaient montrés enchantés de nous connaître et partisans d'une action révolutionnaire commune.

Pour terminer avec ce chapitre, il est capital de souligner qu'aucune arme n'est entrée au pays avant le 1^{er} Novembre. Les promesses d'El Fassi n'étaient que pure invention. Les départements d'Oran et d'Alger qui attendaient cet armement furent obligés de déclencher l'action avec quelques armes, pas plus d'une dizaine, en mauvais état et certaines sans munitions. Le responsable de la Wilaya V, Ben M'Hidi, n'avait pour toute arme qu'un vieux 7,65 avec deux balles.

Quant à la délégation extérieure du Caire, de quel côté était-elle ? Personne ne pouvait le dire, d'autant plus qu'après le Congrès du Comité Central, tenu le 15 août, le premier numéro du journal centraliste « La Nation Algérienne » contenait les photos d'Aït Ahmed et de Khider en bonne place avec des déclarations de l'un et de l'autre. Ce qui ne manqua pas de provoquer les protestations de nos partisans qui étaient convaincus que la délégation extérieure avait opté pour nous. Ce que nous leur avions affirmé en toute bonne foi ; Ben Bella nous ayant certifié qu'une délégation avait pris position en notre faveur.

Tous ces points éclaircis, revenons à la situation au pays. Les Messalistes et les Centralistes après leurs Congrès respectifs s'étaient exclus mutuellement. Chaque groupe se revendiquant de la légitimité et accusant l'autre de toutes les infamies. La guerre était ouverte : bagarres dans les rues, invectives, occupations des locaux sous le regard amusé et plein de satisfaction de la police colonialiste qui laissait faire ce travail de destruction du parti nationaliste algérien.

Les militants séparés en deux clans hostiles se livraient passionnément à cette lutte, convaincus d'un côté comme de l'autre, qu'ils défendaient la vérité. Les plus agressifs étaient sans conteste les Messalistes parce que majoritaires et complètement fermés à toute discussion, conformément aux ordres reçus de leurs responsables qui craignaient des défections en cas de confrontations entre militants. Pour eux, Messali, le « Chef National » était au-dessus de toute critique et ne pouvait en conséquence avoir tort. En cela, il faut le dire, ils ne faisaient qu'obéir à l'image simpliste qui leur avait été inculquée dans le parti même.

Les partisans du Comité Central, moins nombreux, mais plus formés politiquement, portaient le débat au niveau des principes et des méthodes de travail. Ils s'attaquaient aux méfaits du culte de la personnalité, à la mégalomanie de Messali et à ses procédés autocratiques. Autant dire, que les

arguments d'un côté comme de l'autre étaient en porte-à-faux parce que chaque clan se refusait à mieux situer la crise du Parti dont l'origine se trouvait dans la sclérose de la direction, incapable de répondre à l'attente des militants et de mener la lutte révolutionnaire pour libérer le pays.

Face à cette décomposition du P.P.A. - M.T.L.D., quelles étaient les positions des autres partis politiques algériens ? A l'effet de surprise du début de la crise, avait fait place un sentiment de soulagement à peine voilé chez l'U.D.M.A., et les Oulamas. Quant au P.C.A., sa position était plus nuancée : expectative prudente avec un penchant pour la tendance centraliste considérée comme plus raisonnable et plus intelligente. Du côté des masses, le sentiment était au pessimisme et à la désapprobation. Et il n'était pas rare d'entendre dans la bouche de l'homme de la rue cette remarque pertinente : « C'est bien le moment de se bagarrer entre frères, quand les valeureux patriotes tunisiens et marocains versent leur sang pour libérer leur pays ».

Les préparatifs de l'action

C'est dans cette atmosphère de confusion et d'anarchie, que le Comité des Cinq (devenu des Six, début septembre) travaillait d'arrache-pied pour constituer les premiers commandos, les former en vitesse, les armer et les préparer pour la nuit du 1^{er} Novembre 1954. Le temps pressait car il fallait profiter de la confusion créée par la crise et du rideau de fumée de surenchères et des disputes pour échapper à une répression toujours possible. Déjà les Messalistes ne se privaient pas de dénoncer auprès de leurs partisans certains membres du Comité en les désignant par leur vrai nom, désirant par cette manœuvre attirer la répression policière sur eux. Par ailleurs, l'organisation de Constantine constituée d'une quarantaine d'éléments qui étaient au courant de tous les préparatifs, avait lamentablement lâché, démobilisant les groupes déjà formés, à qui fut donnée la liberté de rejoindre le clan politique de leur choix.

En ce début septembre, le Comité des Six se trouvait confronté à plusieurs problèmes dont le plus important était : la représentativité politique du nouveau mouvement, son contenu politique, l'armement, les fonds, ainsi que la date du déclenchement.

● En ce qui concerne le premier point, les Six s'ils étaient plus ou moins connus dans l'organisation — et dans plus d'un cas seulement sous des pseudonymes — étaient par contre complètement inconnus de l'opinion algérienne, ainsi que sur la scène internationale. Dans notre esprit, déclencher une action armée qui n'aurait de chance de réussir qu'avec l'adhésion et l'appui des masses, nécessitait des noms connus ou tout au moins une tête d'affiche. Des deux clans qui se disputaient les dépouilles du parti, il n'en était pas question. Il ne restait qu'une personnalité qui, à nos yeux, remplissait ces conditions et d'autres : rectitude politique et morale, honnêteté et capacités, c'était Lamine Debaghine, personnalité politique connue qui avait quitté le parti en 1949 et dont le prestige était resté intact auprès de beaucoup de militants et d'intellectuels. Notre choix fixé, une délégation formée de Ben Boulaïd, Krim et moi-même se rendit à Saint-Arnaud (actuellement El Eulma) où Lamine était installé comme médecin. A la tombée de la nuit, nous frappâmes à la porte de son cabinet. Après les présentations, nous lui exposâmes l'objet de notre visite. Il posa beaucoup de questions sur nos forces, nos moyens, notre implantation, etc... Complètement informé, il fit une critique très sévère du parti messaliste et de tous les autres responsables. Puis, il nous demanda un délai de réflexion pour nous donner une réponse quant à son éventuel engagement. Rendez-vous fut pris à Alger au Café Bourahla, rue de la Liberté. Sur ce, nous primes congé et chacun d'entre nous rejoignit le lieu de ses activités. Au jour fixé, tout le Comité était présent, pas très loin du lieu de rendez-vous.

Une voiture destinée à nous convoyer à un lieu de réunion attendait derrière l'Opéra d'Alger. Le moment venu, Ben Boulaïd fut chargé de se rendre au café pour guider Lamine jusqu'à nous. Un quart d'heure se passa sans qu'il revienne. Nous attendîmes quelque temps encore, puis nous envoyâmes Krim qui resta à son tour. Notre impatience grandissait d'autant plus que certains d'entre nous étaient armés et que les conditions de sécurité n'étaient pas excellentes. Bref, une heure après, tout le monde se retrouva au lieu de réunion, mais sans Lamine. Ce n'est d'ailleurs qu'au retour de nos envoyés que nous sûmes

ce qui s'était passé. Lamine était accompagné d'amis personnels, Boukadoum Haouès, un ex-député M.T.L.D., et du Capitaine Saïdi, autre personnalité politique du M.T.L.D.. Ben Boulaïd qui ne s'attendait pas à trouver ces deux nouvelles figures, se montra très réservé et attendit que Lamine se décide. Or, ce dernier, non seulement ne donnait pas l'impression de vouloir quitter le café, mais en présence de ses deux compagnons, remettait en cause son éventuelle adhésion, non sans critiquer certains aspects de ce que nous projetions. Quand Krim rejoignit le groupe, Lamine continua à développer son point de vue qui se résumait en ceci : si les régions des Aurès et de la Kabylie étaient capables d'entreprendre une action armée, lui Lamine n'avait aucune confiance dans le reste. A ces mots, Ben Boulaïd l'interrompit pour lui signifier que tous ceux qui étaient engagés, étaient décidés à aller jusqu'au bout, et qu'ils avaient une confiance totale les uns dans les autres. Lamine, au tempérament impulsif, répliqua s'adressant à Ben Boulaïd : « Alors, pourquoi êtes-vous venus me chercher, vous auriez dû le faire le jour où vous avez décidé de vous détacher du clan du parti et de faire cavalier seul. » A ces mots, Ben Boulaïd pourtant très calme de nature se leva et répondit « Nous sommes venus te chercher, maintenant, on ne te cherche plus. Nous n'avons besoin de personne ». Et il quitta le café laissant les trois hommes avec Krim qui, un moment après, nous rejoignit pour nous confirmer ce que nous savions déjà.

Cette expérience nous apprit qu'il n'y avait rien à attendre du personnel politique de l'époque. D'autres contacts, avec des éléments tels que Mehri, Demagh El Atrousse, Kassem Mouloud, l'actuel ministre des Habous, se soldèrent par un échec de même nature. Une tentative auprès des Oulamas n'aboutit à rien. En fin de compte, nous renoncâmes à ce travail inutile pour placer notre confiance dans le peuple et aller de l'avant.

● Notre seconde préoccupation, était la définition du contenu politique et organisationnel du mouvement à créer. Plusieurs réunions du Comité aboutirent à un ensemble de décisions.

Il faut souligner qu'à cette époque, tout le contenu politique du mouvement nationaliste se réduisait au thème de l'indépendance. Aucun approfondissement sérieux n'ayant été fait dans le parti, les membres du Comité n'avaient pour faire face à la lourde tâche de la définition de leur mouvement, que leur bon sens et leur volonté, à défaut de formation.

En reprenant les écrits d'alors, en particulier la proclamation du F.L.N. on est frappé par le souci de ses rédacteurs de sauver le mouvement révolutionnaire de la faillite, de dénoncer les luttes intestines et leurs auteurs, de placer l'action dans le contexte nord-africain et de fixer comme objectif de la lutte, l'indépendance nationale sans toutefois en préciser la nature et le contenu économique et social. Reprenons ici les termes de la proclamation : « but : l'indépendance nationale par :

1. la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques,
2. le respect de toutes les libertés fondamentales, sans distinction de races ni de confessions. »

Comme on le voit, cette définition reste très floue et cela explique en partie les contradictions que connaîtra la lutte de libération nationale et les nombreuses crises qui l'ont secouée. La plus importante étant celle qui, en été 1962, plaça Ben Bella au pouvoir et après lui Boumédiène. L'un comme l'autre jouant sur ces contradictions qui demeurent et s'amplifient.

Le seul élément nouveau, déjà introduit par le C.R.U.A., était le recours à la base et au peuple algérien pour trancher la crise : les militants, des années durant, avaient été habitués à recevoir des ordres et à les exécuter. Par notre appel direct à la base, par dessus les appareils, nous poussions les militants à reprendre l'initiative et à se débarrasser de la tutelle d'un sommet impuissant et paralysé, car nous étions convaincus que c'était là, la seule issue : donner au peuple la possibilité de trancher et de choisir la voie à suivre.

Parallèlement à la définition politique deux principes d'organisation furent adoptés :

— La décentralisation, compte-tenu de l'étendue du territoire national, il était impossible à tout organisme centralisé de diriger la lutte. C'est pourquoi il fut décidé de laisser toute liberté d'action à chaque Wilaya. Une réunion du Comité des Six fut prévue pour le mois de janvier 1955. Elle ne s'est jamais tenue et pour cause : sitôt la lutte engagée, toutes les Wilayates restèrent pour une longue période isolées. En attendant, et pour éviter toute fausse note, trois tracts furent rédigés à l'avance pour être distribués aux mêmes dates dans toutes les Wilayates.

— la primauté de l'intérieur sur l'extérieur. Principe juste dans son esprit dans la mesure où il signifiait que rien ne pouvait être fait sans l'accord de ceux qui se battaient sur le terrain

Enfin, nous décidâmes d'appeler l'organisation politique : Front de Libération Nationale (F.L.N.) et l'organisation militaire : Armée de Libération Nationale (A.L.N.).

● Pour ce qui est des structures, l'Algérie fut divisée en six Wilayates.

— la première délimitée au nord par la ligne de chemin de fer allant de Béni Mansour à Souk Ahras, à l'est par la frontière tunisienne, au sud par les confins sahariens et à l'ouest par les limites de l'ex-département de Constantine. Ce fut Ben Boulaïd, assisté de Chihani, qui en avait la direction.

— la deuxième délimitée au nord par la mer, à l'est par la frontière tunisienne, au sud par la ligne de chemin de fer Béni Mansour — Souk Ahras et à l'ouest par la ligne de chemin de fer allant de Béni Mansour à Bougie. C'est Didouche, avec comme adjoint Zirout, qui fut placé à sa tête.

— la troisième comprenant la Grande Kabylie était placée sous le commandement de Krim, avec comme adjoint Ouamrane.

— la quatrième comprenant le reste de l'ex-département d'Alger avait comme responsable Bitat dont l'adjoint était Soudani Boujemaa.

— la cinquième couvrant le territoire de l'ex-département d'Oran était dirigée par Ben M'Hidi; quant à son adjoint le choix lui était laissé entre Ramdane Benadelmalek et Boussouf.

— la sixième qui n'existait que sur le papier et qui devait couvrir tout le sud algérien : les ex-territoires du Sud, les Oasis et la Saoura.

Personnellement, je fus chargé de rejoindre la délégation extérieure avec tous les documents et de retourner au pays pour la réunion de janvier 1955, dont il a été question plus haut.

● Une stratégie en trois étapes combinant les aspects politique et militaire fut arrêtée au terme de longues discussions.

Première étape : installation du dispositif militaire et politique de préparation et d'extension. Du point de vue militaire, à la date du déclenchement, toutes les Wilayates étaient tenues de se manifester en donnant le maximum de force et d'éclat à leur action, en vue de démontrer que l'insurrection touchait tout le territoire national. Après les premières actions, tous les hommes armés devaient se retirer sur des positions préparées à l'avance et susceptibles de leur assurer le maximum de sécurité. En attendant un armement adéquat, le Comité de Wilaya devait installer des cellules politiques, tout en parachevant la formation des militants encore inaccoutumés à la vie des maquis. Les seules actions autorisées sur le plan militaire étaient la reconnaissance du terrain, l'organisation des relais, des zones de repli et des dépôts de vivres et de médicaments, la collecte des armes, le harcèlement de nuit des forces ennemies, les petits coups de main contre les forces isolées. Dans cette étape, il était recommandé d'éviter l'affrontement avec un ennemi encore beaucoup plus puissant que nous.

L'objectif principal de cette étape était politique : compte-tenu de la surprise des masses et de leur manque d'information, au moment du déclenchement, les cellules politiques, de même que les hommes armés, avaient pour tâche essentielle d'expliquer aux masses populaires le sens, la nature et les objectifs de notre action, afin de gagner leur sympathie et leur soutien. Pendant cette étape d'explication, les mouchards et les agents de l'autorité coloniale devaient être particulièrement visés pour encourager les masses.

Deuxième étape : celle de l'insécurité généralisée. Du point de vue militaire, les groupes armés plus nombreux, mieux aguerris, dotés d'un armement plus important, devaient passer à des actions dont l'objectif était de généraliser l'insécurité sur tout le territoire : embuscades, destruction des ponts, chemins de fer, routes, transformateurs électriques, coups de main plus audacieux et plus nombreux, terrorisme urbain contre les ennemis de la révolution. Au niveau politique, les masses ayant été préparées pendant la première étape devaient être organisées et intégrées dans l'action afin de mener parallèlement aux maquisards des luttes de masses : grèves, manifestations, campagnes de désobéissance. Elles devaient en outre prendre en charge les tâches d'administration et de justice dans le but de couper l'administration coloniale. Les renseignements, la logistique et le ravitaillement étaient aussi de leur ressort.

Troisième étape : constitution de zones franches. Au point de vue militaire, une partie du territoire étant libérée, il fallait constituer des zones franches fortifiées et soustraites totalement à l'atteinte de l'ennemi. C'est dans ces conditions seulement que pouvait être mise en place une direction révolutionnaire chargée du commandement de l'ensemble des actions et résidant donc sur le terrain. Au point de vue politique, c'est dans cette dernière étape, que la fusion devait se faire entre aspect militaire et aspect politique afin de dégager les différents organes de pouvoir révolutionnaire, préfiguration de celui qui dirigerait le pays après l'indépendance.

● Pour les armes et les fonds, avant-dernier point des tâches du Comité des Six, chaque Wilaya fut chargée de se procurer des fonds par ses propres moyens. Quant aux armes, le principal dépôt était dans les Aurès avec à peu près 300 armes italiennes, achetées dans le courant 1947-48 en Libye, stockées dans un premier temps à Oued Souf et de là transférées en 1949 dans les Aurès où elles étaient cachées dans des fûts remplis d'huile. Les deux dépôts d'Alger, ainsi que le service d'identité furent remis au premier groupe d'action de la capitale. Ces dépôts ne renfermaient que quelques grenades et quatre ou cinq revolvers de différents calibres, ainsi qu'un contingent de balles, le tout en très mauvais état. Une vingtaine de mousquetons prélevés sur les armes des Aurès furent envoyés sur le Nord Constantinois, tandis que la Kabylie en recevait une trentaine. Ce qui avait empêché une dotation plus importante, c'était le problème du transport, de la sécurité et du temps dont nous disposions. Les Wilayates IV et V devaient recevoir leur contingent des armes commandées auprès de Abdelkébir El Fassi. Ces armes nous ayant fait défaut, ces deux Wilayates étaient les plus faibles.

● Il ne restait plus qu'à fixer la date du déclenchement. Dans un premier temps, nous avions retenu le 15 octobre. La délégation extérieure en fut avertie. Il y eut une fuite. Allal El Fassi donna la date à Yazid qui se trouvait à cette époque au Caire, le prenant pour un des nôtres. Ce dernier rappliqua immédiatement à Alger et alerta ses amis du Comité Central. Une autre fuite eut lieu à Somaâ, près de Blida où des éléments formés par Soudani Boujemaa furent débauchés par Lahouel. Celui-ci, mis au courant des préparatifs, sentant les choses devenir plus sérieuses, entreprit un véritable travail de sape, nous accusant d'envoyer les gens « au casse-gueule » et réussissant à faire reculer certains des éléments.

Les Centralistes affolés demandèrent à nous rencontrer. Nous nous réunîmes chez Bouda avec Lahouel et Yazid. Ils nous reprochèrent notre entêtement à ne pas rejoindre leurs rangs et les bruits alarmistes qui circulaient; entre autres, la date du 15 octobre. Ils avançaient enfin que la délégation extérieure désapprouvait notre position. Bien sûr, nous nâmes avoir fixé une quelconque date, quant à la délégation extérieure, nous voulions bien la rencontrer et prendre une position commune. Il fallait coûte que coûte les rassurer. Nous nous sommes mis d'accord pour envoyer une délégation au Caire comprenant Lahouel — Yazid pour les Centralistes et moi-même pour les Neutralistes comme ils nous appelaient.

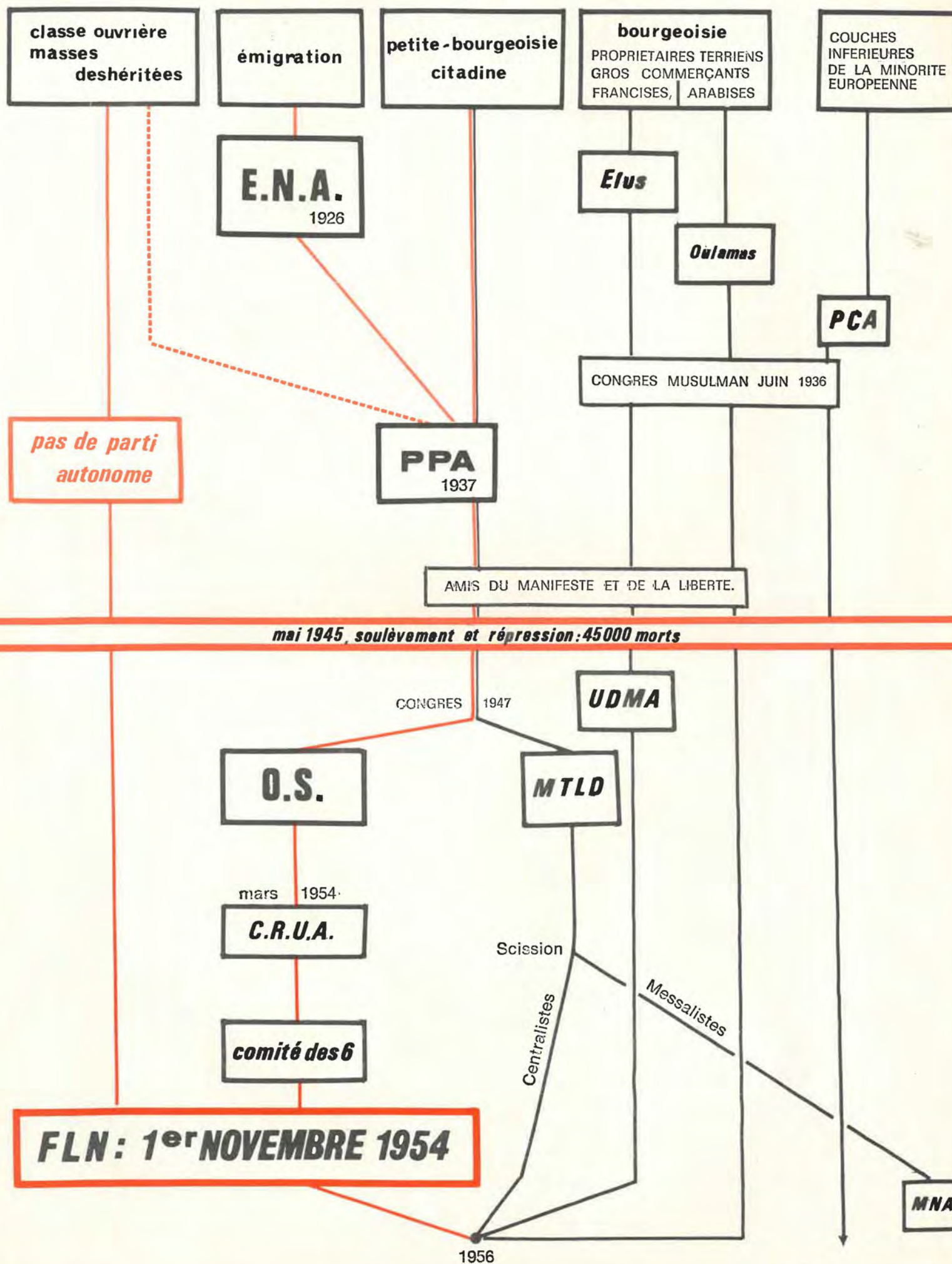
C'est de cette façon qu'au déclenchement de l'action, les deux Centralistes se trouvaient au Caire, ainsi d'ailleurs que deux Messalistes Mézerna et Fillali Abdellah qui, eux étaient en discussion avec la délégation extérieure en vue de la rallier à Messali ou de l'expulser des locaux du Comité de Libération de l'Afrique du Nord du Caire. Immédiatement après cet incident, le Comité des Six reporta la date au 1^{er} Novembre sans en informer qui que ce fut. Cette fois-ci, le secret fut bien gardé et les premières actions armées donnaient le départ de l'ébranlement qui durant plus de sept ans d'une guerre terrible et sans merci, permit à l'Algérie de s'arracher d'une domination de cent trente ans.

LISEZ ET DIFFUSEZ

EL JARIDA

organe d'expression
au service des travailleurs

CLASSES SOCIALES ET MOUVEMENTS POLITIQUES



CHRONOLOGIE DU MOUVEMENT NATIONALISTE

LA RESISTANCE PAYSANNE

1830 - 1848

C'est la période de la conquête et du pillage, au cours de laquelle ont été décidés et mis en application :

- le cantonnement de certaines tribus, sans compensation ;
- la confiscation des terres beylik et des biens habous au profit du domaine français ;
- le rattachement au domaine de toute propriété « sans acte régulier » ;
- la promulgation d'une ordonnance d'expropriation. Cette dernière mesure permettra de constituer les premières propriétés européennes dont la superficie totale atteindra 200 000 hectares en 1850.

Pour lutter contre cette conquête, ces pillages et ces expropriations, une résistance paysanne farouche s'organise. Elle durera pratiquement un siècle.

23 JUILLET 1830

Assemblée de chefs de tribus à Tamentfous (Cap Matifou). La résistance à l'occupant y est décidée dans un grand élan d'enthousiasme populaire. Dans le même temps, la confrérie des Tidjanya installée à Aïn Mehdi, à 63 kilomètres de Laghouat, se propose de créer une armée de 80 000 hommes pour reprendre Alger.

1832

Début de la résistance dirigée par l'émir Abdelkader. Après avoir attaqué Mostaganem et Tlemcen, il accepte de négocier avec l'armée coloniale. Il y voit l'avantage (vis-à-vis des autres chefs algériens) d'être reconnu par les Français comme chef des musulmans.

24 FEVRIER 1834

Abdelkader signe le traité Desmichels qui reconnaît son autorité sur le Beylik de l'Ouest à l'exception des villes. Dans ce traité, il est dit en particulier : « Le général commandant les troupes françaises dans la ville d'Oran et le prince des fidèles Sidi-El-Hadj Abdelkader Ibn-Mehi-Ed-Din ont arrêté les conditions suivantes :

- 1) Les hostilités cesseront entre les Français et les Arabes à partir de ce jour. Le général commandant les troupes françaises et l'Emir Abdelkader ne négligeront rien pour maintenir cette union et amitié qui devaient exister entre deux peuples destinés par Dieu à vivre sous la même domination (...).

28 JUIN 1835

Reprise des hostilités avec la bataille de la Macta où les combattants algériens mettent en déroute l'armée coloniale.

1837

● Pour avoir les mains libres dans la conquête du Constantinois, Bugeaud signe avec Abdelkader le traité de la Tafna (30 mai) aux termes duquel son autorité est reconnue jusqu'au Titter, en contrepartie de quoi il accepte la suzeraineté du roi de France. Il y est précisé, en outre :

« Article 6. — L'Emir livrera à l'armée française 30 000 mesures de blé, 30 000 mesures d'orge et 5 000 bœufs. La remise de ces denrées se fera à Oran en trois livraisons (...).

Article 7. — L'Emir aura la faculté d'acheter en France la poudre et les armes qu'il demandera. »

- La population de Constantine résistera

courageusement et pendant plus d'une année à la conquête. L'armée coloniale échoue lors d'une première tentative, en novembre 1836, subissant de lourdes pertes (1 000 soldats tués). Malgré leur isolement (neutralité d'Abdelkader), et les importants moyens humains et matériels de l'armée coloniale (20 000 hommes, des centaines de canons), les combattants de Constantine ne furent vaincus que par suite de trahison, après un long siège et des combats meurtriers qui ont coûté à l'armée française trois généraux, cent officiers tués. Le caractère acharné et courageux de la résistance est attesté par ce témoignage du Maréchal de Saint-Arnaud : « C'était cette rue qu'il fallait prendre maison par maison et sous un feu d'autant plus terrible qu'on ne voyait pas d'où il venait. C'est dans cette rue que l'on marchait jusqu'aux genoux dans les cadavres et dans le sang et que nous avons perdu le plus de monde. Les Turcs cherchaient peu à se sauver et ceux qui se retiraient profitaient de tous les accidents des murs pour faire feu sur nous. »

1839

Les tribus de la Mitidja se soulèvent et détruisent les premiers villages de la colonisation. L'armée coloniale en profite pour massacrer entièrement la tribu des Hadjout.

14 MAI 1843

Prise de la Smala d'Abdelkader. (Ce dernier se rendra le 23 décembre 1847). Massacre des populations environnantes. Un pillage effréné s'en suivit. Churchill, le biographe d'Abdelkader le décrit ainsi : « Le butin était immense. Il comprenait des milliers d'animaux de toutes sortes, la bibliothèque d'Abdelkader (5 000 livres), son trésor militaire contenant des millions de francs, les coffres de ses khalifas et caïds tous déposés à la Smala pour plus de sécurité, remplis de pièces d'or et de bijoux de grand prix (...). Les soldats français bourrèrent leur shakos de dollars et de doublons, remplirent leurs havresacs de perles et de diamants. Dans le désordre général, la discipline fut oubliée et chacun saisit le butin qui tombait avec plus ou moins de chance entre ses mains. »

1845

En réaction aux expropriations et à la politique de dévastation dirigée par Bugeaud, l'insurrection éclate en Kabylie, dans le Dahra, la vallée du Chélif et l'Ouarsenis à l'appel notamment de Bou Mâza. Une répression féroce s'ensuit : des dizaines de villages sont détruits, notamment en Kabylie, des centaines de paysans sont enfumés dans les grottes du Dahra.

1848 A 1860

La colonisation de peuplement s'organise et s'étend (de 21 000 en 1837, la population européenne passe à 109 000 en 1847. Elle atteint 536 000 en 1896. Elle s'accompagne de l'expropriation pure et simple des paysans algériens. Pour la seule année 1848, la politique de refoulement permet aux occupants d'accaparer 340 000 ha de bonnes terres (au total 700 000 ha ont été confisqués depuis 1830). Durant cette période, la colonisation est animée et dirigée par le général Bugeaud qui disait : « Partout où il y aura de bonnes eaux et des terres fertiles, c'est là qu'il faut placer les colons sans s'informer à qui appartiennent les terres. Il faut les leur distribuer en toute propriété. »

Un autre colonisateur était plus explicite en ce qui concerne le sort réservé aux paysans algériens : « Il faut les refouler au loin comme des bêtes féroces qui abordent le voisinage des lieux habités. Il faut qu'ils reculent jusqu'au désert devant la marche progressive de nos établissements et qu'ils soient rejetés pour toujours dans les sables du Sahara. »

1850

Après l'installation des premiers colons en 1848, l'insurrection éclate dans les Aurès et les Zibans, à l'appel de Bou-Ziane. Au cours de la répression, toute la tribu des Zâatcha (entre Biskra et Ouargla) est massacrée.

1851

Insurrection en Kabylie sous la direction de Bou-Baghla. Trente villages seront détruits en représailles.

1852

Révolte de Laghouat dirigée contre les khalfas nommés par les Français.

1860 A 1900

De nouvelles mesures — sous forme de lois — sont prises pour légaliser l'expropriation des paysans :

- le Sénatus Consulte du 22 avril 1863 ;
- la loi du 14 juillet 1865 ;
- la loi Warnier de 1873.

La superficie des terres confisquées passe de 1 245 000 hectares en 1880, 1 635 000 hectares en 1890, à 3 millions d'hectares en 1920. Durant cette période, certains caïds et bachaghas, nommés pourtant par la colonisation ainsi que des chefs de tribus, prennent la tête des luttes paysannes lorsque leurs intérêts propres sont touchés par la colonisation.

1864

Révolte des Ouled-Si-Cheikh qui sera prêchée par Si Lalla, ancien caïd de Ouargla et qui durera quatre mois. Les révoltés protestaient contre la politique de cantonnement des tribus et contre les projets de confiscation des terres.

1871

Insurrection dirigée par le bachagha Mokrani. Le soulèvement est la conséquence de l'inquiétude des paysans devant les projets de confiscation de terres au profit des Alsaciens-Lorrains chassés par la défaite française à Sedan, et de la peur de se voir naturalisés d'office comme les Juifs (décrets Crémieux). L'insurrection éclate le 8 avril et elle dure six mois. Elle se propage très vite et touche en plus de la Kabylie, les Hauts-Plateaux, le Hodna, le Dahra. Les villes de Bordj Menaïel, Palestro, Sétif, Dra El Mizan, Tizi Ouzou, Fort National, Batna, Bordj Bou Arreridj, Touggourt, Ouargla, furent attaquées. Les Spahis d'Aïn Gettar refusent d'être transférés en France et se joignent au mouvement insurrectionnel.

La répression fut à la mesure de la grande peur ressentie par les colonisateurs. Les insurgés qui ont échappé aux massacres ont dû payer 36,5 milliards de tribut de guerre. Ils se sont vu confisquer 500 000 ha de leurs meilleures terres et, pour finir, ils ont été entraînés devant les tribunaux de droit commun.

1881

Sous la direction de Bou-Amama, les Ouled Sidi Cheikh se révoltent une nouvelle fois, pour protester contre la répression qui les a touchés, alors qu'ils n'avaient pas tiré un seul coup de fusil.

VERS 1900

Certains notables musulmans dont certains étaient naturalisés, réclament dans une pétition dite « **des indigènes de Constantine** », une extension de leurs droits, et en particulier « **l'élection de conseillers généraux, de députés et de sénateurs indigènes** ».

5 SEPTEMBRE 1903

Passage en Algérie du Cheikh Abdou, muphti du Caire et principal dirigeant du mouvement réformateur égyptien. Dans une khotba, à Belcourt, le 5 septembre, il conseille aux Algériens la résignation (Es Sabr) et condamne la politique « **cause de tous les malheurs** ».

1908

Publication d'un projet d'extension de la conscription obligatoire (service militaire) aux musulmans algériens. Les colons se prononcent contre ce projet. Les intellectuels bourgeois de culture française, regroupés dans le mouvement « **Jeunes Algériens** » dont le but est l'assimilation, militent pour ce service militaire obligatoire considéré par eux comme le moyen d'obtenir des droits politiques. Des délégations sont envoyées à Paris. Elles reçoivent un accueil favorable des libéraux métropolitains dont le député Albin Roset.

Quant aux masses algériennes, elles manifestent leur hostilité à ce projet notamment en organisant des attentats contre certains « **Jeunes Algériens** » et en s'opposant au départ des conscrits. Parlant des tribus hostiles, un ancien administrateur déclare : « **Nombre d'entre elles — comme si elles avaient été touchées par un impérieux mot d'ordre — déclarent qu'elles ne livreront pas leurs conscrits.** »

Cette réaction des masses prendra de l'ampleur et se traduira par un exil volontaire qui touchera pas mal de régions d'Algérie en particulier celle de Bordj Bou Arreridj en 1910 d'où partiront 500 familles et celle de Tlemcen qui verra s'exiler, en 1911, 800 familles.

AUTOUR DE 1910

Développement d'une presse autochtone en langue arabe et française à Alger et à Constantine en liaison avec la formation d'une intelligentsia francisante et arabisante. On peut signaler « **Du-al-Faqar** » et « **Al-Faruq** » en arabe et « **L'Islam** » et « **Al-Rachidi** » en français. On note également le développement de cercles et d'amicales d'anciens élèves. Des études historiques consacrées à l'Algérie sont publiées à l'initiative d'écrivains arabisants tels que Al-Wartilani (1908), Abu-al-Qasim Al-Hafnawi (1907), Al-Qobriani (1910).

1912

La parution des décrets instituant le service militaire obligatoire (31 janvier et 3 février) entraîne des réactions hostiles un peu partout en Algérie et le refus des jeunes conscrits de se présenter à l'appel.

1914

Début de la première guerre mondiale : l'Allemagne organise une propagande pan-arabe qui aboutira en 1916 à la création à Berlin d'un comité pour l'indépendance de l'Algérie et de la Tunisie.

Début de l'émigration de travailleurs algériens vers la France. De 3 000 en 1912, leur nombre passe à 15 000 en 1914.

1915

La demande de travailleurs émigrés devient très forte (le Ministère des Munitions réclame 30 000 ouvriers et celui de la Guerre 40 000 pour creuser des tranchées). Un service d'organisation et de contrôle des travailleurs coloniaux est alors créé. Il pratique des engagements par contrats de trois à six mois avec logement et nourriture et un salaire de 2 à 3,5 francs par jour.

Émigration forcée d'Algériens vers la France pour remplacer, dans les usines et les chantiers, les soldats français au front. Le nombre

des émigrés passe à 119 000 (65 000 resteront après la guerre).

173 000 Algériens sont mobilisés pour aller combattre en Europe (25 000 seront tués). Cette mobilisation se heurte à l'hostilité de la population musulmane. Déjà en 1914, les Beni-Chougrane (commune mixte de Mascara) s'étaient opposés par la violence au recensement des conscrits, suivis par les habitants de Perregaux dont la rébellion, bien que sévèrement réprimée, contraignit les autorités à ajourner la levée du contingent de 1915. L'insurrection paysanne des Aurès en 1916 aura pour cause l'opposition des paysans de Barika, Bélezma, Khenchela... à la conscription : ils empêchent par la force le recrutement des conscrits de la classe 1916 et le recensement de la classe 1917. Des centaines d'incorporés de la classe 1916 désertent. Des groupes armés se constituent. L'intervention militaire coloniale provoque l'extension de l'insurrection : la route de Barika est coupée, les fils télégraphiques sectionnés, des colonnes et des convois militaires sont harcelés, les villages de Aïn Touta, Mac Mahon, Chemora, Aïn Fakroun sont assiégés et plusieurs fermes sont attaquées.

1917

Des ouvriers émigrés déclenchent des grèves à Bordeaux et à Paris.

4 FEVRIER 1919

Promulgation de la « **Loi Clémenceau** » qui étend la citoyenneté française à certaines catégories d'Algériens : anciens militaires décorés, propriétaires fonciers, riches notables, indigènes connus pour leurs sentiments pro-français.

1920

● Le Parti Communiste Français est fondé au Congrès de Tours.

● Elections municipales d'Alger : la liste de l'Emir Khaled l'emporte largement. Son programme revendique la suspension des pouvoirs disciplinaires des administrateurs, l'application du droit commun et l'assimilation des fonctionnaires. Ces élections sont annulées le 28 mai.

1921

● La crise économique qui sévit en Algérie depuis la guerre aggrave les conditions de vie des masses algériennes. Elle provoque une accélération et un accroissement de l'exode rural.

● Au Maroc, des insurgés, avec à leur tête l'Emir Abdel-Krim, battent les Espagnols à la bataille d'Anoual (juillet) et proclament en 1922 la République du Rif.

1922

● Les « **Thèses sur les questions nationale et coloniale** », rédigées par Lénine, sont adoptées par le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste.

En particulier, le point 6 disait : « **La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies, et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas en réalité une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture d'un chemin pour le prolétariat ouvrier lui-même.** »

Le 20 mai, l'exécutif de l'Internationale Communiste lance un « **appel pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie** » dans lequel il est dit : « **La lutte pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie ne fait que commencer. Elle ne se terminera qu'avec le triomphe des esclaves.** » Cet appel n'est pas publié par la presse du Parti Communiste Français et ne sera connu qu'à travers la presse bourgeoise, sous le nom « **d'appel de Moscou** ».

Le 27 juin, la section du Parti Communiste Français de Sidi-Bel-Abbès rejetait cet appel en des termes qui seront repris par le Congrès interfédéral d'Alger, le 24 septembre 1922, et dont voici un aperçu : « **Si une souveraineté**

égyptienne est nécessaire, une souveraineté d'anthropophages n'est pas désirée (...). Les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'Arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale, indispensable aux individus pour former un Etat autonome capable d'atteindre à la perfection communiste. »

Le quatrième congrès de l'Internationale Communiste, réuni en juillet, condamne ces positions qualifiées de « **forme déguisée de colonialisme et un soutien aux intérêts impérialistes** ».

● Indépendance de l'Egypte.

1923

La crise s'aggrave : augmentation des prix des produits alimentaires, accroissement du chômage. Les travailleurs réagissent par des grèves comme celles des cheminots, des ouvriers-boulangers, des marins. Les chômeurs émigrent vers la France : pour la seule année 1924, il y a 75 000 départs.

1924

Cinquième congrès de « **l'Internationale Communiste** », au cours duquel Ho Chi Minh critique l'attitude passive du Parti Communiste Français dans la question coloniale.

En application des directives de « **l'Internationale Communiste** », le Parti Communiste Français crée l'Union Intercoloniale. Elle comprend quatre sections dont celle d'Afrique du Nord, qui donnera naissance à l'Etoile Nord-Africaine.

Création de la Fédération Algérienne du Parti Communiste Français, dont le journal est « **La lutte sociale** ».

JUILLET

Dans une lettre adressée au Président du Conseil Edouard Herriot, Khaled précise ses revendications :

« — **représentation au parlement, à proportion égale avec les Européens d'Algérie ;**

— **Suppression pleine et entière des lois et mesures d'exception, des tribunaux de répression, des cours criminelles et de la surveillance administrative, avec application pure et simple du droit commun ;**

— **mêmes charges et mêmes droits que les Français en ce qui concerne le service militaire ;**

— **accession pour les indigènes Algériens à tous les grades civils et militaires, sans autres distinctions que le mérite et les capacités ;**

— **application intégrale aux indigènes de la loi sur l'instruction publique obligatoire, avec liberté de l'enseignement ;**

— **liberté de presse et d'association ;**

— **application au culte musulman de la loi de séparation des églises et de l'Etat ;**

— **amnistie générale ;**

— **application aux indigènes des lois sociales et ouvrières ;**

— **liberté absolue pour les ouvriers indigènes de se rendre en France. »**

SEPTEMBRE

● Sous la pression du colonat qui est hostile à l'émigration, le ministre de l'Intérieur Camille Chautemps, limite par une circulaire l'entrée des travailleurs algériens en France. L'émigration continue cependant clandestinement. La circulaire sera dénoncée pour illégalité par le Conseil d'Etat, lorsque douze cadavres seront découverts dans les soutes du « **Sidi-Ferruch** », quelques mois plus tard.

DECEMBRE

Premier Congrès des Travailleurs Nord-Africains, organisé par le Parti Communiste Français à Paris. Il reprend le programme de l'Emir Khaled et revendique en plus « **le suffrage universel pour tous les indigènes au même degré que pour les citoyens français** ».

1925

JUILLET

Parution du premier numéro « **d'Al Mountaqid** » (le critique), journal fondé par Ben-Badis et exprimant les idées du courant réformiste musulman ; y contribuent Al-Mili et Al-Oqbi.

CHRONOLOGIE

Il sera remplacé à partir du 12 novembre de la même année par El Chihab.

15 AOÛT

Des maquis du Rif, Abd-el-Krim lance un appel aux peuples algérien et tunisien (il ne sera publié qu'en avril 1926 par « Le Paria »). En voici un extrait : « Musulmans algériens et tunisiens, le moment est venu pour tous les peuples musulmans, Tripolitaine, Egypte, Palestine, Syrie, Irak, de briser les liens de l'esclavage, de chasser les oppresseurs et de libérer leurs territoires. Profitez de cette occasion favorable et révoltez-vous avec nous pour libérer notre territoire en totalité (...) De même qu'à l'Extrême-Occident, nous nous sommes levés pour combattre pour notre indépendance, de même la Chine avec ses 400 millions d'habitants s'est levée à l'Extrême-Orient pour obtenir la libération de son territoire. Ne formons avec les nations de l'Est qu'un seul groupe et levons-nous ensemble, portons un coup décisif et nous chasserons, une fois pour toutes, l'opresseur de notre pays. O mes frères tunisiens et algériens, l'heure de notre délivrance du joug de la France est arrivée. »

1926

MARS

« L'Etoile Nord-Africaine » se dissocie du P.C.F. Elle diffuse un journal qui reprend le nom du journal de l'Emir Khaled : « L'ikdam ».

29 MAI

Assemblée générale de « L'Etoile Nord-Africaine », où sont votés le programme et les statuts qui affirment :

« Que le but fondamental de "L'Etoile Nord-Africaine" est :

— la lutte pour l'indépendance totale de chacun des trois pays : Tunisie, Algérie et Maroc, et l'unité de l'Afrique du Nord. »

Ils revendiquent :

a) une assemblée nationale constituante élue au suffrage universel, le suffrage universel à tous les degrés dans toutes les assemblées, pour tous les habitants de l'Algérie ;

b) la langue arabe promue langue officielle ;
c) la remise de toute propriété à l'Etat algérien : les banques, les mines, les chemins de fer, les ports et les services publics accaparés par les conquérants ;

d) la confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et la remise des terres confisquées aux paysans ;

e) le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français. »

JUIN

Des réunions et des meetings sont organisés par « L'Etoile Nord-Africaine ».

OCTOBRE

Après trois numéros, « L'ikdam » est interdit. Il réparaît dès mai 1927 sous le titre « Ikdam Nord-Africain ». Il sera à nouveau interdit (après trois numéros) et réparaît en décembre 1927 sous le nom « Ikdam de l'Etoile Nord-Africaine ». Le journal est distribué dans les réunions et les meetings de « L'Etoile ». Il est également envoyé vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient grâce à l'aide de dockers et de marins de Marseille.

FEVRIER 1927

Messali assiste au congrès de Bruxelles réuni par « la ligue contre l'oppression coloniale ». Il y intervient et présente « les revendications algériennes » : indépendance de l'Algérie ; retrait des troupes françaises d'occupation ; constitution d'une armée nationale ; confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux, agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées et remise de la terre confisquée aux paysans qui en ont été frustrés, respect de la petite et moyenne propriété, retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français ; élargissement du crédit agricole aux petits fellahs ; abolition immédiate du code de l'indigénat et des mesures d'exception ; amnistie pour les emprisonnés, qu'ils soient en surveillance spéciale ou exilés pour infraction à l'indigénat ; liberté de presse, d'association, de réunion ; droits politiques et syndicaux égaux à ceux des Français qui sont en Algérie ; remplacement des

délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement algérien élu au suffrage universel ; élection des assemblées municipales à suffrage universel ; accession de tous à l'enseignement à tous les degrés, création d'écoles en langue arabe ; application des lois sociales.

SEPTEMBRE

● Cheikh El Oqbi fonde un journal « Al Islah » (la réforme) qui paraîtra jusqu'en 1932 et développera les idées du réformisme musulman en vogue à cette époque au Moyen-Orient.

● Un cercle réformiste est fondé à Alger « Nadi Al Taraqqi » (Cercle du Progrès). Il est animé par El Oqbi ; Ben Badis y donnera des conférences.

● Création de la « Fédération des Elus Indigènes d'Algérie » avec à sa tête le docteur Ben Djelloul, un des représentants du mouvement « Jeunes Algériens ». La Fédération revendique l'assimilation par l'intermédiaire de son journal « L'Entente franco-musulmane ».

1929

Durant toute cette année, « L'Etoile » organise de nombreux meetings pour protester contre les préparatifs du centenaire de la conquête. Ils attirent chaque fois de plus en plus de travailleurs.

NOVEMBRE

Dissolution de l'Etoile Nord-Africaine qui regroupe alors 4 000 membres.

1930

Des fêtes grandioses et coûteuses sont organisées en Algérie par les Européens, pour le centenaire de la colonisation.

Le Président de la République Française y assistera et glorifiera la colonisation. Dans leurs discours, les élus musulmans rivaliseront d'éloges pour la colonisation. Le conseiller Ben Larbey ira jusqu'à affirmer : « A l'arrivée des Français en Algérie, les indigènes n'ont pas combattu la France, c'est une erreur de le croire. Ils ont, au contraire, été satisfaits de son arrivée, parce qu'ils savaient pertinemment qu'elle leur apportait les trésors des civilisations modernes, qu'elle allait les réveiller de leur léthargie et faire cesser le règne de l'arbitraire tyrannique. Ces coups de fusil qu'on a cru entendre, ne sont rien, les pétards actuels leurs sont supérieurs. »

Un autre conseiller, ancien compagnon de l'Emir Khaled, dira au nom des musulmans d'Alger :

« La population musulmane toute entière est heureuse de participer au couronnement d'un siècle qui a consacré sa résurrection à une vie meilleure, au progrès et à la civilisation. »

Le Bachagha Bengana : « Si les Arabes avaient connu les français en 1830, ils auraient chargé leurs fusils avec des fleurs. »

● Fondation à Paris d'un nouveau journal mensuel « Al-Oumma » qui a pour sous-titre « L'organe politique de défense des droits des Musulmans d'Afrique du Nord ».

● Un Congrès des Etudiants Nords-Africains se tient à Paris à la Mutualité ; y participent entre autres Salah Ben Youcef, Allal-al-Fassi et Ferhat Abbas qui était alors étudiant en pharmacie.

1931

● 5 MAI : Ben Badis fonde « l'Association des Oulémas Réformistes d'Algérie » qui regroupe alors treize membres dont Tayeb-al-Oqbi, Bachir-al-Ibrahimi, Moubarak-al-Mili, Lamine Lamoudi et Tawfiq-al-Madani. L'association se dit apolitique et se fixe comme programme de rétablir la foi dans la pureté de l'Islam par la réforme des pratiques religieuses et l'arabisation de l'Algérie menacée par la francisation.

La devise de l'Association est « L'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie ». Ses revendications se limitent à l'application à l'Algérie de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la liberté du culte, à la liberté de l'enseignement, au droit de prédication dans les mosquées pour tout musulman quel qu'il soit. Ses moyens d'action sont les cercles, les médersas et surtout diverses revues doctrinales telles que Al-Chihab (1925), Al-Sunna (1933), Al-Charia (1933), Al-Sirât (1933),

Al-Basaïr (1936). Ces revues s'attaquaient au maraboutisme et à toutes les « innovations blâmables ».

● Ferhat Abbas publie « Le Jeune Algérien », un recueil de ses écrits entre 1921 et 1930. On y lit en particulier ceci : « L'Algérie est terre française. Nous sommes des Français avec le statut personnel musulman (...) Il n'y a rien dans le livre saint qui puisse empêcher un Algérien musulman d'être nationalement un Français, aux bras forts, à l'intelligence éveillée, au cœur loyal, conscient de la solidarité nationale. Il n'y a rien, sinon la colonisation. »

● Violette, ancien gouverneur de l'Algérie, publie un livre « L'Algérie vivra-t-elle ? » qui soutient les revendications pour l'assimilation des « Jeunes Algériens ». Il y affirme que « si la France commet la faute impardonnable de ne pas les comprendre, ils seront entraînés, comme en Indochine, dans un nationalisme exaspéré. » Dans ce sens, il avait proposé aux délégations financières l'octroi de la citoyenneté française à certaines catégories d'indigènes et l'amorce d'une représentation indigène au Parlement français.

DECEMBRE

Au cours de ce mois, se tient le premier Congrès de Jérusalem organisé par le Mouvement Arabo-Islamique pour la Renaissance Arabe (Al-Nahdha).

1932

● Prédications des Oulémas dans les mosquées et conférences dans les cercles privés.

Création avec les dons de notables musulmans d'écoles primaires et de médersas libres où on enseignait en arabe les sciences, la théologie, la philosophie, le droit et l'histoire.

SEPTEMBRE

La tendance maraboutique qui prit part à la création de l'Association des Oulémas s'en détache et fonde le 15 septembre, à Alger, une organisation rivale « L'Association des Oulémas Sunnites Algériens ». En décembre, cette association, animée par Mouloud Hafzi, crée un journal de propagande anti-réformiste : « Al-Ikhlâs ».

1933

● Reconstitution de l'Etoile Nord-Africaine sous le nom de « Glorieuse Etoile Nord-Africaine ». Ses anciens statuts sont modifiés par l'assemblée générale du 28 mai. Son programme prévoit toujours la conquête de l'indépendance de l'Afrique du Nord et un « Parlement algérien élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion ». Il propose également la constitution d'une armée nationale et la confiscation des grandes propriétés féodales et coloniales.

● Les progrès de la propagande des Oulémas inquiètent l'administration coloniale. Leur enseignement concurrence celui des autres médersas où enseignent des professeurs recrutés par les « Affaires indigènes ». Leur dénonciation du maraboutisme leur attire l'hostilité des fonctionnaires du culte.

Les agents officiels du culte représentaient un corps de :

— 383 personnes en 1931 ;
— 385 en 1934 (22 muphtis, 159 imams, 204 agents subalternes).

Dès 1930, l'Administration avait pris des mesures de contrôle du culte musulman, en créant dans chaque département un « Comité Consultatif du Culte ». En 1933, elle prend de nouvelles mesures, sur recommandation de représentants maraboutiques. Il s'agit des circulaires Michel (du nom du secrétaire-général de la Préfecture d'Alger) du 16 au 18 février, qui interdisent les mosquées officielles aux prédicateurs Oulémas, organisent la surveillance des agents de la propagande réformiste (conférenciers, maîtres d'écoles arabes libres, publicistes, etc.) et suspendent la presse des Oulémas, à l'exception de Al Chihab animé par Ben Badis, qui bénéficie de la protection de ses frères (l'un était avocat, l'autre délégué financier).

● Une délégation de la « Fédération des Elus » se rend à Paris pour appuyer le projet Violette. Les autorités françaises (parlement et gouvernement) refusent de la recevoir. A la suite de quoi 950 élus indigènes démissionnent.

CHRONOLOGIE

1934

● Reconstitution du parti du « Néo-Destour » tunisien et fondation du « Comité d'Action Marocaine ». L'action de l'Etoile Nord-Africaine se limite alors de plus en plus à la question algérienne.

● Lamoudi, secrétaire de l'Association des Oulémas, fonde son journal pro-réformiste en langue française « La Défense ». Tout en exprimant le point de vue des Oulémas, ce journal servira de tribune également aux membres de la « Fédération des Elus ».

AOUT

Le début du mois d'août fut marqué par un sanglant affrontement entre les populations musulmane et juive de Constantine. Ces affrontements dont l'origine et le déroulement restent assez obscurs, mettent aux prises les deux communautés, vraisemblablement à la suite d'un certain nombre de provocations dont l'objectif était de stopper le mouvement revendicatif qui se développait chez les Musulmans. Ils furent exploités par la presse coloniale pour obtenir un soutien des Juifs, naturalisés d'office par le décret Crémieux, à la politique des colons.

NOVEMBRE

Condamnation de Messali Hadj à un an de prison pour « provocation de militaires à la désobéissance ».

1935

FEVRIER

« L'Union Nationale des Musulmans Nord-Africains » est créée. Elle remplace l'Etoile Nord-Africaine.

MARS

Le ministre de l'Intérieur, Marcel Rénier est envoyé en Algérie par le gouvernement français inquiet devant l'agitation sociale qui s'y développe, en particulier l'affrontement du 5 août 1934 entre Musulmans et Juifs de Constantine et l'émeute des travailleurs arabes de Sétif contre la police.

Ce voyage aboutit à l'institution du décret Rénier qui réprime ceux qui : « en quelque lieu et par quelque moyen que ce soit, ont provoqué soit des indigènes Algériens, soit des indigènes des colonies ou protectorats français ou des étrangers résidant en Algérie, à des désordres ou manifestations contre la souveraineté française, à la résistance active ou passive contre l'application des lois, décrets, règlements ou ordres de l'autorité publique. »

16 AVRIL

La Cour de Cassation de Paris rend un jugement annulant le décret de dissolution de l'Etoile Nord-Africaine du 20 novembre 1929. Le 1^{er} mai, ses dirigeants sont libérés.

JUILLET

L'Etoile Nord-Africaine, qui a adhéré officiellement au « Comité du Rassemblement Populaire » devenu le « Front Populaire » aux côtés des partis communiste, socialiste, radical-socialiste, et de la C.G.T., participe au défilé du 14 juillet, organisé par le « Rassemblement populaire ».

AOUT

« El Oumma » numéro 33, de août-septembre, annonce la création d'un Comité de Coordination du Néo-Destour, du Comité d'Action Marocaine et de l'Etoile Nord-Africaine (section algérienne).

SEPTEMBRE

● Du 15 au 17 de ce mois, se tient à Alger le premier congrès de l'Association des Oulémas. A partir de ce congrès, les Oulémas s'engagent davantage dans le domaine politique.

● Entre le 6 et le 10, se tient à Tlemcen le 5^e congrès des Etudiants Musulmans Nord-Africains, auquel participent les Oulémas, qui obtiennent que l'Association des Etudiants n'accepte pas dans ses rangs les étudiants naturalisés.

1936

JANVIER

Le Parti Communiste Français décide au Congrès de Villeurbanne la transformation de sa section algérienne en Parti Communiste Algérien.

FEVRIER

« L'Entente », journal de la « Fédération des Elus », publie dans son numéro du 23 février un article très connu signé par Abbas : « En marge du nationalisme ! La France c'est moi ! »

MAI

Le Cercle du Progrès lance un appel pour la constitution d'un mouvement regroupant les « élites » indigènes : « Aujourd'hui plus que jamais se fait sentir la nécessité absolue dans tous les milieux de s'organiser et de travailler dans l'union et la concorde à la réalisation de nos légitimes revendications. »

7 JUIN

Premier congrès musulman qui rassemble la Fédération des Elus, les Oulémas et le Parti Communiste Algérien. A cette réunion tenue à Alger, chacun précise ses positions :

— Le P.C.A. par la bouche de Boukhort : « Nos vrais amis sont dans le grand peuple de France qui a réalisé dans la métropole le Front Populaire. »

— Les Elus (Hadou, conseiller municipal) : « Nous sommes Français parce que l'avenir de notre peuple est l'admirable culture française. »

— Les Oulémas (El Oqbi) : « On nous traite de destouriens, de Wahabites, alors que nous sommes et ne voulons être que Français musulmans. » ; et Ben Badis qui, après avoir affirmé : « Nous sommes désormais franco-musulmans », précise : « Il faut qu'on sache que les Musulmans sont aptes à évoluer... Ce congrès est un congrès musulman algérien. Pour mériter ce nom de musulman algérien, montrez-vous dignes de l'être, n'abandonnez pas votre morale, votre religion. Français d'origine et Français musulmans ont le même sort national. Ils doivent avoir les mêmes droits sociaux. »

La charte politique du Congrès se prononce pour :

— le rattachement de l'Algérie à la France ;
— la suppression des lois et institutions d'exception ;

— le collège électoral unique ;
— la représentation des Musulmans au Parlement ;

— le cumul de la citoyenneté française avec le statut personnel musulman ;
— la gestion libre, avec le produit des biens habous, du culte musulman ;

— l'officialisation de la langue arabe.

L'Etoile Nord-Africaine s'oppose à ce congrès en rejetant ses principales revendications : le rattachement à la France et une représentation musulmane au parlement français.

20 JUIN

L'Etoile Nord-Africaine remet au sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur un cahier de revendications dans lequel elle réclame :

— la liberté de presse, de réunions, de pensée, de voyages, d'association ;

— l'abolition des lois d'exception (Code de l'Indigénat, Code forestier, etc.) ;

— la création en Algérie d'une assemblée représentative élue au suffrage universel ;

— la suppression de l'administration militaire dans le Sud, des communes mixtes, des caïds ;

— l'extension de l'enseignement et des lois sociales françaises, le développement des services hospitaliers.

Dans le domaine économique, elle réclame :

— l'abolition de la colonisation ;
— l'établissement d'un régime douanier protégeant les produits et les industries locales ;

— le développement du crédit au profit des fellahs ;

— le moratoire des dettes.

Le gouvernement Léon Blum rejette la charte du Congrès Musulman, mais il propose le « Projet Blum-Violette » d'extension des droits politiques à l'élite algérienne constituée de gradés, diplômés et fonctionnaires, projet accepté par les Oulémas, les Elus et le Parti Communiste Algérien.

AOUT

● Lors d'un meeting organisé à Alger par le Congrès Musulman, Messali, qui y assiste, prend position contre le projet Blum-Violette en ces termes : « Certes, nous approuvons les revendications immédiates qui sont modestes, légitimes, qui se trouvent dans la charte reven-

dicative qui a été présentée au gouvernement du Front populaire, et que nous appuierons de toutes nos forces pour les voir réalisées malgré leur faiblesse, car la revendication la plus petite, la plus infime, nous intéresse au plus haut point parce qu'elle contribuera à soulager la misère de cette malheureuse population (...). Mais nous disons franchement, catégoriquement, que nous désapprouvons la charte revendicative quant au rattachement de notre pays à la France et la représentation parlementaire. »

● Le P.C.A. et le P.C.F. réagissent en lançant une campagne de dénigrement contre l'Etoile Nord-Africaine.

OCTOBRE 1936

Un appel est diffusé à Alger sous forme de tract (reproduit par « El Oumma » d'octobre 1936) sous le titre « Peuple Algérien, si tu veux vivre et vaincre, organise-toi » : « Cette organisation existe, elle s'appelle l'Etoile Nord-Africaine, elle mène la bataille depuis dix ans et c'est elle seule qui a sauvé l'honneur de l'Algérie aux moments les plus critiques de son histoire, et également au moment où tout le monde se taisait ; elle seule a élevé la voix pour protester contre les horreurs de l'impérialisme et a osé avec courage et dignité rappeler le peuple arabe à son devoir national. »

DECEMBRE 1936

L'Etoile Nord-Africaine réussit à constituer des sections dans quelques villes d'Oranie, du Constantinois et surtout à Alger et dans sa banlieue.

1937

10 JANVIER

Les maires d'Algérie (tous Européens) tiennent un congrès. Ils prennent position contre le projet Blum-Violette et menacent de démissionner au cas où le gouvernement français donnerait suite au projet. En effet, les colons sont hostiles à tout projet d'assimilation des Algériens, car cela pourrait à terme mettre en cause leur hégémonie politique.

23 JANVIER

Le Congrès musulman algérien tient à Alger un meeting pour réaffirmer son soutien au projet Blum-Violette. Des militants de l'Etoile Nord-Africaine venus pour prendre position contre ce projet sont « expulsés manu-militari, notamment par les membres du P.C.A. présents dans la salle. »

26 JANVIER

Dissolution de l'Etoile Nord-Africaine par le gouvernement du Front populaire. Elle continue son action sous le nom des « Amis d'El Oumma ».

20 FEVRIER

Les dirigeants de l'Etoile Nord-Africaine s'élèvent contre la mesure de dissolution qu'ils considèrent comme un « parjure » de la part du Front populaire, commis « avec l'appui des communistes ».

11 MARS

Création du P.P.A. à Paris, lors d'une réunion du groupe des « Amis d'El Oumma » de Nanterre et regroupant 300 personnes environ.

24 AVRIL

En accord avec le comité directeur du P.P.A., la section de Guelma présente un candidat aux élections municipales. Il obtient 29 voix sur 561 suffrages exprimés.

17 MAI

Un meeting regroupant 4.000 personnes est organisé à Paris par le P.P.A. pour « l'approbation du programme et des statuts du P.P.A. ». Au cours de ce meeting, un comité central a été présenté à l'assemblée.

27 JUIN

Elections municipales de la ville d'Alger. Au premier tour, il y avait les listes suivantes :
— « liste républicaine d'égalité politique et sociale » avec à sa tête Tamzali, Tiar et Bel Hadj, qui a été secrétaire du Congrès musulman ;

— liste « de concorde et d'union » animée par Boudierba et Ch'kiken ;

— liste « d'union populaire » avec deux membres du P.C. : Boukhort et Amara ;

— liste du P.P.A. (comportant douze candidats dont Moufdi Zakaria, Lahouel et Mezerna).

Au deuxième tour, les communistes mettent

Lamoudi en tête de leur liste. Celui-ci se présente : « contre les non-valeurs intellectuelles et sociales ». Et son journal, « La Défense » du 2 juillet 1937, précise : « Les électeurs ont donc devant eux deux programmes, celui du rassemblement populaire et celui du P.P.A. ». C'est la liste « d'union populaire » qui l'emporte. Celle du P.P.A. obtient le moins de voix.

9 JUILLET

Le deuxième Congrès musulman qui se tient à Alger, du 9 au 11 juillet, lance un appel pressant au gouvernement Blum pour l'application du projet Blum-Violette.

14 JUILLET

Manifestation du P.P.A. et défilé à Paris avec le drapeau algérien. Les 20 000 personnes du cortège reprennent les mots d'ordre suivants : « Parlement algérien, liberté pour tous, la terre aux fellahs, des écoles arabes, respect de l'Islam. »

27 AOUT

Arrestations, pour reconstitution de ligue dissoute, de cinq membres du comité directeur du P.P.A., dont Moufidi Zakaria, Lahouel et Messali qui ne sera libéré que deux ans plus tard. Ces arrestations provoquent des manifestations à Alger, Tlemcen, Guelma, Oran, Blida, Paris, Lyon, etc.

OCTOBRE

Le P.P.A. présente comme candidats aux élections cantonales les membres du comité directeur emprisonnés. Messali sera élu, l'Administration annulera cette élection.

NOVEMBRE

Le P.P.A. tente d'organiser autour de lui un vaste « rassemblement musulman » dont le P.C.A. serait exclu. El Oumma justifie cette position par l'absence de protestation du P.C.A. contre la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine et par les calomnies du P.C.A. contre le P.P.A. 1938

12 FEVRIER

Avec la Fédération Socialiste de la Seine et le « Rassemblement colonial » le P.P.A. rassemble 5 000 travailleurs algériens qui défilent à Paris pour protester contre les arrestations.

25 FEVRIER

Arrestations d'autres membres du comité directeur du P.P.A. après la chute du gouvernement du Front populaire.

8 MARS

Les écoles primaires et les médersa libres des Oulémas sont fermées par décret.

SEPTEMBRE

Le Sénat repousse le projet Blum-Violette. Bendjelloul qui est exclu du Congrès Musulman crée le « Rassemblement Franco-Musulman Algérien » composé de Oulémas, de syndicalistes, d'anciens combattants.

Ferhat Abbas quitte le Congrès Musulman et fonde un nouveau parti « L'Union populaire Algérienne ». Dans son programme, il revendique « la condamnation et l'abolition de la colonisation », mais il reste « un partisan ardent des réformes dans le cadre de l'assimilation et du rattachement direct de l'Algérie à la Métropole ».

1939

L'année est caractérisée par un chômage monstre en Algérie. C'est dans ce contexte que se fera la mobilisation pour la guerre contre l'Allemagne.

14 AVRIL

15 000 personnes défilent à Alger en chantant l'hymne du P.P.A. à l'occasion de l'enterrement de Kehal Arezki, membre du comité central, mort en prison.

Le candidat du P.P.A. aux élections cantonales partielles d'Alger réussit à battre tous les autres candidats. El Oumma titre « défaite des guignols de la politique ».

18 MAI

Parution d'un bi-mensuel en français du P.P.A. « Le Parlement algérien ». Ce journal est destiné à être un « organe de défense et d'émancipation du peuple algérien ».

Durant ce mois, les effectifs du P.P.A. s'accroissent.

JUIN

Le « Parlement Algérien » du 3 juin propose de créer un « Front Musulman Algérien » autour d'un programme commun.

Celui du 17 juin publie un article programme « Le P.P.A. pour l'émancipation du peuple algérien » dans lequel il présente la solution du P.P.A. « Trois mots d'ordre la résument : suffrage universel, parlement algérien, émancipation ».

27 AOUT

Libération de Messali.
« El-Oumma » et « Le Parlement Algérien » sont interdits par le gouvernement général après la publication dans El-Oumma d'un article qui affirmait en particulier ceci : « L'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment, si ce n'est la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos cœurs. Au nom de la République française, 60 millions d'êtres humains subissent la plus ignoble servitude. Notre patrie est le Maghreb et nous lui sommes dévoués jusqu'à la mort. Si vouloir vivre en hommes libres, c'est être anti-français, alors nous le sommes et le serons toujours. Le colonialisme français cessera peut-être d'exister chez nous, sans laisser d'autres traces que le souvenir d'un cauchemar... »

4 SEPTEMBRE

« L'Entente » journal de la Fédération des Elus de Constantine publie une lettre de Ferhat Abbas son rédacteur en chef qui s'adressait à ses lecteurs pour leur annoncer sa décision de s'engager volontaire : « Aujourd'hui, en ces heures graves où la liberté des nations démocratiques est elle-même menacée, notre parti cesse toute activité politique pour se consacrer tout entier au salut de la nation dont dépend notre avenir. Si la France démocratique cessait d'être puissante, notre idéal serait à jamais enseveli... Ma place est sous les drapeaux aux côtés de mes camarades de régiment... »

26 SEPTEMBRE

Dissolution du P.P.A., du P.C.F. et du P.C.A.

OCTOBRE

Arrestation de 41 membres du P.P.A., dont Messali (ces arrestations se poursuivront jusqu'en août 1940).

1940

Malgré sa dissolution, le P.P.A. continue de publier clandestinement « Sawt-al-Ahrar » (« la voix des hommes libres »).

16 AVRIL

Mort de Ben Badis, Bachir Al Ibrahimi prend la direction du mouvement des Oulémas.

JUIN

● Défaite de l'armée française et armistice.
● Alors que le P.P.A. commence à se réorganiser, certains de ses militants sont internés dans l'extrême sud de l'Algérie.

7 OCTOBRE

Le gouvernement de Vichy dirigé par le Maréchal Pétain abroge le décret Crémieux (qui octroyait la nationalité française à tous les Juifs d'Algérie). Cette abrogation est accueillie très favorablement par la majorité des européens d'Algérie.

1941

22 JANVIER

Le Maréchal Pétain crée un conseil national où une représentation égale est accordée aux Musulmans et aux Français d'Algérie.

MARS

Les 28 membres du P.P.A. détenus sont condamnés par le tribunal militaire d'Alger à de lourdes peines de prison et d'interdiction de séjour.

10 AVRIL

Lettre de Ferhat Abbas à Pétain pour l'inviter à appliquer un programme de réformes qui comporte entre autres :

- une caisse de paysannat pour recasement du fellah, la protection et le développement de la propriété paysanne en Algérie ;
- augmentation du nombre des écoles françaises ;
- une seule armée : l'armée française ;
- application au culte musulman de la loi de séparation de l'église et de l'Etat ;
- suppression de la commune mixte ;

— suppression du régime militaire dans les territoires du Sud. »

11 MAI

A l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc, des inscriptions rationalistes couvrent les murs : « Vive le P.P.A. », « Vive la liberté », « P.P.A. vaincra », « Libérez Messali », « L'Algérie aux Algériens ».

AOUT

Afin de rallier à leur cause les peuples colonisés, Churchill et Roosevelt affirment solennellement dans la Charte de l'Atlantique que leurs pays ne désiraient « voir aucun changement territorial qui ne soit conforme à la volonté librement exprimée des peuples intéressés » et qu'ils respectaient « le droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre ».

Enfin, ils souhaitaient « voir rétablir les droits souverains et le gouvernement autonome des nations qui en avaient été dépouillées par la force. »

(La Conférence de San Francisco, avril-juin 1945, reprend ces principes et les fait figurer dans la Charte des Nations-Unies.)

1942

A l'automne, quelques militants du P.P.A., nouveaux et plus anciens, décident de reprendre l'action. Le comité central est remanié. Lamine Debaghine en devient le président.

8 NOVEMBRE

Débarquement des troupes américaines en Algérie.

DECEMBRE

Abbas et ses amis, après des contacts avec des diplomates américains, définissent une conception fédérale des rapports franco-algériens. Le 20, Abbas publie un « message aux autorités responsables » qui sera refusé par les Français dans sa forme initiale, parce qu'il s'adressait à la fois aux Français et aux Alliés. Le 22, il publie un nouveau texte intitulé « Message aux autorités françaises » dans lequel la phrase : « Ils assureraient ainsi leur propre affranchissement politique en même temps que la libération de la France métropolitaine » du premier message, est ainsi complétée : « Ils assureraient ainsi, dans un cadre essentiellement français, leur propre affranchissement... ». Il y demande la définition d'un nouveau statut inspiré de la « Charte de l'Atlantique » par une assemblée purement musulmane. Il accepte, en contrepartie, l'effort de guerre.

Ce message, signé également par des délégués financiers et des conseillers municipaux, ne recevra aucune réponse.

1943

10 FEVRIER

Publication par Abbas du « Manifeste du Peuple Algérien » - qui est signé par 56 notables ou élus musulmans. En voici un extrait :

« Le Président Roosevelt, dans sa déclaration faite au nom des Alliés, a donné l'assurance que dans l'organisation du Monde Nouveau, les droits de tous les peuples, petits et grands, seraient respectés (...) Fort de cette déclaration, le peuple algérien demande dès aujourd'hui pour éviter tout malentendu et barrer la route aux visées et aux convoitises qui pourraient naître demain :

a) La condamnation et l'abolition de la colonisation, c'est-à-dire de l'annexion et de l'exploitation d'un peuple par un autre peuple. Cette colonisation n'est qu'une forme collective de l'esclavage individuel du Moyen-Age. Elle est, en outre, une des causes principales des rivalités et des conflits entre les grandes puissances.

b) L'application pour tous les pays, petits et grands, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

c) La dotation à l'Algérie d'une Constitution propre garantissant :

1) la liberté et l'égalité absolues de tous ses habitants, sans distinction de race ou de religion ;

2) la suppression de la propriété féodale par une grande réforme agraire, et le droit au bien-être de l'immense prolétariat agricole ;

CHRONOLOGIE

3) la reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle, au même titre que la langue française ;

4) la liberté de la presse et le droit d'association ;

5) l'instruction gratuite et obligatoire pour les enfants des deux sexes ;

6) la liberté du culte pour tous les habitants et l'application à toutes les religions du principe de la séparation de l'église et de l'Etat.

d) La participation immédiate et effective des Musulmans algériens au gouvernement de leur pays ainsi que cela a été fait par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et du Général Catroux en Syrie, et par le Gouvernement du Maréchal Pétain et les Allemands en Tunisie. Ce gouvernement pourra seul réaliser, dans un climat d'unité parfaite la participation du peuple algérien à la lutte commune.

e) La libération de tous les condamnés et internés politiques, à quelque parti qu'ils appartiennent.

La garantie et la réalisation de ces cinq points assurera l'entière et sincère adhésion de l'Algérie musulmane à la lutte pour le triomphe du droit et de la liberté. »

30 MARS

Le « Manifeste » est accepté par le Gouverneur Général « comme base des réformes à venir ». Une « Commission d'Etudes des Affaires Musulmanes » est alors créée.

AVRIL

Libération de 25 internés et condamnés politiques, membres du P.P.A. et assignation à résidence de 15 autres, dont Messali. Cela permet un développement des activités clandestines du parti.

Le P.P.A. lance une campagne pour inviter les réservistes et appelés musulmans à ne pas répondre à l'ordre de mobilisation. La police réagit et arrête onze jeunes dont Ben Khedda qui est condamné à six mois de prison ; ainsi que trois membres du comité central : Lamine, Mézerna et Djema respectivement président, secrétaire-général et trésorier.

26 MAI

Publication du « projet de réformes faisant suite au manifeste du peuple algérien-musulman du 10 février 1943 ». Le projet distingue entre les réformes immédiates (titre II) et celles qu'il faudrait ajourner jusqu'à la fin de la guerre (titre I) :

— la réforme du titre I reprend en partie la revendication fondamentale du P.P.A., depuis sa création en 1937 : « A la fin des hostilités, l'Algérie sera érigée en Etat Algérien doté d'une constitution propre qui sera élaborée par une assemblée algérienne constitutive élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie. »

Cet additif au manifeste sera rejeté par le gouverneur Catroux.

6 AOUT

Le Comité Français de Libération nationale, présidé par le Général de Gaulle, prend en guise de réformes six ordonnances concernant la fonction publique, l'accès de certains musulmans à la citoyenneté française, l'enseignement primaire et les sociétés indigènes de prévoyance. Ces mesures provoqueront un grand mécontentement au sein des « Elus musulmans » qui les considèrent comme une « plaisanterie grossière ». Pour signifier leur désapprobation, les délégués musulmans refuseront de siéger à la session des délégations financières. Cela provoquera la dissolution de la délégation musulmane par le gouverneur Catroux, qui assignera à résidence forcée son président, Abdelkader Saïah, ainsi que Ferhat Abbas. Il est à noter qu'en octobre, ces mêmes délégués feront amende honorable et reviendront sur leur décision : « La délégation indigène, unanimement, tient à préciser qu'elle déplore l'incident du 22 septembre 1943 qui n'était ni dans ses intentions, ni dans sa pensée ; qu'elle maintient le désir des réformes de structure qu'elle sollicite sur le plan politique, social et économique, et dont elle espère une très rapide réalisation dans la légalité et dans l'ordre au sein de la communauté française, et

conformément à l'idéal démocratique de la France ; qu'elle tient à affirmer de la manière la plus nette son patriotisme et sa fidélité à la France... »

● Pendant ce temps, le P.P.A. prend en main l'organisation des scouts musulmans algériens (S.M.A.) qui sont structurés en fédérations.

30 SEPTEMBRE

Manifestation organisée par le P.P.A. derrière les pancartes : « Pour la Charte de l'Atlantique » ; « Contre le fascisme » ; « Libérez Saïah et Abbas » ; « Vive l'Algérie libre ».

12 DECEMBRE

De Gaulle annonce, dans le discours de Constantine, l'attribution de la citoyenneté française à environ 60 000 musulmans qui conserveraient leur statut personnel. Cette mesure, bien que reprenant une partie du projet Blum-Viollette de 1936, sera repoussée par les Oulémas, les amis de Abbas et le P.P.A. Seul, le P.C.A. l'accepte.

1944

JANVIER

● Le P.P.A. lance un journal clandestin « Al Watan » (La Patrie).

● Les S.M.A. diffusent le premier numéro d'un journal bilingue « Le chef S.M.A. ».

FÉVRIER

Un deuxième journal clandestin « L'Action Algérienne » est fondé par Mohamed Taleb, membre du comité central clandestin. Son sous-titre est : « Organe clandestin de la jeunesse anti-impérialiste ». Il paraîtra jusqu'en avril 1945.

7 MARS

● Une ordonnance accorde :

— la citoyenneté dans leur statut à 60 000 Algériens ;

— le droit de vote dans le deuxième collège à tous les Algériens musulmans de plus de 21 ans (1 500 000) ;

— l'augmentation de la représentation musulmane dans les assemblées délibérantes (elle passe de 1/3 à 2/5^e de l'effectif total).

● Les amis de Abbas, mécontents de ces réformes, prennent contact avec Ibrahimi et Messali, pour créer, le 14 mars à Sétif, « Les Amis du Manifeste et de la Liberté ».

— Le but est de « combattre le concept colonial... défendre le Manifeste, condamner les contraintes du régime colonial, ses violences, ses usurpations, son dogme racial et son arbitraire. »

— Le mode d'action consiste à « rendre familière et désirable la formation d'une nation algérienne et la constitution en Algérie d'une république autonome fédérée à une république française rénovée, anti-coloniale et anti-impérialiste. »

— Dans le domaine social, les statuts des A.M.L. proposent de « faire la guerre aux privilèges des classes dirigeantes, de prêcher l'égalité des hommes et le droit au bien-être et à la vie nationale du peuple algérien, de démasquer les agissements et les manœuvres des forces réactionnaires et des féodaux musulmans et français, et tous ceux qui ont un intérêt quelconque au maintien de l'ordre colonial. »

Le P.P.A. donne l'ordre à ses membres d'adhérer aux A.M.L., tout en poursuivant, en dehors de ce mouvement, des actions propres.

JUIN-JUILLET-AOUT

Le mécontentement des masses se développe en liaison avec une situation économique difficile (flambée des prix, marché noir, sauterelles, sécheresse).

SEPTEMBRE

Les « A.M.L. » publient un hebdomadaire : « Egalité ».

DECEMBRE

Devant la grande agitation menée par les militants du P.P.A. au sein des A.M.L. dans le but de propager l'idée d'indépendance, Abbas réagit dans « Egalité » en ces termes : « Il nous parvient que certains éléments qui se réclament de notre mouvement parleraient de l'indépendance de l'Algérie... Si cela était exact, ces éléments desserviraient notre mouvement et trahiraient notre idéologie. »

1945

● Une crise économique grave accentuée par une mauvaise récolte touche l'Algérie et provoque la famine dans les campagnes. La production céréalière était tombée de 20 millions de quintaux en 1941 à 11,2 en 1942, 15,5 en 1943, 10 en 1944 et seulement 3,6 en 1945. Les troupeaux de moutons passeront de 6,4 millions de têtes en 1939 à 2,8 millions seulement en 1946. Dans ce contexte, un vaste marché noir se développe au détriment des masses algériennes démunies (en 1945 le quintal de blé dur taxé à 800 francs était vendu entre 2 000 et 3 000 francs). D'après un journal de l'époque : « Les ouvriers agricoles mangent des ravenelles, sorte d'herbe amère dont les vaches elles-mêmes ne veulent pas ! (...) Vêtus de haillons, ils se traînent, faméliques, le long des pistes comme à la recherche d'un mirage. » On voit alors affluer vers les villes des milliers de paysans affamés qui, faute de travail et de moyens, se raccrochent aux soupes populaires.

● Les dirigeants des A.M.L. lancent une campagne contre l'application de l'ordonnance du 7 mars 1944 et pour le boycott de l'inscription sur les listes du premier collège qui concernait les Algériens naturalisables. Sur 60 000 musulmans, 32 000 acceptent cependant de s'y inscrire.

2 AVRIL

Conférence centrale des A.M.L. : la tendance P.P.A. l'emporte grâce à ses militants délégués des sections A.M.L. (qui comprenaient alors 350 000 membres). Dans la résolution générale il n'est plus question de « République autonome fédérée à la République Française » (statuts des A.M.L.), mais de la création d'« un Parlement et d'un Gouvernement algériens ». A une énorme majorité, le congrès se prononce contre l'indépendance « sous l'égide de la France et dans le cadre du fédéralisme français » et « décide de réserver au futur Etat algérien la faculté de s'intégrer au système qui lui plairait. »

23 AVRIL

Messali est transféré de Reibell à Brazzaville. Cette décision amplifie l'agitation déjà entretenue par les troubles du Maroc, la réunion constitutive de la ligue arabe et la préparation de la « Conférence de San-Francisco ».

1^{er} MAI

Lors des manifestations autorisées, les participants défilent avec le drapeau algérien, la police tire sur la foule à Alger, Oran et Bougie. Il y aura des morts et des blessés parmi les manifestants. La C.G.T. et le P.C.A. accusent les militants du P.P.A. qui sont défendus vigoureusement par Abbas dans « Egalité » du 4 mai. Après ces événements, le journal « Action algérienne » du P.P.A. lance dans son n° 12 (qui sera le dernier publié) un appel qui dit entre autres :

Français : Le gouvernement général accuse un « Parti par ses attaches avec l'Hitlérisme. » Il oublie que les hitlériens sont encore en son sein... Ce mensonge flagrant démontre le désir de l'impérialisme français de motiver son crime. Français, prenez vos responsabilités ! Votre impérialisme sera abattu avec vous si vous le voulez, ou contre vous. Le monde entier est avec nous. (...)

Communistes algériens : vous n'avez de communiste que le nom ! Votre parti a jeté le masque. Il glorifie l'assassinat. Il se fait le complice de l'administration, Messali serait un hitlérien ! Il oublie que le P.P.A. et le P.C.A. ont été dissous par le même décret de septembre 1939, que Messali et ses amis ont été condamnés au bagne par Vichy, alors qu'à Djenien bou-Rezg, Taïeb, Boualizi, Ouzegane, etc., étaient relativement favorisés par Vichy. Il oublie qu'au moment où Hitler semblait vaincre, sollicité par le gouvernement français, Messali n'a jamais répondu aux offres du nazisme qu'il condamnait depuis 1937. »

Au cours d'une réunion à Alger, les dirigeants des A.M.L. décident d'organiser des manifestations sur tout le territoire.

DE L'ÉTOILE AU M.T.L.D. :

UN
EN
ET

Une des conséquences du développement du colonialisme en Algérie a été la création de l'émigration algérienne en France.

La colonisation de l'Algérie a eu pour résultat de modifier profondément les structures de l'agriculture algérienne. Elle a créé sur les terres expropriées, par la force, un secteur agricole colonial orienté vers le marché extérieur, base économique du colonat agraire, lié aux puissances d'argent. Cette politique a eu pour résultat la mise au chômage d'une masse importante de paysans. Si une partie d'entre eux trouve à s'employer chez les colons comme main d'œuvre salariée, la majorité est condamnée à l'exode et à l'inactivité. C'est à l'occasion de la Première Guerre mondiale que la Métropole a recours pour la première fois à l'émigration algérienne. Des dizaines de milliers d'Algériens sont transférés sur le territoire français avant et pendant toute la durée de la Première Guerre mondiale pour y être employés à des travaux militaires ou dans l'industrie de guerre.

Après 1918, les capitalistes français ayant vu leur déficit en main-d'œuvre s'aggraver du fait des millions de morts de la guerre, font encore appel pour la reconstruction de la France à des milliers d'émigrés algériens. Leur nombre qui s'élevait à 92 000 s'accroît rapidement avec la crise économique que connaît l'Algérie et la seule année 1924 voit arriver en France 75 000 émigrés de plus qui fuient la misère et le chômage.

EMIGRATION ET NATIONALISME

C'est au sein de l'émigration qu'est né et s'est d'abord développé le nationalisme algérien. Car en créant l'émigration, le capitalisme colonial a créé en même temps les conditions qui poussent les premiers ouvriers algériens à prendre conscience de leur sort et à chercher à le changer. Chassés de leur pays après avoir été dépouillés de leurs terres et jetés dans les centres industriels, les travailleurs émigrés prennent conscience tout à la fois de leur situation de classe et de leur situation de colonisés. C'est pour cette raison que c'est dans l'émigration qu'on voit apparaître la première remise en question totale du système colonial. Les émigrés s'organisent en même temps sur une base nationale en tant qu'Algériens revendiquant l'indépendance de leur pays et sur une base sociale en tant qu'ouvriers exploités luttant contre le système capitaliste, lutte liée à celle des prolétaires des autres nationalités.

Du fait de sa naissance au sein de l'émigration ouvrière, le nationalisme algérien fut à ses débuts un nationalisme prolétarien.

L'ÉTOILE NORD-AFRICAINE

Lutte de classes et lutte nationale, tel était le but des émigrés qui fondèrent l'Etoile Nord-Africaine à Paris.

1) Contexte de sa création

L'Etoile Nord-Africaine est née dans une conjoncture internationale exceptionnelle. En arrivant en France, les ouvriers émigrés se trouvent placés dans une situation d'agitation prolétarienne intense et nombre d'entre eux ont l'occasion de vivre et de participer à des débats internationaux de très haut niveau, de rencontrer des militants révolutionnaires d'autres pays, ce qui les a aidé sans aucun doute à formuler plus clairement leurs revendications.

« L'Internationale Communiste » et « l'Internationale Syndicale Rouge », fondées en Union soviétique après le succès de la Révolution d'Octobre, entreprennent un large travail de propagande en direction des peuples coloniaux et les thèses de Lénine sur la question coloniale ont un grand retentissement.

C'est sous cette pression que le P.C.F. crée en 1922 l'« Union Intercoloniale », animée à sa fondation par Ho Chi-Minh qui, à travers son journal, « Le Paria » diffuse des idées anti-colonialistes au sein des travailleurs coloniaux présents en France. En août 1922, « Le Paria » publie dans ses colonnes l'appel suivant : « Frères des Colonies ! Que faut-il faire pour arriver à votre émancipation ? Appliquant la formule de Karl Marx, nous vous disons que votre affranchissement ne peut venir que de vos propres efforts. C'est pour vous aider dans cette tâche que l'Union Intercoloniale a été fondée... »

Très vite Paris devient un centre de politisation des ouvriers émigrés algériens. Ils assistent notamment aux conférences faites en juillet 1924 par l'Emir Khaled, de retour à Paris après un exil d'un an à Alexandrie.

L'Etoile Nord-Africaine, section Nord-Africaine de l'Union Intercoloniale, évolue dans ce contexte, mais elle s'en détache rapidement pour devenir une organisation autonome regroupant essentiellement des Algériens sur la base du mot d'ordre « indépendance de l'Afrique du Nord ». Elle préconise la lutte directe et sans compromis contre le colonialisme.

Le P.C.F. réagit mal à cette rupture en dénonçant les dirigeants de l'E.N.A.

« Il ne s'agit pas de créer des organisations centralisées qui deviendraient rapidement comme l'a montré l'exemple de l'Etoile Nord-Africaine, des organisations politiques nationalistes. »

En 1932, le P.C.F. tente de créer des amicales d'ouvriers algériens. L'E.N.A. adopte alors (1933) l'interdiction de la double appartenance politique à ses adhérents.

La rupture totale n'eut lieu cependant qu'en 1936 où les militants de l'Etoile devinrent « quelques aventuriers qui, en France comme en Algérie, travaillent à désunir le Front Populaire et le peuple d'Afrique du Nord ». A quoi El Oumma répond : « Vous avez pris la place de l'impérialisme et vous êtes devenus des chauvins de la pire espèce, alliés du colonialisme. »

Cette position du P.C.F. facilite le rapprochement de l'E.N.A. avec les organisations réformistes bourgeoises. Chakib Arslan travaille fortement à ce rapprochement, car il exerçait une influence certaine sur Messali qui assista au Congrès Musulman de Genève en septembre 1935.

2) Revendications de l'E.N.A.

Dans son programme l'Etoile Nord-Africaine revendique clairement « l'indépendance totale de l'Algérie ». Elle exige notamment le « retrait des troupes françaises d'occupation » et la « constitution d'une armée nationale ». Ces revendications sont très éloignées de celles des mouvements de l'« élite » petite-bourgeoise qui prêche l'assimilation, revendiquée par une minorité de privilégiés. L'Etoile Nord-Africaine est la seule organisation à exprimer les aspirations légitimes des masses populaires. Son programme propose, outre l'indépendance, une véritable révolution sociale.

Pour la masse des paysans spoliés par le colonialisme, l'Etoile Nord-Africaine exige :

« La confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux agents de l'impérialisme, par les colons et par les sociétés capitalistes privées et la remise des terres confisquées aux paysans qui en ont été frustrés. »

Pour les petits paysans et petits propriétaires algériens dont l'expropriation se poursuivait sous différentes formes et s'accélérait à chaque crise (guerre mondiale et crise mondiale de 1929) afin de permettre au colonialisme français de résoudre ses difficultés, l'Etoile Nord-Africaine demande : « Le respect de la petite et moyenne propriété et la restitution à l'Etat algérien des biens domaniaux usurpés par la France, notamment les forêts. »

L'Etoile Nord-Africaine s'élève également contre toute forme de domination et notamment la domination culturelle en demandant « la création d'écoles en langue arabe » et « l'accession de tous à l'enseignement à tous les degrés. »

V NATIONALISME DECHIRE NTRE LA VOIE REFORMISTE LA VOIE REVOLUTIONNAIRE

3) Base sociale de l'Etoile Nord-Africaine.

L'Etoile Nord-Africaine n'a pu inscrire à son programme de telles revendications nationales et sociales que parce qu'elle se voulait l'organisation des ouvriers émigrés algériens. Pour populariser ses idées, l'Etoile Nord-Africaine organise de nombreuses réunions et meetings d'agitation et elle diffuse un journal, l'« *Ikdam Nord-Africain* ». Aussi, en 1929, regroupe-t-elle plus de 4 000 membres. Pour mieux nous rendre compte de sa situation à ce moment-là, laissons parler un délégué algérien au VI^e Congrès de l'Internationale Communiste en août 1928 : « C'est ainsi que dans son organe, l'« *Ikdam* », très connu et répandu parmi les populations nord-africaines et supprimé plusieurs fois par le ministre de l'Intérieur, elle fit connaître son programme pour les trois pays nord-africains. Le programme revendique l'indépendance totale, sans omettre pour cela d'établir un programme de revendications immédiates pour chacun de ces pays, portant sur la paysannerie, sur la classe ouvrière, sur les libertés sociales, sur les jeunes, au point de vue culturel et constitutionnel, contre le féodalisme, les gros propriétaires fonciers, contre tous les profiteurs de la colonisation. L'Etoile flétrit avec force la bourgeoisie conciliatrice, combat avec énergie les tendances à l'assimilation... »

Quant aux étudiants alors présents à Paris, le délégué expliquait leur faillite ainsi : « En passant, je dois dire quelques mots sur l'Association des Etudiants Nord-Africains qui fut créée il y a quelques mois. Ce groupement paraît se figer strictement à la formule mutualiste et dans la pure philanthropie. Il est composé de fils de la bourgeoisie « indigène » et de quelques étudiants pauvres, qui affirment leur sentiment national dans les coulisses, mais n'osent, trop timorés qu'ils sont, affirmer publiquement ce sentiment. Par leur silence et leur passivité politique, ils sont objectivement les soutiens de la politique d'expropriation, d'exploitation et de terreur de l'impérialisme. Ces étudiants ont besoin d'aller à l'école des travailleurs « indigènes » manuels de la région parisienne. Ceux-ci, malgré l'obscurantisme où les plonge l'impérialisme, ont su discerner la vraie voie, celle de l'organisation qui seule les mènera vers la libération. »

C'est à cause de ses revendications et de son attitude intransigeante qu'elle mobilise les travailleurs émigrés en nombre de plus en plus élevé.

4) La répression contre l'Etoile Nord-Africaine.

L'Etoile Nord-Africaine est soumise à une répression constante. Elle est dissoute

une première fois le 20 novembre 1929 parce qu'elle protestait contre les préparatifs des fêtes du Centenaire de l'occupation de l'Algérie.

Après sa reconstitution en mai 1933, sous le nom de « *Glorieuse Etoile Nord-Africaine* » elle est de nouveau dissoute en novembre 1934 pour avoir organisé de nouveaux meetings de protestation contre la répression qui frappe les populations algériennes, qui manifestent violemment contre l'aggravation de la misère et du chômage. Les dirigeants de l'Etoile Nord-Africaine, Messali Hadj, Imache Ameur et Radjef Belkacem sont arrêtés et traduits en correctionnelle pour « reconstitution de ligue dissoute ».

En février 1935, l'Etoile Nord-Africaine se reconstitue sous l'étiquette de « *l'Union Nationale des Musulmans Nord-Africains* », mais elle peut reprendre son appellation d'origine en avril 1935 par suite d'un jugement de la Cour de Cassation de Paris annulant la dissolution de novembre 1929. L'Etoile Nord-Africaine est dissoute une troisième fois le 27 janvier 1937 par le gouvernement du Front Populaire, mais elle ne sera plus reconstituée par ses dirigeants qui décident de créer le 11 mars 1937 un parti légal, le « *Parti du Peuple Algérien* » (P.P.A.).

5) Passage de l'Etoile Nord-Africaine en Algérie

Avant 1936, en raison de cette constante répression qui s'abat sur ses militants, l'Etoile Nord-Africaine ne réussit pas à s'implanter en Algérie. Elle y avait toutefois des liaisons qui lui permettaient notamment de diffuser son organe (l'« *Ikdam* » jusqu'en 1928, puis « *El Oumma* » à partir de 1930).

En 1936, les militants de l'Etoile Nord-Africaine profitent de l'arrivée au pouvoir du Front Populaire pour organiser une intense agitation dans les grandes villes d'Algérie. En diffusant le mot d'ordre d'indépendance et en faisant connaître son opposition farouche à la politique de collaboration menée par tous les autres mouvements politiques algériens, l'Etoile gagne le soutien des couches populaires des villes.

Mais ce passage en Algérie marque pour elle un recul à la fois sur le plan des revendications et celui des moyens d'action. Un tract distribué à Alger en 1936 précise :

« Un parti constitutionnel nationaliste algérien qui serait la base de nos légitimes aspirations, s'impose plus que jamais pour représenter la masse musulmane d'Algérie devant le gouvernement français de demain conformément au traité de Ksar El Bey, conclu au Bordj Hamidou en 1830, par le général Louis de Bourmont et Hassen Pacha. »

En juin 1936, Messali accepte de faire une

concession en omettant dans le cahier de revendications remis au gouvernement du Front populaire la revendication de l'indépendance !

Le P.P.A. créé en mars 1937, en succédant à l'Etoile, héritera de ses contradictions et de ses problèmes.

LE PARTI DU PEUPLE ALGERIEN

Le P.P.A. est le seul mouvement authentiquement nationaliste parce qu'il est le seul à revendiquer clairement l'indépendance, contrairement à toutes les autres formations politiques, optant elles pour l'assimilation ou le fédéralisme et songeant à préserver leurs intérêts de classe.

C'est le seul mouvement qui a eu un contenu politique et social de masse. C'est dans le P.P.A. que se reconnaissent les masses algériennes. Ce sont les couches inférieures de la société algérienne que cherche à toucher le P.P.A. ; sa base est constituée par des ouvriers, des paysans, des chômeurs.

C'est le seul mouvement qui a mené des actions illégales, des manifestations de rue à l'action armée. Actions qui lui valent d'ailleurs une répression ininterrompue.

C'est en son sein que militent ceux qui sont décidés à lancer la lutte armée contre le colonialisme. Ce n'est pas un hasard, si les militants de l'O.S., qui ont été à l'origine du 1^{er} Novembre 1954, sont issus du P.P.A., et non d'une autre formation politique.

Mais, le P.P.A. renferme en lui des contradictions de classes qui expliquent certaines de ses faiblesses, de ses hésitations et plus tard son déchirement.

Sa base de classe, ses contradictions.

Le nationalisme de l'Etoile Nord-Africaine, malgré quelques faiblesses idéologiques, réclame sans ambiguïté l'indépendance totale de l'Algérie. Le « *nationalisme* » de Abbas ou des Oulamas, vise, quant à lui, un simple aménagement de l'ordre colonial. Toute la démarche politique des bourgeois algériens tend surtout à sauvegarder des intérêts liés à ceux de la colonisation.

Issu du premier, le nationalisme du P.P.A. ne cesse d'évoluer vers le second. Mais, il serait simpliste de l'assimiler à l'un ou l'autre de ces deux courants. Il est, en revanche, plus juste de le définir comme tiraillé entre deux pôles, deux voies. Cette oscillation constante traduit la lutte de classes qui se déroule en son sein, entre les masses populaires et la fraction inférieure de la petite-bourgeoisie d'un côté et la frange aisée

de la petite-bourgeoisie renforcée par des notables bourgeois, de l'autre côté.

Les masses urbaines surtout, mais aussi paysannes, se reconnaissent vite dans le P.P.A. dont le ton général, le langage simple et direct suscite leur adhésion et leur soutien parce qu'il est le seul à exprimer leurs aspirations légitimes à l'indépendance. Ce sont ces artisans, ouvriers, chômeurs, paysans, qui assurent au P.P.A. un contenu politique populaire et inspirent, en même temps, ses actions « dures ».

En même temps, le P.P.A. attire la petite-bourgeoisie dont il reflète bientôt des visées propres. Celle-ci, constituée de cadres moyens de l'administration de l'armée, des transports, etc., en butte à l'oppression coloniale, se radicalise et trouve dans le P.P.A. un porte-parole conséquent. Elle l'envahit et lui imprime, en modifiant progressivement son contenu de classe, une orientation politique nouvelle, de plus en plus réformiste.

Cette contradiction sociale, l'existence de deux pôles au sein même du P.P.A. explique, pour une bonne part, les moments forts, mais aussi les faiblesses, les fluctuations du seul parti nationaliste algérien. Ces contradictions seront constamment refoulées dans la vie du parti. Une première scission a lieu entre les deux lignes en février 1947, l'éclatement, la coupure définitive ne survient qu'en 1953.

Les deux lignes ne seront jamais explicitées en tant que telles, mais elles s'expriment d'une façon confuse tant au niveau du programme qu'à celui de l'action, de l'organisation ou des alliances.

LE PROGRAMME POLITIQUE DU P.P.A.

Constitué par l'ensemble de ses déclarations, prises de positions, mots d'ordre, le programme du P.P.A. est axé essentiellement sur la question nationale et accessoirement sur la question sociale.

LA QUESTION NATIONALE

1) Pour l'indépendance

A sa naissance, en mars 1937, le P.P.A. reprend les positions essentielles de l'Etoile Nord-Africaine : contre le projet Blum-Violette et toutes les tentatives d'assimilation, contre tout rattachement de l'Algérie à la France, pour l'indépendance. Il l'affirme

nettement dans son journal *El Oumma* du 10 avril 1937 : « Le Parti du Peuple Algérien repousse toute politique d'assimilation... Ni juridiquement, ni politiquement, ni historiquement, la politique d'assimilation ne peut se faire... En repoussant l'assimilation, le Parti du Peuple Algérien travaillera pour l'émancipation totale de l'Algérie. »

Dans son « Manifeste électoral » d'octobre 1937, il reprend ce thème, se proposant « d'élever l'Algérie au rang des autres nations majeures, jouissant de tous leurs droits ». Cette position empreinte d'un fervent esprit d'indépendance est à l'opposé de celle des autres formations politiques. Il réclame, en outre, dans ce Manifeste « l'abolition du Code de l'Indigénat, des lois d'exception, la transformation des délégations financières en une Assemblée Algérienne élue au suffrage universel » montrant ainsi son refus de l'existence des deux collèges, donc du contexte politique et juridique colonial.

Ses positions nationalistes trouvent l'occasion de s'affirmer davantage pendant la Seconde Guerre mondiale. Contre toute participation des Algériens à la guerre, il proclame la neutralité à l'égard des belligérants, son refus de collaborer avec les autorités coloniales. En août 1939, on peut trouver la réaffirmation de son nationalisme dans cette déclaration : « L'Afrique du Nord n'est rattachée à la France par aucun sentiment si ce n'est la haine que cent ans de colonisation ont créée dans nos cœurs. Au nom de la République française, 60 millions d'être humains subissent la plus ignoble servitude. Notre patrie est le Maghreb et nous lui sommes dévoués jusqu'à la mort. Si vouloir vivre en hommes libres, c'est être anti-français, alors nous le sommes et le serons toujours. Le colonialisme français cessera peut-être d'exister chez nous, sans laisser d'autre trace que le souvenir d'un cauchemar ». Et fidèle à ses positions, il lance un mouvement de refus de participation à la guerre et de désertion, contrairement à tous les autres mouvements ou personnalités qui choisissent, eux, de défendre la patrie.

Les A.M.L. (Amis du Manifeste et de la Liberté), malgré la présence d'éléments modérés, sont l'occasion pour les militants

du P.P.A. de développer une intense propagande en faveur de l'indépendance.

Mais le nationalisme du P.P.A., s'il effraie encore en 1944 les bourgeois algériens, ne cesse de s'écarter en réalité du nationalisme prolétarien de l'Etoile Nord-Africaine.

2) Le recul

Le radicalisme de l'Etoile Nord-Africaine fait place peu à peu au nationalisme légaliste du P.P.A.. Le choix fait par celui-ci de se constituer comme parti officiel menant la lutte sur un plan légal, lui impose déjà un premier recul. Car, de la revendication de l'indépendance, le P.P.A. en vient, du moins officiellement, à l'idée de l'émancipation « sans pour cela se séparer de la France. » Cette modération de langage peut toutefois être interprétée comme purement tactique.

Mais, il y a un recul certain au niveau des arguments utilisés qui sont plus religieux que politiques. Ainsi, l'assimilation est condamnée parce qu'elle « constitue, au point de vue religieux et conformément à la lettre et à l'esprit du Coran, une apostasie » et non parce qu'elle signifie surtout la renonciation à la libération nationale.

La revendication de l'émancipation, non de la séparation, la religiosité qui imprègne son programme n'expriment cependant qu'une tendance dans le parti, elles n'engagent nullement tous ses militants.

Mais, progressivement, le nationalisme du P.P.A. se liquéfie sous l'influence des notables algériens, eux-mêmes soumis aux « conseils » modérateurs des courants bourgeois panarabes, vidant ainsi le parti de son contenu révolutionnaire. Ce travail de sape idéologique est, bien sûr, le fait de la direction.

LA QUESTION SOCIALE

L'Etoile Nord-Africaine était l'organisation presque exclusive des ouvriers émigrés algériens. Ses revendications sociales ont un contenu politique conséquent : défense des intérêts des ouvriers, mais également des paysans, des khammès, etc...

Parti légal voulant élargir sa clientèle électorale, le P.P.A. présente un programme politique et social pouvant lui assurer la caution de toutes les couches sociales.

Son programme minimum propose « la lutte contre la misère par l'établissement d'un salaire minimum vital pour les ouvriers », « l'abolition du khamessat et la fixation des petits fellahs par la remise des terres domaniales ou de colonisation ». Il exprime donc sa volonté de transformer le sort des couches populaires par un certain nombre de réformes.

Mais, dans sa « Charte économique » d'août 1938, le P.P.A. se veut le défenseur de toutes les couches sociales et s'intéresse désormais également aux commerçants, éleveurs, propriétaires fonciers, petits capitalistes. Son programme économique et social, réformiste, veut même promouvoir un capital national par la participation des bourgeois algériens à la gestion et à l'exploitation de l'économie. Irréaliste dans le cadre colonial, ce programme exprime toutefois les aspirations des notables recrutés par le parti.

Le recul sur la question nationale va ainsi de pair avec un fléchissement et un refus de prise en considération de la question sociale.

LES FAIBLESSES IDEOLOGIQUES

Le programme politique du P.P.A. indique en même temps ses forces et ses faiblesses. Ses positions justes quant à la question de l'indépendance sont cependant insuffisantes pour garantir à long terme les intérêts des masses algériennes.

MESSALI HADJ
16 mai 1898 - 3 juin 1974

Fils d'une famille modeste de cordonniers, Messali Hadj est né le 16 mai 1898 à Tiemcen. Il quitte l'école avec le niveau du Certificat d'Etudes. Mobilisé, Messali arrive en France en 1918. Rendu à la vie civile en Algérie, il retourne à Paris en 1921 où il travaille comme manœuvre (aux usines Renault semble-t-il).

Il aurait adhéré au P.C.F. dont il aurait suivi le cours de cadres à Bobigny.

Durant l'année 1925, il devient secrétaire général de l'E.N.A. (Etoile Nord-Africaine) où il jouera un rôle important dans la rupture avec le P.C.F.

En 1934, Messali est condamné à un an de prison pour « provocation de militaires à la désobéissance ». Pour fuir la répression, il se réfugie à Genève où il rencontre Chakib Arslan. Cette rencontre marque un tournant décisif dans l'orientation politique de Messali qui dès lors, se montre très sensible aux thèmes panarabes et panislamiques.

En juillet 1935, amnistié par le tribunal civil de la Seine, il quitte son exil de Genève et regagne la France.

Le 2 août 1936, il débarque à Alger où il participe le même jour au grand meeting

tenu au stade municipal. Le P.P.A., créé en 1937, fait connaître Messali à la grande masse.

En 1941, il est une fois de plus condamné à une longue peine de travaux forcés. Il sera libéré en octobre 1946, après que sa captivité ait été l'occasion de nombreuses campagnes et manifestations pour sa libération. Son audience est plus forte que jamais.

Imbu de lui-même, trompé par le « culte de la personnalité » qui l'entoure, Messali finit par prendre ses désirs pour des réalités.

Les luttes internes pour le contrôle de l'appareil et des finances du Parti le conduisent à perdre totalement le contact avec la base.

Pour cette raison, il n'accepte pas les initiatives des anciens de l'O.S. et ne pardonnera jamais aux hommes du 1^{er} novembre d'avoir déclenché l'insurrection malgré lui. Il condamne sans hésitation le F.L.N. et crée un mouvement rival le M.N.A. qui tentera par tous les moyens de s'opposer au développement de la lutte.

Messali se prêter à certaines manœuvres touchées et perdra tout crédit auprès des masses qui finiront par le considérer comme un traître. Il ne rentre pas, en Algérie, après l'indépendance.

Intransigeant sur la question nationale, il se démarque fondamentalement de toutes les formations politiques, dont il sera bien souvent la cible. Il montre simplement, par ce fait, la présence et le dynamisme, en son sein, d'éléments populaires opposés radicalement au colonialisme et à toute concession à celui-ci.

Mais son nationalisme, pour radical qu'il soit, souffre cependant d'une indigence idéologique. Il manque à son idée d'indépendance un contenu social ou politique positif. Son idéologie « unitaire » refusant de prendre en compte toute différenciation sociale, écartant tout débat politique interne de fond, équivaut en définitive à entretenir une contradiction politique de taille : celle entre les masses algériennes qui n'ont pas leur parti autonome, et des notables embourgeoisés qui prennent en charge le parti.

Le nationalisme petit-bourgeois du P.P.A. écarte politiquement les masses de la direction. Il les empêche de prendre réellement en main leur sort; son discours nationaliste reste superficiel, empruntant ses thèmes tels la personnalité arabo-musulmane, etc... au nationalisme réformiste arabe.

D'ailleurs, le P.P.A. ne cache pas son hostilité à tout débat idéologique qui remettrait en cause l'hégémonie petite-bourgeoise : « **L'action du parti ne sera ni lutte de race, ni lutte de classe** ». Refuser de mener la lutte en termes de luttes de classes revient à désarmer idéologiquement les masses qui sont alors entièrement soumises à l'idéologie bourgeoise.

Le P.C.F.-P.C.A. porte, pour sa part, une large responsabilité dans ce glissement et cette défaite avant terme du mouvement nationaliste algérien. Contre leurs positions chauvines et social-colonialistes, le P.P.A. affirmait clairement qu'« **il était une organisation exclusivement composée d'Algériens. Ce sont des indigènes et uniquement eux qui tracent sa politique et sa ligne de conduite** ». Cette position, juste, parce qu'elle protégeait le parti nationaliste contre toute pénétration néo-coloniale avouée ou camouflée, était cependant insuffisante, car elle ne barrait pas en même temps la route à la propagande anti-communiste, néfaste au mouvement ouvrier algérien. L'anti-communisme, favorisé par les notables algériens, ne visera pas le P.C.A. en particulier, mais l'idéologie communiste en général. Pourquoi cela a-t-il été possible ?

En partie à cause de l'attitude du P.C.A.. Celui-ci usurpant son titre de communiste et d'algérien porta principalement ses attaques contre les nationalistes, utilisant pour cela les procédés les plus bas, y compris la calomnie. Il n'hésita pas à les taxer d'« **agents du colonialisme** », du « **fascisme** », etc... L'anti-nationalisme du P.C.A. facilitera ainsi le travail politique et idéologique des bourgeois algériens.

Car les masses algériennes, les ouvriers en particulier, entièrement désarmés, avaient alors le choix entre un parti communiste anti-algérien et un parti nationaliste anti-communiste. Ils choisirent le parti nationaliste parce qu'à l'ordre du jour était inscrite la question nationale, la lutte pour l'indépendance, mais ils devinrent une masse de manœuvre, une proie facile. Ils ne purent, à aucun moment, ni rectifier la ligne politique du parti, ni défendre leurs intérêts.

LES MODES D'ACTION

Les moyens d'action mis en œuvre par le P.P.A. reflètent davantage son contenu de classe contradictoire. Condamné par ses statuts à la légalité, le P.P.A. n'entreprend pas moins des actions illégales. Le divorce

dans l'action approfondit d'ailleurs et déparage nettement les deux tendances qui coexistent en son sein.

L'ELECTORALISME FORCENE DE LA DIRECTION

De 1937, date de sa création à 1939, date de sa dissolution, le P.P.A. participe à des élections municipales ou cantonales, donc d'intérêt local et ne mettant pas en cause globalement sa ligne politique. Le P.P.A. est alors au sommet de sa gloire, mais ses succès électoraux le marquent dangereusement. La direction du parti acquiert, en effet, des réflexes électoralistes qui se consolident par la suite.

Après une période de boycott actif des élections, la direction du parti impose la participation aux élections de novembre 1946. Les masses algériennes désapprouvent pourtant, du moins en partie, cette politique électoraliste qui n'a plus de sens dans un contexte totalement faussé par toutes sortes de pratiques : fraudes, arrestations de candidats, pressions, etc...

Cette décision prise par Messali et quelques dirigeants est un revirement total du parti, jusque-là réceptif aux aspirations de la base. Elle signifie un renversement d'alliances net et une rupture avec le programme, car la direction admet alors l'existence des deux collèges, la représentation musulmane au Parlement. La constitution des cinq députés élus sous l'étiquette « **P.T.L.D.** » (Pour le Triomphe des Libertés Démocratiques) en groupe parlementaire siégeant à l'Assemblée ne fait qu'aggraver la crise au sein du parti entre la fraction électoraliste et ses adversaires.

LES ACTIONS DE MASSE - L'ACTION ILLEGALE

Le P.P.A. conquiert dès sa naissance l'adhésion des masses populaires parce qu'il sait organiser des manifestations politiques, parce qu'il fait appel, contrairement aux autres partis, à l'action directe des masses, à leur intervention pratique sur le terrain. Il contribue ainsi à créer un climat politique nouveau, une effervescence permanente qui le font désigner comme l'ennemi irrédutable du colonialisme. Le P.P.A. organise dans les principales villes des défilés avec drapeau algérien, pancartes. Ses inscriptions murales, ses journaux clandestins, ses tracts et ses agitateurs ne laissent aucun répit au colonialisme.

LES STRUCTURES

L'analyse des structures est importante, car au-delà d'une simple question d'organisation, elle soulève des questions politiques.

L'organisation fortement centralisée confère à la direction un pouvoir illimité. Les directions qui se succèdent au parti ne furent jamais élues démocratiquement. Elles ont joui d'une immunité qui a facilité toutes les déviations du parti. Ainsi, Messali et le Comité Central ont eu les coudées franches pour développer leur ligne réformatrice.

Quant aux militants, les nombreux cloisonnements, la discipline de parti leur ont enlevé tout moyen de contrôle ou de contestation. Le P.P.A. tint une seule assemblée générale, celle d'août 1938. Les sections d'Algérie en étaient absentes, tandis que celles de France avaient pour ordre du jour... l'approbation du programme du parti. C'est l'Assemblée Générale, organe souverain, qui devait élire le Comité Directeur. Ce ne fut jamais le cas.

Entre les militants déjà cloisonnés entre eux et une direction de plus en plus isolée, il y avait un corps de permanents fonctionnarisés qui, malgré leur dévouement, leur bonne volonté, ne pouvaient qu'obéir aux directives ou être sanctionnés.

Ces formes d'organisation et partant le rapport direction—militants—masses en sens unique, de haut en bas, ont imprimé un style de travail bureaucratique, empêchant toute contestation par la base. D'autant plus que la formation dispensée aux militants laissait beaucoup à désirer. Le culte du « leader », à lui seul, tenait lieu de programme. Ainsi, une des activités du parti consistait dans la vente de photos de Messali. La formation était réduite à un discours vague sur le nationalisme, puisant ses thèmes dans l'idéologie oulamista : la personnalité arabe, l'Islam, etc... et interdisant toute clarification idéologique. Fort heureusement, les conditions très difficiles de la lutte formaient « **sur le tas** » les cadres qui seront capables le jour venu de préparer et de lancer l'action armée.

LES ALLIANCES

La question des alliances de classes n'est pas distincte de celles du programme ou de la ligne; elle en fait partie. Elle permet, concernant la stratégie du P.P.A., d'illustrer encore une fois la lutte entre les deux voies.

A sa naissance, le P.P.A. recrute dans ses rangs, ouvriers, paysans, chômeurs acquis totalement à l'idée d'indépendance. Il fait alors confiance aux masses, et affronte résolument les bourgeois algériens représentés par la Fédération des Elus ou les Oulamas.

Mais par sa participation aux A.M.L., en 1944, le P.P.A. manifeste des tendances « frontistes ». Ce front, hétérogène, rassemble des gens de bords fort différents : le P.P.A. est pour l'indépendance, mais Abbas ne l'est pas. En réalité, les A.M.L. montrent une double attitude : celle de la direction qui recherche des ententes de sommet autour d'un programme commun et celle de la base qui n'hésite pas à dépasser « **l'esprit** » du Manifeste pour radicaliser les revendications.

L'évolution postérieure du parti sous l'effet de ses contradictions internes, trace une double évolution qui se manifeste clairement au « **Congrès** » de février 1947 qui réalise une coupure du parti en deux fractions :

— Le M.T.L.D. légal qui, comprenant des notables et tournant définitivement le dos aux aspirations populaires, verse dans la collaboration de classes. Se rapprochant de plus en plus des partis bourgeois algériens, il met à l'avant les thèmes de l'« **Union** », de l'« **Internationalisation** » du problème algérien. Il recherche activement la collaboration des « **libéraux** » français et même de la droite « **modérée** ». En 1951, l'Administration lui supprime tous les sièges qu'il avait. Il se lance alors dans un dérisoire « **Front Algérien pour la Défense et le Respect de la Liberté** » auquel participent l'U.D.M.A., le P.C.A. et les Oulamas.

— L'O.S., pour sa part, voit la situation autrement. Elle dégage les leçons du 8 mai 1945 et se prépare à la lutte armée. Le parti menace de voler en éclats; des querelles stériles de sommet le déchirent. Les éléments de l'O.S., décidés à sauver leur parti, n'y voient qu'un seul moyen : se couper de la direction, chercher l'alliance des masses, paysannes surtout. Ce qui fut réalisé le 1^{er} Novembre 1954.

Pour la première fois dans l'histoire du mouvement nationaliste algérien, les masses interviennent dans le débat et imposent la lutte armée. Mais, le F.L.N., issu de l'O.S., hérite de toutes les faiblesses idéologiques du P.P.A.. Il ne pourra empêcher le retour en force du personnel, pourtant dépassé, des anciennes formations qui confisqueront le mouvement.

8 MAI

Dans la plupart des villes d'Algérie, des cortèges défilent avec des banderoles portant les mots d'ordre suivants : « Vive l'Algérie » ; « Libérez Messali » ; « A bas la colonisation et le fascisme oppresseur » ; « Vive l'Algérie indépendante ».

Dans certaines villes comme à Constantine, la police s'efforce de saisir les banderoles et arrête les dirigeants fédéraux des A.M.L. Dans d'autres, elle tire sur la foule (à Sétif, le porteur du drapeau vert et blanc est tué). Les manifestants réagissent en s'attaquant aux policiers et aux Européens.

Dans les campagnes, les masses paysannes réagissent à l'annonce de la répression : des révoltes dirigées contre les Européens éclatent à Sillègue, Chevreuil, Kherrata, Guelma. 104 Européens seront tués, souvent par leurs propres domestiques. Le 10 mai, les autorités françaises organisent une répression sauvage qui tourne au massacre : il y aura 45.000 morts et 4.560 arrestations. Le général Duval qui a dirigé cette répression la justifiera en ces termes : « L'épreuve de force des agitateurs s'est terminée par un échec complet dû essentiellement au fait que le mouvement n'a pas été simultané (...) Le déclenchement du mouvement du 8 mai n'était pas prévu ferme pour le 8 mai. »

● Le 23 mai, une commission d'enquête dirigée par le général de gendarmerie Tubert arrive dans le Constantinois. Elle sera brusquement rappelée le 25 mai sans avoir achevé son enquête. Le rapport de cette commission parle de 500 à 600 indigènes tués par l'armée, de 500 à 600 tués par les colons et de 20 à 40 tués par la police à Sétif. Mais, officieusement le général Tubert parle de 15.000 morts. Il signale également que l'état d'esprit nationaliste existait à travers tout le territoire et il cite les anecdotes suivantes. Dans une classe élémentaire, l'instituteur écrit au tableau « je suis français et la France est ma patrie ». Mais sur leurs cahiers, les élèves écrivent « je suis Algérien et l'Algérie est ma patrie ». Un autre instituteur fait un cours sur les Romains et parle des esclaves. « Comme nous » crie alors un élève !

● En liaison avec ces événements de 1945, il faut signaler l'attitude scandaleuse du P.C.F. et de son appendice le P.C.A. « Alger Républicain » du 12 mai : « Une délégation commune du P.C.F. et du P.C.A. a été reçue le 10 mai par le chef de cabinet du gouverneur général. Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti du Peuple Algérien et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle après avoir tenté vainement de faire éclater des émeutes de la faim a réussi à faire couler le sang (...) La délégation a estimé que ces mesures (de châtiment rapide et impitoyable des provocateurs) appliquées sans délai, contribueraient réellement à ramener le calme. »

Le 19 mai, on y lisait également : « Les Musulmans des campagnes n'ont pas pris la moindre part aux agissements des tueurs à gages (...) Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent, les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

● Ferhat Abbas et le Dr Saâdane sont arrêtés au moment où ils se présentaient « au gouvernement général pour féliciter le chef de la colonie de la libération définitive de la France et de la victoire des Alliés. »

14 MAI

Les A.M.L. sont dissouts (Al-Ibrahimi et Abbas sont arrêtés). Les médersas sont fermées et les S.M.A. sont interdits.

29 JUILLET

Elections municipales. Le P.P.A. et les « A.M.L. » lancent le mot d'ordre d'abstention. La consigne est largement suivie au premier tour, ainsi qu'au deuxième tour le 5 août.

17 AOUT

Une ordonnance accorde aux musulmans du deuxième collège le droit d'envoyer au Parlement un nombre de représentants égal à celui des Français du premier Collège.

21 AOUT

La police procède à 45 arrestations pour « reconstitution de ligue dissoute ».

23 ET 30 SEPTEMBRE

Elections cantonales dans le département de Constantine. La consigne d'abstention du P.P.A. est encore largement suivie.

21 OCTOBRE

Elections législatives destinées à élire pour la première fois des députés musulmans algériens. Les électeurs suivent largement la consigne d'abstention du P.P.A. qu'il expliqua ainsi : « l'abstention est l'arme par excellence dont tu disposes et dont les conséquences seront mortelles pour l'impérialisme français et la politique d'assimilation. Voter, c'est trahir ; se présenter, c'est trahir. L'abstention totale voilà l'unique mot d'ordre. Le 2 juin, les bureaux de vote doivent rester déserts et les urnes vides. »

1946

9 MARS

Libération de Abbas et de Al-Ibrahimi après la promulgation de la loi d'amnistie votée avec l'appui des communistes qui voulaient, par ce geste, faire oublier leur attitude au lendemain du 8 mai 1945.

MAI

Abbas décide de se présenter aux élections législatives et de présenter des listes « d'Union Démocratique du Manifeste Algérien » pour la deuxième Assemblée Constituante. Le P.P.A. préconise une nouvelle fois l'abstention et critique la décision de Abbas : « L'Union est brisée... Abbas et sa brigade de timorés ont déchiré le "Manifeste" et la résolution du congrès de mars 1945. »

Le P.P.A. relance le mensuel clandestin « Sawt-al-Ahrar » (La voix des hommes libres).

2 JUIN

Elections législatives : les listes de Abbas obtiennent 11 sièges sur 13. La consigne d'abstention du P.P.A. est largement suivie.

JUILLET

Libération de Messali qui est interdit de séjour en Algérie.

Le P.P.A. lance un deuxième mensuel clandestin (en français) « La Nation Algérienne » qui critique vivement la politique de Abbas.

5 OCTOBRE

Une loi votée par la deuxième Constituante élargit les inscriptions prévues dans le premier collège.

Le numéro 4 de la « Nation Algérienne » attaque vivement les ex-A.M.L.

Nouvelle consigne d'abstention au référendum du 13 octobre.

13 OCTOBRE

Fondation par Abbas d'un nouveau parti : « L'Union Démocratique pour le Manifeste Algérien » (U.D.M.A.). Messali est autorisé à regagner l'Algérie.

23 OCTOBRE

Alors que, jusqu'à présent, le P.P.A. avait toujours eu une attitude de boycott des élections, il y a, après le retour de Messali, à Alger, un revirement total pour les élections législatives à la première assemblée nationale de la IV^e République. Le P.P.A. décide de déposer des listes de candidats sous l'étiquette : « Pour le triomphe des Libertés Démocratiques ». Il faut signaler que, déjà, avant le retour de Messali, les mots d'ordre diffusés par le P.P.A. avaient changé. Au mot d'ordre d'indépendance étaient substitués ceux de « Retour de Messali » et de « P.P.A. légal ».

10 NOVEMBRE

Elections au cours desquelles s'affrontent les listes du P.P.A., celles du P.C.A. et celles de l'Administration. L'U.D.M.A. préfère retirer ses listes pour — dit-elle — ne pas créer la division. En fait, elle craint l'affrontement direct avec le P.P.A. et entend par ce geste lui faire porter la responsabilité de la division. Le vote donnera cinq élus P.P.A. ; 2 P.C.A. et 8 administratifs.

Au sujet de ces élections, il faut faire certaines remarques :

1) Organisées et contrôlées par l'Administration, ces élections ne pouvaient refléter fidèlement l'opinion des électeurs. Elles ont d'ailleurs été marquées par toutes sortes de fraudes et d'illégalités par des arrestations de candidats et des annulations de listes du P.P.A. (en particulier celle sur laquelle s'était inscrit Messali).

2) Ces élections ont été un semi-échec pour le P.P.A. dans la mesure où il n'a pas réussi à mobiliser la majorité des électeurs. Il n'a eu en effet que 153 153 voix sur 1 245 108 inscrits. De plus, malgré les consignes du parti il y a eu 180 000 abstentions de plus qu'aux élections de juin de la même année (700 084 abstentions).

3) La décision de Messali de participer aux élections entraîne au niveau des militants et responsables du parti de sérieuses réticences, car cette décision était en opposition avec la ligne du parti. Elle signifiait en effet un changement d'alliance très net qui n'était que l'expression d'un changement dans le contenu de classe des positions du parti : en effet, à partir de ce moment l'accent est mis sur la recherche de l'appui des libéraux français, de l'opinion et des instances internationales au détriment de l'appui des larges masses populaires algériennes.

Malgré ces réticences et cette opposition à l'intérieur du parti, les autres dirigeants poursuivent, avec Messali, leur politique de participation aux élections : pour éviter un nouvel échec, ils tentent de faire alliance avec l'U.D.M.A. et les Oulémas : des contacts sont pris entre le 19 et le 21 novembre ; mais l'union proposée par Messali sera refusée. Après l'échec de cette tentative, Messali décide alors de ne pas présenter de candidat au Conseil de la République.

6 DECEMBRE

Les 5 députés « Pour le Triomphe des Libertés Démocratiques » qui, au cours de la campagne électorale, avaient proclamé leur intention de ne pas siéger s'ils étaient élus, se constituent en groupe parlementaire « pour le triomphe des libertés démocratiques » et occupent leurs places à l'Assemblée. Cette attitude est en contradiction flagrante avec le programme électoral pour lequel ils ont été élus et qui prévoyait en particulier « une assemblée constituante algérienne élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion ». Cela ne fera qu'aggraver la crise au sein du P.P.A. entre les partisans de la ligne électoraliste et ses adversaires.

19 DECEMBRE

Reprise de la guerre d'Indochine.

1947

17 FEVRIER

Face à la pression de la base mécontente de l'orientation électoraliste du parti, Messali organise un « Congrès » pour entériner ses positions. En fait, ce congrès n'était pas représentatif puisqu'il ne comprenait que six personnes : Messali, Hocine Lahouel, Lamine Debaghine, Amar Oussedik, Ahmed Bouda et Hocine Aït-Ahmed. De plus, il n'y a pas eu de véritables débats : Messali a exposé et défendu ses vues sur la voie électoraliste et les méthodes légales qu'il a réussi à faire accepter. En conséquence, il proposera la constitution d'un parti légal : le M.T.L.D. mais pour faire passer ces décisions et les faire admettre par la base il est décidé la création d'une organisation spéciale (O.S.) qui devait préparer des militants à la lutte armée. Le premier dirigeant de l'O.S. sera Mohamed Belouizdad.

MAI

Cheikh Zahiri, un ancien membre de l'association des Oulémas, rejoint le M.T.L.D. et lance un hebdomadaire légal qui devient l'organe officiel de ce parti. C'est un exemple parmi d'autres qui montre comment, à la faveur de la nouvelle ligne électoraliste, des éléments de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie vont rejoindre le M.T.L.D. et infléchir encore plus sa ligne dans un sens réformiste.

JUILLET

A la mi-juillet ont lieu les assemblées-constitutives des fédérations du M.T.L.D. au niveau des trois chefs-lieux de départements. Les pre-

Le mouvement des Oulamas ou la difficulté d'être Français et Musulman

“ Nous sommes désormais Franco-Musulmans ”

Ben Badis

Le mouvement des Oulamas est présenté par la propagande du gouvernement comme le symbole du nationalisme algérien. Le déclenchement de l'insurrection du 1^{er} Novembre 1954 et la lutte de libération nationale sont souvent considérés comme l'aboutissement de l'action menée par ce mouvement. Cette interprétation abusive permet aux idéologues du pouvoir d'entretenir la confusion sur la nature du mouvement nationaliste, notamment auprès des jeunes Algériens à qui elle est enseignée dans les écoles. Il nous paraît important de dénoncer cette entreprise de mystification en examinant l'origine et le rôle véritable du mouvement des Oulamas algériens.

Le courant réformateur musulman apparaît en Algérie au lendemain de la première guerre mondiale. Ce mouvement s'est développé au Moyen-Orient à partir du XIX^e siècle sous l'influence de penseurs musulmans partisans de la renaissance arabo-islamique (Nahdha). Cette tendance politico-religieuse prêche la réforme de la religion et préconise la création d'un Etat islamique qui assurerait la cohésion morale et politique des pays musulmans (pan-islamisme). En 1924 après la chute du califat ottoman et la dislocation du monde musulman partagé entre les puissances européennes elle acquiert une plus grande audience. De nombreux journaux publiés au Moyen-Orient (« *El Manar* », « *Le Rassemblement islamique* » etc.) mènent une intense propagande en faveur du mouvement.

Sous l'influence de Mohamed Abdou, grand muphti d'Egypte, puis de ses disciples groupés autour de Rachid Rida, animateur du « *Manar* », le mouvement s'étend à l'Algérie où il rencontre de fervents défenseurs parmi les lettrés algériens de formation arabe (Oulamas).

La plupart de ces lettrés, dont Ben Badis est le plus représentatif, appartiennent à de riches familles musulmanes, ce qui leur permet de poursuivre des études religieuses dans les universités islamiques de Tunis (Zitouna) et du Moyen-Orient (durant la période de guerre. De retour en Algérie, un

certain nombre d'entre eux (Ibrahimi, El Mili, Tewfiq El Madani, Mohamed El Id) se regroupent autour de Ben Badis et travaillent à la création d'une organisation religieuse qui leur permette de faire entendre leur voix. Cette idée qui sera le thème central des premières années de propagande des Oulamas fait écho aux directives du « *Manar* », préconisant la constitution de partis réformateurs modérés dans les pays arabes.

Pour faire connaître leurs points de vue, les Oulamas publient des revues et des ouvrages doctrinaux. Dès 1925, Ben Badis fonde un journal, « *El Muntaqid* », bientôt suivi de « *El Chihab* » qui sera l'organe principal du mouvement. En même temps, ils mènent des campagnes de prédication dans les mosquées et lancent à partir de 1930 l'enseignement de la langue arabe dans des écoles libres.

L'action des réformateurs musulmans n'a qu'une influence mineure à l'origine. Ils ne touchent pas les masses populaires. Leur mouvement se développe essentiellement au sein de la couche de notables arabisants (dans le Constantinois surtout) dont il exprime les aspirations. Ces notables apportent un soutien efficace à l'action des Oulamas. Ils financent en grande partie le budget du mouvement, ainsi que la construction d'écoles, de mosquées et autres institutions servant de tribune à leur propagande.

Une association religieuse

En 1931, à l'initiative d'un bourgeois d'Alger, Amar Ismail, impatient de voir exister une organisation des Oulamas, les réformateurs créent l'Association des Oulamas Musulmans Algériens. Cette association regroupe au sein de sa direction les principaux initiateurs du mouvement, et dès sa fondation, elle est présidée par Ben Badis. Son but n'est pas directement politique, mais religieux.

« *L'Association devra être uniquement une association de direction spirituelle, destinée à relever le peuple (musulman algérien) de sa déchéance intellectuelle et morale, vers les plus hauts degrés du savoir et de la moralité, dans le cadre d'or de sa religion et dans la voie de son Prophète... En aucun cas, elle ne devra avoir le moindre rapport avec la politique, ou tout ce qui touche au domaine politique* » (« *El Chihab* », mars 1931.)

Durant les premières années, l'action de l'Association se situe essentiellement sur le terrain de la religion où les Oulamas entendent imposer leur suprématie en tant que représentants d'un Islam moderne, purifié des influences et des pratiques maraboutiques. De ce fait, ils engagent une lutte acharnée contre les marabouts,

« *Imposteurs, trompeurs, faux thaumaturges..., soi-disant héritiers d'une tradition religieuse illégitimement héréditaire* » (« *El Chihab*, février 1930.)

Mise à part leur opposition aux agents officiels du Culte, installés et entretenus par l'Administration coloniale, les Oulamas se manifestent peu sur la scène politique.

Cependant, l'évolution de la situation des années 1933-1934, marquée par la crise économique et une intense agitation sociale, accentue leur engagement politique. Quittant le cadre strictement confessionnel, ils se lancent aux côtés des autres partis dans le débat politique, notamment sur la question de l'octroi des droits politiques aux indigènes, question qui domine l'actualité algérienne durant les années trente.

ABDELHAMID BEN BADIS
1889-1940

Né en 1889 à Constantine, d'une famille de notables, son grand-père Al Mekky a été décoré par Napoléon III en personne ; son père était membre du Conseil supérieur et très influent à Constantine. Grâce à son père et à ses deux frères — l'un avocat, l'autre délégué financier — il put se consacrer sans souci matériel aux études religieuses. Il fréquente l'école coranique, puis entre en 1908, à l'université de Tunis (Zitouna) d'où il ressort diplômé en 1912. Il retourne alors à Constantine, qu'il quittera de nouveau en 1914 pour se rendre au Moyen-Orient.

Durant son séjour, (période de la guerre), Ben Badis rencontre les réformateurs musulmans — notamment Hamdân Wanisi à Médine et le cheikh Bahit au Caire — dont l'influence sera déterminante sur son orientation religieuse vers le réformisme.

De retour en Algérie, il entreprend la diffusion des idées réformatrices dans la Mosquée Verte de Constantine. En 1925, il s'entoure de quelques lettrés arabisants — Al-Ibrahimi, Al Oqbi, Tewfik et Madani — et fonde « El Muntaqid » puis « El Chihab » donnant ainsi naissance au mouvement réformateur algérien.

La propagande de Ben Badis aboutit en 1931 à la création de « L'Association des Oulamas Musulmans Algériens » dont il sera le président jusqu'à sa mort, le 16 avril 1940.

BACHIR AL IBRAHIMI
1889-1965

Il est né à Bougie en 1889.

En 1912, il se rend au Moyen-Orient. Il fait ses études en Arabie et en Syrie où il est influencé par le mouvement pan-islamique et la Salafya, mouvement qui préconise le retour aux sources pures de l'Islam.

De retour en Algérie, en 1922, il s'établit dans l'enseignement libre à Sétif, puis il rejoint Ben Badis et collabore à la rédaction d'« El Chihab ».

En 1931, il est nommé vice-président de l'Association des Oulamas qu'il représente à Tlemcen. Il en deviendra président après la mort de Ben Badis en 1940.

En 1952, Al Ibrahimi émigre vers le Moyen-Orient. Il y restera jusqu'en 1962.

Après l'indépendance, il retourne en Algérie où il meurt le 20 mai 1965.

Les positions politiques des Oulamas se précisent. Elles sont exprimées par Ben Badis en ces termes :

« Nous voulons que l'Algérie devienne un protectorat (...) c'est-à-dire une nation démocratique sous la protection de la France (...) Nous ne voulons pas de l'assimilation parce qu'elle est impossible et qu'elle nous fait perdre notre personnalité. Nous ne voulons pas non plus de l'indépendance absolue parce que nous ne sommes pas assez forts pour la défendre. (...) Le nationalisme musulman algérien (...) n'est nullement un séisme destructeur, ni un dynamisme agressif et perturbateur. Non, c'est le sursaut d'une nation qui entend rester vivante, garder le souvenir de ses ancêtres, sauvegarder ses caractéristiques nationales, conserver l'héritage de son passé. Cette nation tendra la main du loyalisme, de l'amitié, de la sympathie, de l'attachement à la République française ; à la condition que celle-ci de son côté lui tende une main loyale et amie. »

Refus de l'assimilation

Les positions énoncées ici, refus de l'assimilation mais acceptation de la souveraineté française, constituent la règle de conduite

politique des Oulamas. Elles reflètent les aspirations de la fraction arabisante de la bourgeoisie algérienne, composée de riches notables, privilégiés de la colonisation, qui forment la base sociale du mouvement. En tant qu'arabisants, rejetés et méprisés par l'Administration coloniale, les Oulamas s'appuient sur la religion pour affirmer l'existence d'une nation algérienne arabo-islamique inassimilable à la France. Sur ce point, ils se distinguent de « l'élite » musulmane francisante dont ils dénoncent les tendances assimilationnistes. « El Chihab » d'avril 1930 résume en ces termes la profession de foi de Abbas : « En marge du nationalisme, la France, c'est moi ! » :

« Nous, de notre côté, nous avons cherché à travers les pages de l'histoire ; nous avons cherché dans le présent ; et nous nous sommes rendus compte que la nation algérienne s'est formée et qu'elle existe, comme se sont formées et comme existent toutes les nations de la terre. Cette nation algérienne musulmane, ce n'est pas la France, ce n'est pas possible qu'elle soit la France ; elle ne veut pas devenir la France ; et même si elle le désirait, elle ne le pourrait pas. Bien au contraire, c'est une nation totalement éloignée de la France par sa langue, par ses mœurs, par ses origines ethniques, par sa religion. Elle ne veut point d'assimilation. Elle a une patrie qui lui est propre, l'Algérie, avec ses frontières actuelles bien connues, et qui est administrée par le Gouverneur général, nommé par le Gouvernement français. Ce pays algérien musulman est un ami loyal de la France. Sa loyauté n'est pas extérieure, elle vient du cœur. Son dévouement pour la France est celui d'un ami pour son ami, non pas celui d'un sujet pour son maître ».

Contre l'assimilation, les Oulamas lancent leur mot d'ordre : « L'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie ». Ils combattent la francisation des Algériens par les influences modernistes (jeux, danse, alcool, tabac, etc.) et s'opposent de façon intransigeante à la naturalisation dès lors qu'elle implique l'abandon du statut personnel musulman.

« Les cinq millions de musulmans algériens n'acceptent ni la naturalisation, ni aucun droit octroyé sous condition de la naturalisation. Ils préfèrent mourir pauvres, démunis de tout, aveugles et muets, plutôt que de vivre en renonçant à leur religion ». (« El Chihab », juillet 1935.)

La défense du statut musulman est fondamentale pour les Oulamas car c'est leur propre idéal, (être les représentants d'une nation algérienne fondée sur les institutions islamiques) qui est remis en cause par le rejet de ce statut. Ils concentrent tous leurs efforts pour développer la langue et la culture arabes et mènent une intense propagande en faveur de l'indépendance du culte et de la magistrature musulmans.

La position anti-assimilationniste des Oulamas a un écho favorable auprès des gens du peuple chez qui elle reçoit bien souvent une interprétation nationaliste anti-française, conforme à leur aspiration à l'indépendance. De ce fait, leur mouvement connaît une certaine extension, surtout dans les zones urbaines où se constituent quelques noyaux de sympathisants. Cela ne manque pas d'inquiéter les autorités coloniales qui réagissent par les circulaires Michel de février 1933 interdisant aux Oulamas le prêche dans les mosquées officielles ainsi que la publication de leurs journaux. Seul, « El Chihab », bénéficiant de la bienveillance de l'Administration, par suite des bons rapports qu'entretenait avec elle la famille de Ben Badis, continue de paraître.

Refus du nationalisme

Cependant, en dépit de ce rejet de l'assimilation, le mouvement des Oulamas n'ap-

partient pas au mouvement nationaliste. En effet, étant liés par leurs intérêts à la colonisation, les Oulamas ne remettent pas en cause le système d'exploitation colonial. Bien au contraire, en tant que bourgeois adversaires du « communisme maudit... contraire au véritable Islam », ils soutiennent le capitalisme qui, d'après eux, a été bénéfique pour l'Algérie.

« La France compte près d'un siècle en Algérie. Nul ne conteste ses bienfaits en matière de sécurité, de mise en valeur du pays et à tous les points de vue du progrès économique. Malheureusement, elle n'a pas même réalisé l'équivalent de la moitié de ces bienfaits en ce qui concerne l'amélioration de l'état intellectuel et moral des populations indigènes... » (« El Muntaqid » n° 1, 1925).

En conséquence, les Oulamas ne conçoivent « d'autre politique que celle de l'attachement à la France ». Pour eux, l'Algérie doit évoluer dans le cadre et sous la conduite de la France « de sorte que par son progrès, sa liberté, son bonheur, l'Algérie apparaisse comme un modèle d'administration française et de coopération franco-indigène, et que la France puisse s'en glorifier devant les puissances qui sont fières de l'œuvre accomplie dans leurs colonies libres » (« El Chihab », avril 1936.)

Dans cette Algérie, les Oulamas revendiquent leur place aux côtés de l'autorité souveraine dont ils espèrent davantage de considération. C'est pourquoi :

« Nous faisons appel à la France... pour qu'elle relève notre niveau intellectuel et moral... en nous associant véritablement à la gestion des affaires économiques et politiques de notre patrie algérienne » (« El Muntaqid » n° 1, 1925.)

Quant aux masses populaires, leur sort est laissé à la bonne volonté de la puissance coloniale, car les Oulamas sont convaincus que :

« le peuple algérien est un peuple faible et peu évolué. Il éprouve la nécessité vitale d'être sous l'aile protectrice d'une nation forte, juste et civilisée qui lui permette de progresser dans la voie de la civilisation et du développement. De telles qualités, il les trouve en la France, à laquelle il se sent lié par des liens d'intérêt et d'amitié » (« El Muntaqid » n° 1, 1925.)

Mépris du peuple

En fait, les Oulamas considèrent le peuple comme une masse d'ignorants plongés dans l'obscurantisme donc méprisables. Loin des masses populaires, les Oulamas sont étrangers à leurs préoccupations. Aussi les aspirations fondamentales de celles-ci (fin de l'exploitation, de la misère, des inégalités, etc.), sont-elles mises au second plan sinon complètement ignorées par la doctrine des Oulamas pour qui « la propriété de l'individu est comme une partie de sa personne physique, il la défendra comme il défendrait son propre corps », et qui justifie ainsi les inégalités sociales et la misère populaire.

« L'inégalité des hommes selon la fortune tient à la sagesse divine » (« El Chihab », juillet 1930.)

Ils condamnent toute tentative d'y remédier par la violence, ce qui les amène à s'opposer de toutes leurs forces au mouvement nationaliste.

Les revendications des Oulamas sont en fait dictées par leurs intérêts de classe. S'ils sont intransigeants quant à la sauvegarde de la personnalité algérienne, ils ne le sont pas moins quant à leur attachement à la France, et au système d'exploitation qu'elle a établi. Ben Badis justifie ce double caractère par la distinction qu'il fait entre les notions de « nationalité ethnique » (ginsiya qawmiya) et celle de « nationalité politique » (ginsiya siyasiyya). La première se définit par la religion, la langue, les mœurs..., propres à la communauté mu-

sulmane, tandis que la seconde désigne les conditions civiles et politiques (les droits et les devoirs) propres à cette communauté à un moment donné de son histoire. Pour Ben Badis,

« il est possible que dure l'union entre deux peuples de nationalité ethnique différente si l'un et l'autre assurent en toute équité et loyauté les liens mutuels qui découlent de leur commune nationalité politique instituée en vertu des circonstances et commandée par l'intérêt commun » (« El Chihab », février 1937.)

Une action réformatrice

La doctrine politique des Oulamas se concrétise dans leur action réformatrice modérée aux côtés des « évolués » et du Parti Communiste Algérien contre les positions nationalistes du P.P.A.

Dès 1933, les Oulamas développent leur action. D'une part, ils avancent leurs propres revendications religieuses, tendant à sauvegarder les caractères spécifiquement musulman. Ils réclament le droit d'organiser librement l'enseignement de la langue arabe (création d'écoles libres...) et la diffusion de la culture islamique (droit de parole dans les mosquées...). D'autre part, ils apportent leur soutien aux revendications de la Fédération des Elus, tendant à consolider les liens politiques avec la France. Ainsi, ils se prononcent en faveur de la proposition Violette, laquelle prévoit l'octroi de la citoyenneté française à certaines catégories de civils et militaires musulmans, ainsi que l'amorce d'une représentation indigène au parlement français. Les Oulamas reprochaient cependant à ce projet d'admettre la naturalisation comme condition au droit de vote pour les musulmans. La proposition Violette, violemment combattue par les colons, est rejetée par le Sénat en mars 1935. L'opposition systématique des colons à toute réforme en faveur des indigènes décide les Oulamas à se tourner vers le gouvernement de la métropole dont ils espèrent davantage de compréhension. La même année, ils profitent du voyage en Algérie du ministre de l'intérieur, Marcel Régnier, pour lui présenter leurs doléances, notamment la levée des mesures interdisant depuis 1933 certains de leurs journaux et le libre préche dans les mosquées. De même que les « élus », ils assurent le Ministre de leur fidélité à la France. Mais le gouvernement, inquiet de l'intense agitation sociale, répond par le décret Régnier qui réprime « toute manifestation contre la souveraineté française ». Les Oulamas, pourtant déçus par cette fin de non-recevoir, se révèlent particulièrement dociles à ce décret :

« Nous pouvons affirmer avec force que ce décret, s'il était appliqué avec équité, ne nuirait à aucun musulman algérien. Car le musulman algérien ne revendique que le bon droit et les réformes dans la paix et le calme le plus complet. Sa soumission aux lois quelles qu'elles soient n'est-elle pas proverbiale ? » (« El Chihab », mai 1935.)

Le congrès musulman

En 1936, la victoire du Front Populaire en France réveille les illusions réformatrices des Oulamas. Fondant leurs espoirs dans le nouveau gouvernement, ils lancent un appel aux autres partis pour réaliser une union de soutien au Front Populaire et faire triompher les revendications des représentants indigènes. Cette union se concrétise avec la tenue du premier Congrès Musulman le 7 juin 1936. Ce congrès regroupe les Elus, les Oulamas et le P.C.A., mais écarte l'Etoile Nord-Africaine pour ses positions nationalistes contraires aux aspirations des congressistes. Ben Badis présente devant le congrès les revendications de son mouvement devenu plus exigeant. Il demande : la reconnaissance officielle de la langue arabe avec liberté d'enseignement dans les établissements privés ; l'indépendance

du culte : les mosquées doivent être remises aux musulmans, des crédits doivent leur être affectés par le budget de l'Algérie proportionnellement au produit des biens habous y afférant ; un institut d'études supérieures religieuses doit être créé ; la réforme de la magistrature. Cheikh El Oqbi exprime ensuite la confiance des Oulamas dans le nouveau gouvernement et réaffirme leur fidélité à la France :

« On nous traite de destouriens, de wahabites, alors que nous ne sommes et ne voulons être que français musulmans », déclare-t-il.

Ainsi, ils collaborent à la Charte du Congrès, reprenant les doléances des notables indigènes. Cette charte demande le rattachement pur et simple de l'Algérie à la France, avec octroi de la citoyenneté française dans le statut personnel musulman. Les Oulamas désireux de la voir aboutir prennent part à la délégation qui se rend en France la présenter au gouvernement Blum. Mais malgré sa modération, cette charte est rejetée. Néanmoins, Blum promet de soumettre au Parlement un projet de réforme prévoyant l'admission « de certaines catégories de sujets français en Algérie » à « l'exercice des droits politiques des citoyens français sans qu'il en résulte aucune modification de leurs statuts ou de leurs droits civils ».

Bien qu'il ne tienne pas compte de leurs revendications spécifiques, les Oulamas voient dans ce projet dit « Blum-Violette » une manifestation du libéralisme français et l'acceptent comme « étape provisoire devant être rapidement suivi d'autres étapes ». Aussi ils s'engagent complètement dans le front de soutien au projet, issu du premier congrès musulman, et prennent aux côtés de leur allié, le P.C.A., une part active à la lutte contre l'Etoile Nord-Africaine puis le P.P.A., hostiles à ce projet.

Contre l'extrémisme du P.P.A.

Les Oulamas se posent concrètement en adversaires des nationalistes sur tous les fronts. A la propagande de l'Etoile qui appelle à la lutte pour arracher l'indépendance totale de l'Algérie, ils opposent l'idée d'une indépendance octroyée par la France :

« Il n'est pas imaginable, il est même parfaitement possible qu'un jour vienne où la politique coloniale en général et particulièrement celle de la France, se modifiera en sorte que l'Algérie deviendra un pays jouissant d'une large indépendance. Alors la France pourra s'appuyer sur l'Algérie comme peut s'appuyer un peuple libre sur un autre peuple libre. Voilà l'indépendance que nous représentons. Il ne s'agit point de l'indépendance rêvée par nos criminels adversaires, l'indépendance dans le feu et le sang. Cette indépendance-là, nous la gagnerons avec le temps et avec l'aide de la France. Cette indépendance-là, nous ne la redoutons pas ; et nous ne craignons pas d'en parler » (« El Chihab », juin 1936.)

Au fond, les Oulamas refusent la lutte des masses, car c'est leur propre situation en tant que bourgeois qui risque d'être remise en cause par cette lutte. Aussi dénoncent-ils l'esprit de parti et l'agitation politique des nationalistes. Une commission départementale du congrès musulman, réunie le 4 octobre 1936,

« condamne l'agitation qui se perpétue et se renforce à travers le pays au détriment de l'ordre social et de la tranquillité publique ; dénonce et désapprouve les appels adressés aux musulmans tendant à les embrigader dans les groupements de désordre (Jeunesse verte, Armées vertes du Prophète) au grand dommage de l'unité des musulmans algériens ».

Le 23 janvier 1937 des militants de l'Etoile sont violemment expulsés d'un meeting organisé par le Congrès.

Parallèlement à leurs prises de position anti-nationalistes, les membres du Congrès musulman multiplient leurs appels en direction de la Métropole pour demander le vote du projet Blum-Violette par le gouvernement.

Le deuxième congrès musulman, qui se tient en juillet 1937, toujours sans le P.P.A., lance le dernier appel qui, comme les précédents, ne sera pas entendu, car le projet, violemment combattu par les maires d'Algérie, est abandonné en 1938. C'est l'échec du congrès musulman qui se disloque. La politique des Oulamas est dans l'impasse. Pour en sortir ils appellent de nouveau à la constitution d'un front « en vue de résister à cette politique de l'administration, des colons et des maires, en vue de refaire l'union des énergies musulmanes groupées naguère au sein du Congrès » (La Défense 5-11-1937.) Ils s'allient au P.C.A. aux anciens combattants et à quelques élus pour former le « Rassemblement franc-musulman algérien » qui n'aura pas plus de résultats que le Congrès musulman.

Echec du réformisme musulman

C'est l'échec total de l'action politique des Oulamas dont le congrès musulman aura été la manifestation la plus marquante. Ben Badis exprime ainsi la déception de son mouvement :

« Nous avons toujours affirmé que nous ne sommes ni contre la France, ni contre les hommes qui la représentent, mais malgré cette modération, les Oulamas n'ont pas été entendus, et puisque nous ne sommes pas écoutés, abstenons-nous cette année de toute protestation, de toute manifestation » (« La Défense », 28 septembre 1938.)

Les Oulamas se feront désormais plus discrets sur la scène politique. Désespérant du libéralisme de la France, ils se tournent vers la propagande essentiellement religieuse. Mais leur mouvement, touché par le décret de janvier 1938 fermant certaines mœurs et rongé par des dissensions internes, s'affaiblit (El Oqbi quitte l'Association et fonde une organisation rivale.)

A partir de 1940, Ibrahim succède à Ben Badis à la tête de l'Association. Les Oulamas réapparaissent aux côtés des Elus au sein des AML, dont ils appuient les revendications. Après 1946, ils se contenteront de calquer leur attitude sur celle du mouvement de Abbas, l'U.D.M.A. dont ils soutiendront les campagnes électorales montrant clairement de quel côté ils se situaient. On les retrouvera en 1951, dans le « Front Algérien » au côté des autres mouvements.

En 1954, ils seront surpris par l'insurrection du 1^{er} novembre. El Bassaïr du 5 novembre se contente de rappeler les faits en précisant :

« A l'heure qu'il est, nous ne possédons pas de détails suffisants sur ces événements et sur leurs causes et nous n'avons en notre possession que ce qu'ont rapporté les journaux et les agences de presse. Nous ne pouvons faire le moindre commentaire sur ces événements jusqu'à ce que nous apparaisse la vérité. Ce n'est pas à Al Bassaïr de s'engager dans cette voie ».

Ce n'est que le 4 février 1955 que l'Association publie dans « Al-Bassaïr » n° 304 une déclaration, officielle, dans laquelle elle condamne la répression coloniale en ces termes :

« L'Association des Oulamas musulmans algériens a pris une position ferme vis-à-vis des événements auxquels a fait face le pays depuis le 1^{er} novembre et elle a participé par l'intermédiaire de son journal, « Al-Bassaïr », à la dénonciation des méthodes sauvages et atroces qu'a utilisées l'autorité pour tenter de réprimer le mouvement de révolte par la terreur et la violence ».

En 1956, ils se rallient au F.L.N., en même temps que l'UDMA après avoir dissout leur mouvement.

Le mouvement des évolués ou l'impossible assimilation

“ De la colonie à la province ”

Nous examinerons ici les positions et les actions de mouvements ou de personnalités représentant une mince couche de la population algérienne, celle qui a été touchée par l'instruction en langue française et qui se définit ainsi dans le Manifeste de 1943 signé de ses principaux représentants :

« En 1892, la France, fidèle à sa mission éducative, amorce la création de l'enseignement français pour les indigènes. Ceux-ci mettent à profit cette création pour constituer, peu à peu, une élite intellectuelle, paysanne, artisanale et ouvrière.

Cette élite adopte les idées de l'Occident, sa technique, ses méthodes de travail. Elle assimile sa culture, son enseignement. »

Cette « élite », comme ses représentants aiment eux-mêmes à se qualifier, est en effet le produit de la colonisation qui forme les auxiliaires indigènes (employés, instituteurs) nécessaires à l'encadrement du peuple algérien afin de renforcer sa domination comme l'exprime cet extrait d'un rapport fait à la Chambre des Députés en 1892 :

« A quoi sert l'instruction, si elle ne fait que des déclassés... autre chose est de former de futurs citoyens, des esprits libres ! raisonnateurs, critiques même ; autre chose d'initier de pauvres arabes ou kabyles aux premières notions de la langue française, du calcul, à quelques idées saines sur la place respective de l'Algérie et de la France dans le monde et sur les découvertes et les idées qui font la force de la civilisation moderne... Il importe encore que les indigènes aient de notre patrie l'idée la plus élevée et la plus pure... Notre situation serait bien plus solide si les indigènes en arrivaient à penser : les Français sont forts et généreux ; ce sont les meilleurs maîtres que nous puissions avoir. »

Cette politique aux résultats très modestes est pourtant rejetée par les colons d'Algérie dont le Congrès de 1908 « considérant que l'instruction des indigènes fait courir à l'Assemblée un véritable péril, tant du point de vue économique qu'au point de vue du peuplement français, émet le vœu que l'instruction primaire des indigènes soit supprimée. »

Les colons, pour la plupart français de fraîche date et dont le mépris de l'Algérien cache mal l'ignorance et l'inculture, voient en effet d'un mauvais œil l'émergence d'une

couche d'indigènes « cultivés » susceptibles de vouloir jouer un rôle ou de leur disputer les places dans l'Administration. Ce que ne manquent pas de faire les nouveaux instruits : « La jeunesse musulmane instruite ne sait que faire de son instruction... pas d'emplois à espérer ni même voir écoutée au chapitre pour dire son mot — même dans les affaires locales, même dans les choses exclusivement indigènes. »

Pour exprimer leurs points de vue ils publient des journaux ; la plupart en langue française : Le Rachidi, l'Islam, La Tribune, Attaqadum, Le Trait d'Union, l'Ikdam... Mais, ces musulmans instruits, s'ils sont en butte à l'opposition farouche et aveugle des colons d'Algérie ne remettent pas pour autant en cause la souveraineté française en Algérie. Au contraire, ils militent pour cette revendication de l'« Islam » du 24 avril 1911 : « L'assimilation, voilà le but que nous poursuivons. » Ils se regroupent dans un mouvement appelé « JEUNE ALGERIEN » par référence aux mouvements « Jeune Turc » et « Jeune Tunisien ».

Les « Jeunes Algériens » revendiquent la suppression du « code de l'indigénat » et des inégalités fiscales, la diffusion de l'enseignement, l'augmentation du nombre de leurs représentants dans les assemblées élues. La compréhension qu'ils ne trouvaient pas auprès des autorités coloniales en Algérie, ils la recherchent auprès du gouvernement français à Paris auquel ils envoient des délégations.

En Algérie même, ils développent une activité en faveur de la scolarisation dans les villes (Amicale des Sciences Modernes, Rachidia Tewfikuya à Alger, Cercle Salah Bey et Cercle du Progrès à Annaba) et même dans certains villages (Djemaa Saharidj). Mais, par rapport aux masses populaires, leur audience est limitée. Ils regroupent environ un millier d'adhérents dont une centaine de membres actifs. L'intelligentsia algérienne des années 1910 ne compte, en effet, pas plus de 25 médecins, professeurs ou avocats et quelque 200 instituteurs musulmans. En 1907-1908 il y a 25 étudiants en droit, 12 en médecine, 10 en lettres et 240 dans les médersas (formation d'agents du culte et de la justice musulmane). Il faut y ajouter quelques commerçants et industriels indigènes (riches donc « repré-

sentatifs »).

La décision du gouvernement français d'instituer la conscription obligatoire permet aux « Jeunes Algériens » de préciser leurs revendications. « Nous voulons bien être soumis à l'impôt du sang, mais en compensation de nos services, nous demandons uniquement l'obtention des droits de citoyen français. » Il faut souligner ici que certaines catégories de musulmans (les diplômés notamment) pouvaient se faire naturaliser et acquérir ainsi la citoyenneté française. Mais, en même temps, ils échappaient au code coranique (qui régissait les Algériens Musulmans sous le nom de « Statut Personnel »). C'est pourquoi les naturalisés étaient considérés comme des renégats par la communauté musulmane qui les rejetait. Leur nombre était très faible (moins de 2 000 à l'époque) et la majorité des « Jeunes Algériens » étaient opposés à cette solution. « L'indigène n'acceptera pas la qualité de citoyen français dans un statut autre que le sien pour une raison essentiellement religieuse » déclare leur chef de file, l'Emir Khaled.

Khaled ne ménage pas ses attaques aux naturalisés (notamment Soualah rédacteur du journal « Ennacih » financé par le gouvernement général) ni au régime colonial. « Si la politique de l'Administration locale est basée sur la destruction de la langue de la religion et sur l'appauvrissement de la population, elle a pleinement réussi, car la population est ignorante, la religion est affaiblie, la pauvreté est devenue presque générale. »

Mais, ceci n'en fait pas un nationaliste, car sa défense intransigeante de la personnalité musulmane, s'accommode très bien du respect de la souveraineté française : « Nous voulons toujours rester sous la tutelle de la France métropolitaine, seule capable de diriger avec équité les intérêts de tous les éléments de la population. »

La revendication des « Jeunes Algériens » est le fait de notables conscients de leur spécificité culturelle et religieuse et qui demandent — dans le cadre de la colonisation — à ce que l'on fasse plus cas d'eux-mêmes, que l'on fasse plus appel à eux pour parler au nom des « indigènes », mais sans les obliger à renier leurs coutumes et leurs croyances.

Le programme de Khaled est d'ailleurs

C'est le petit-fils de l'émir Abdelkader. Né à Damas en 1873, il arrive en Algérie avec son père en 1892.

Envoyé comme boursier au lycée Louis-le-Grand, il est admis à l'école militaire de Saint-Cyr en 1893. Il retourne en Algérie sans avoir fini ses études. Il partage le sort de sa famille assignée à résidence à Bousaada.

Les autorités militaires obtiennent qu'il rejoigne Saint-Cyr pour y terminer ses études.

Refusant de se naturaliser, il est fait « officier à titre indigène ». Il sert au Maroc en 1907 et est promu capitaine en 1908.

Ulcéré par la situation faite aux Algériens et froissé dans son amour-propre par la condition faite à sa famille par les autorités françaises, il devient opposant politique dans le cadre du mouvement « Jeunes Algériens », dont il est une personnalité marquante. Il anime un journal « l'Ikdam ».

Après sa retraite en 1919, il se présente aux élections en Algérie.

En 1924, il entreprend un cycle de conférences à Paris, faisant le procès de l'administration coloniale.

Condamné à l'emprisonnement, il doit retourner à Damas où il meurt le 6 janvier 1936.

Né le 24 octobre 1899 au douar Béni Affer (Sétif). Son père est maquignon pour le compte d'un colon, avant d'être nommé caïd, puis bachagha, et enfin élevé au rang de commandeur de la Légion d'Honneur.

Abbas fait ses études primaires à Djidjelli et secondaires au lycée de Constantine comme boursier d'Etat. Après son service militaire à Bône (Annaba) en 1923, il entreprend des études de pharmacie d'abord à Alger, puis à Paris.

En 1926, il est élu président de l'association des étudiants de l'Université d'Alger et commence à écrire des articles politiques dans différents journaux comme « At-Takadom » (Le Progrès) et « Trait d'Union ».

En 1932, il s'installe comme pharmacien à Sétif et adhère à la « Fédération des Elus Musulmans de Constantine » présidée par le Docteur Bendjelloul.

Durant l'année 1933, il devient conseiller général de Constantine et publie dans le journal « L'Entente » des articles qui prêchent l'assimilation.

En 1935, il est conseiller municipal de Sétif puis délégué financier d'Alger.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, Ferhat Abbas se porte volontaire et, en septembre 1939, il est incorporé dans une unité sanitaire à Troyes, mais il est démobilisé en août 1940.

Il rédige le « Manifeste du peuple algé-

rien » suivi d'un « Projet de réformes » en février 1943 et il est à l'origine de la fondation des « Amis du Manifeste et de la Liberté » (A.M.L.).

Arrêté le 8 mai 1945, alors qu'il allait féliciter le gouverneur général Yves Chataigneau pour la victoire des Alliés, il est libéré le 16 mars 1946. Il crée l'U.D.M.A. (Union Démocratique du Manifeste Algérien). Depuis ce jour et jusqu'au 26 avril 1956, date à laquelle il annonce officiellement au Caire son adhésion au F.L.N., son action aura pour cadre les élections et la participation, aux assemblées comme député conseiller de la République, délégué à l'Assemblée Algérienne.

En septembre 1958, il est nommé premier président du G.P.R.A. (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne). Trois ans après, il est remplacé par Ben Khedda lors de la réunion du C.N.R.A. (Conseil National de la Révolution Algérienne) à Tripoli du 5 au 22 août 1961. A la fin de la guerre de libération, Abbas rejoint Benbella et le groupe de Tlemcen.

Le 25 septembre 1962, il devient président de l'Assemblée Constituante.

Mais sa conception de la démocratie ne s'accorde pas avec le régime du parti unique de Khider et Benbella. Il démissionne. Le 14 août 1963, en déclarant qu'« on ne prostitue pas la Constitution dans une salle de cinéma ».

Depuis il vit à l'écart de toute action politique.

nettement assimilationniste (donc anti-national) dans la mesure où il réclame l'accès des indigènes à la citoyenneté française dans le cadre du statut personnel musulman et leur représentation au Parlement français.

Selon certains (et les « communistes » algériens sont du nombre, sans doute pour justifier leurs positions anti-nationales) la revendication de l'assimilation serait justifiée par la nécessité de s'opposer aux menées séparatistes des colons. « Alors que la population européenne d'Algérie demande une extension de plus en plus grande de l'autonomie algérienne et amoindrit le lien qui nous unit à la métropole, nous indigènes, nous ne cesserons au contraire de réclamer le rattachement pur et simple de l'Algérie à la France. »

L'argument est fallacieux et ne mériterait guère d'être retenu s'il n'expliquait le fond de la position de tous les « évolués » et réformistes en Algérie. Une distinction subtile est faite entre « la France démocratique » dépositaire des principes de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et le régime colonial synonyme d'injustice et d'arbitraire. Contre ce dernier, les « évolués » font appel à l'arbitrage de la Métropole, selon le mot de Khaled : « Déçu l'élus musulman se tourne vers la France, vers la mère-patrie, vers elle seule. »

Ainsi, le premier mouvement politique cohérent et relativement important, né en Algérie, ne peut être considéré comme appartenant au mouvement nationaliste au sens qu'on donne actuellement à ce terme. Il est le représentant d'une « élite » qui, si elle trouve parfois une audience auprès des masses quand elle se réclame de l'Islam ou de la personnalité algérienne (statut personnel), s'en éloigne lorsqu'elle adopte une position anti-nationale en exigeant l'assimilation (négarion de l'existence d'une nation algérienne différente de la nation française).

Toute l'action des « Jeunes Algériens » se fera avec l'espoir d'obtenir à Paris, des droits et des libertés refusés à Alger, notamment ceux concernant la participation et la représentation électorale des musulmans algériens. Ces droits étaient en effet très minces et il faut en dire un mot ici.

A côté des citoyens français jouissant des droits électoraux métropolitains (représentation

au Parlement français) et participant aux Assemblées locales algériennes, il y avait les étrangers pouvant être naturalisés et les Algériens proprement dit. Ces derniers étaient régis par un statut ne reposant sur aucun texte précis et, en tant que « sujets français indigènes » ils n'étaient en principe ni électeurs, ni éligibles. Cependant, dans les assemblées locales, ils avaient, suivant l'importance de la commune, une représentation de quatre à douze membres dans les Conseils Municipaux, sans pouvoir toutefois dépasser le tiers de l'effectif total. En 1914 Alger compte ainsi quatre conseillers musulmans sur quarante. Ce n'est qu'à partir de 1919 que les élus indigènes purent participer à l'élection du maire et de ses adjoints (qui étaient toujours des Français).

Dans les Conseils généraux, les Musulmans ne pouvaient pas occuper plus d'un quart des sièges. Il faut préciser que dans cette proportion (et c'est le cas aussi pour les Conseils municipaux) sont comptés les élus « Béni-oui-oui » présentés par l'Administration.

Qui est électeur ? Un décret du 13 janvier 1914 donne le droit de vote aux commerçants patentés, aux diplômés et à ceux qui avaient effectué leur service militaire, en tout et pour tout environ 5 000 électeurs musulmans pour toute l'Algérie. La loi du 4 février 1919 votée à la fin de la première guerre mondiale élargit quelque peu le corps électoral.

Au niveau de l'Algérie dans son ensemble, les décrets du 23 août 1898 créent les « délégations financières » chargées de représenter les contribuables algériens. La loi du 19 décembre 1900 accordant une plus grande autonomie financière à l'Administration algérienne élargit la compétence des délégations dont le rôle reste consultatif. La composition des délégations assurait une écrasante majorité aux colonisateurs. Il y en avait trois :

— la première représente les Européens propriétaires de terres et chefs d'exploitation. Appelée « délégation des colons », elle compte 24 membres qui sont, en quelque sorte, l'expression de la colonisation agraire.

— la deuxième représente les Européens non propriétaires terriens, qualifiés improprement de « non colons ». Elle compte 24 membres,

— la troisième délégation est composée de musulmans. Elle compte à l'origine 21 membres désignés jusqu'en 1919, élus ensuite tous les six ans. Ils sont propriétaires pour la plupart et se répartissent ainsi :

● 6 délégués pour la Kabylie, appelés « délégués kabyles » dans les textes coloniaux dans un but de division des Algériens ;

● 5 délégués pour le département de Constantine, 5 pour celui d'Alger et 3 pour Oran ;

● 2 notables (non élus même après 1919) désignés par le gouvernement général pour représenter le territoire militaire du commandement d'Oran.

En 1938, à la suite de l'abandon du projet Blum-Violette, le nombre des délégués musulmans est porté à 24 dont 7 pour la Kabylie.

Les délégations, qui sauf exception siègent séparément, sont coiffées par un Conseil supérieur qui a le pouvoir d'adopter ou de rejeter les décisions et les vœux des délégations financières.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les délégations financières sont remplacées par une « assemblée algérienne » divisée en 60 représentants des citoyens français et 60 représentants des Musulmans.

Le corps électoral est également remodelé (ordonnance du 7 mars 1944). Il comprend deux collèges :

— le collège des citoyens dont les 513 200 inscrits, parmi lesquels 60 000 musulmans naturalisés, représentent la minorité européenne ;

— le collège des non-citoyens compte 1 345 130 inscrits, représentant les 8 millions de Musulmans. Les femmes musulmanes n'ont pas le droit de vote.

Les notables algériens participaient activement à toutes les élections et essayaient de faire entendre leur voix au sein des assemblées. Leur position était soumise à deux influences contradictoires :

— d'une part leur volonté de s'intégrer dans le système français et de jouer le jeu de la participation, ce qui ne leur épargnait pas les humiliations. Ce fut notamment le cas à l'occasion des fêtes du Centenaire de la Colonisation en 1930 où « les élus indigènes constatèrent que dans tous les discours qui avaient été prononcés, pas un mot n'avait été dit sur la collaboration

CHRONOLOGIE

miers bulletins d'adhésion, bilingues, au nouveau parti, font leur apparition. Ils sont rédigés ainsi : « (...) déclare adhérer au M.T.L.D. pour la réalisation d'une constituante algérienne souveraine. »

Le 6 septembre se tient à Alger le premier conseil national du M.T.L.D. Le comité directeur national a comme président Mezerna et comme secrétaires Lahouel et Khidder. En fait, la mise en place du M.T.L.D. s'est faite dans une certaine ambiguïté : tout d'abord le « congrès » de 1947 a été présenté comme ayant été le premier congrès du M.T.L.D. créant une confusion en ce qui concerne le P.P.A. qui bien que n'existant plus officiellement, continuait d'exister clandestinement.

AOÛT

Après des débats houleux à l'Assemblée nationale française, un statut de l'Algérie est adopté le 27 août.

D'après ce statut, l'Algérie devient un « groupe de départements » dotés de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation composée :

1) D'un pouvoir exécutif dirigé par le gouverneur général représentant le gouvernement français qui établit le budget et dirige les services civils. Il est assisté d'un conseil de six membres.

2) D'une assemblée algérienne de 120 membres (60 pour chaque collège) élue pour six ans au scrutin uninominal à deux tours, renouvelable par moitié. Elle a une certaine compétence législative. Elle vote le budget et les impôts (à la majorité simple, mais exceptionnellement les deux-tiers peuvent être requis, ce qui permettait d'éviter une majorité musulmane).

Le statut comporte également :

- la suppression des territoires du Sud et des communes mixtes ;
- le suffrage universel pour les conseils généraux et les conseils municipaux ;
- l'indépendance du culte musulman ;
- le droit de vote pour les jeunes ;
- l'organisation de l'enseignement de l'arabe ;

A côté du projet du gouvernement qui a été adopté, trois autres projets avaient été déposés :

1) **Celui du Parti socialiste**
Prévoyant l'assimilation, les deux collèges, une assemblée algérienne sans pouvoir législatif, un ministre de l'Algérie résident à Alger.

2) **Celui du Parti communiste**
Demandant une République algérienne associée à l'Union française et dotée d'un gouvernement et d'un président du conseil, la double citoyenneté, les deux collèges, une assemblée algérienne (60 membres par collège) souveraine sauf pour les Affaires étrangères et la Défense, un représentant de la France à Alger, la suppression des communes mixtes.

3) **Celui de Ferhat Abbas**
Qui est semblable au précédent, sauf qu'il n'exige pas de gouvernement algérien et qu'il demande un ministre français résident à Alger. La publication de ce statut suscite un mécontentement général aussi bien chez les musulmans que chez les Européens. Son application sera d'ailleurs sans cesse remise en cause.

OCTOBRE

Les élections municipales donnent au M.T.L.D. plus de 80 % des voix. Devant ce succès, Messali décide de faire des tournées de propagande pour préparer les élections à l'assemblée algérienne.

1948

FÉVRIER

Campagne pour les élections à l'assemblée algérienne.

Craignant les conséquences d'élections libres qui pouvaient donner des voix au M.T.L.D., les autorités françaises remplacent le gouverneur libéral Yves Chataigneau par Naegelen, qui vient organiser au vu et au su de tout le monde le truquage électoral à grande échelle.

Par ailleurs, l'administration suscite des candi-

datures officielles chez les musulmans « bényoui-oui » tout en se livrant à des intimidations et des manœuvres pour empêcher les candidats nationalistes de se présenter.

4 AVRIL

Elections pour l'assemblée algérienne. Tous les moyens sont utilisés pour faire « élire » les candidats administratifs (bényoui-oui) du 2^e collège :

— à la veille du scrutin, 32 candidats M.T.L.D. sur 59 sont arrêtés et condamnés ;

— sur les 27 qui restent, 18 seront éliminés par un truquage systématique.

L'opération donnera les résultats suivants : Pour le premier collège, 55 sièges à l'Union Algérienne (colons), 4 aux socialistes et un aux communistes.

Pour le second collège, 41 sièges aux « indépendants » (bényoui-oui), 9 au M.T.L.D., 8 à l'U.D.M.A. et deux aux indépendants socialistes.

A Blida, le candidat M.T.L.D. qui avait 10 647 voix au premier tour se retrouve avec seulement 2 534 voix au second ; le candidat de l'U.D.M.A. passe de 2 791 voix à 16, alors que le bényoui-oui double miraculeusement ses voix entre les deux tours, passant de 8 655 voix à 16 559 voix.

A Guelma, d'un tour à l'autre, le candidat M.T.L.D. passe de 7 665 voix à 715 voix, celui de l'U.D.M.A. de 1 049 voix à 51.

A Annaba, le M.T.L.D. perd 6 448 voix entre les deux tours, tandis que l'U.D.M.A. qui avait obtenu 4 186 voix au premier tour se retrouve avec zéro voix au second tour. Pendant ce temps, le bényoui-oui passe de 3 174 voix à 16 348 voix...

Pour obtenir ces résultats, la fraude a revêtu diverses formes : vote par « procuration forcée » : les électeurs étant dispensés de venir jusqu'aux bureaux ; action directe des caïds dans les salles de vote ; absence de cartes d'électeurs et de pièces d'identité ; bourrage des urnes ; clôture du scrutin à 10 heures du matin, etc.

Toutes ces pratiques ajoutées aux résultats des élections renforcent chez ceux des militants du P.P.A., qui étaient opposés à la voie électoraliste, leur conviction quant à l'inefficacité et au danger de cette orientation.

1950

MARS

A la suite d'un incident dans la région de Tébessa, l'Organisation Spéciale est découverte par la police. Une répression féroce s'abat sur les militants de l'Organisation Spéciale. Les arrestations touchent successivement le Constantinois, l'Algérois, l'Oranais.

12 AVRIL

Un télégramme des élus M.T.L.D., signé Mezerna, Khider, députés d'Alger, Boukadoum, député de Constantine, Belhadi, Bouda, Demagh, El Atrouss, Cherchali, Ferroukhi, Mostefai, délégués à l'assemblée algérienne, proteste contre les arrestations et dénonce les sévices.

14 AVRIL

Lettre du M.T.L.D. au président du conseil. « Depuis un mois, sous prétexte d'un imaginaire complot, la police française pénètre à des heures indues dans les domiciles, fracture les portes, brutalise les familles, perquisitionne et arrête sans mandat. »

19 AVRIL

On apprend que les arrestations touchent Alger depuis le 8 avril. « L'Echo d'Alger » fait des « révélations sur le complot », Jacques Chevalier appelle au meurtre. La thèse officielle est : « L'Algérie est à la veille d'une révolte, des conspirateurs se préparent en stockant des armes, en s'entraînant théoriquement et pratiquement ».

Il y a de 300 à 400 arrestations, 18 fusils, 7 mitraillettes et 25 pistolets saisis par la police.

22 AVRIL

« Alger Républicain », commentant ces arrestations, rejette l'idée d'un complot et lance l'idée d'une provocation policière. « Les complots éclatent quand " on " veut qu'ils

indigène » et cela malgré de pitoyables déclarations de loyauté envers le colonisateur. (Un ancien compagnon de Khaled parle de « cette belle concorde, cette harmonie complète qui règne parmi les populations algériennes ») ;

— d'autre part, la nécessité toute électorale qu'ils avaient de refléter, en partie, les revendications de la masse musulmane, précisément en cette période du « Centenaire » durant laquelle une grave crise économique secoua le système colonial accroissant le chômage et la misère du peuple algérien.

Aussi, à côté de la revendication d'une représentation plus large des notables, notamment au Parlement français, les Elus font-ils figurer des revendications intéressant les Algériens dans leur ensemble comme par exemple la suppression du code de l'Indigénat. Celui-ci soumettait pratiquement la masse des Musulmans algériens à l'arbitraire des préfets, administrateurs ou juges de paix. Des infractions spéciales étaient prévues pour les indigènes et les peines encourues étaient plus fortes que celles du code pénal, notamment en matière de délits forestiers. En vertu de ce code, les Algériens étaient passibles à tout moment d'internement administratif et n'étaient pas libres de se déplacer à leur gré à l'intérieur du pays ou d'émigrer en France. La liberté d'émigration figurait, d'ailleurs, dans le programme de l'Emir Khaled tel qu'il apparaît dans sa lettre au Président du Conseil Edouard Herriot en 1924.

Cependant, dans l'étude des positions des Elus, on peut distinguer deux périodes. La première qui va jusqu'en 1940 et où ils affichent des positions assimilationnistes. La seconde période, qui commence avec la débâcle française de 1940, voit les positions des Elus évoluer vers la revendication d'une relative autonomie interne pour l'Algérie.

Au cours de la première période, regroupés au sein de la « Fédération » du Dr Ben Djelloul et autour des positions exprimées par Abbas dans son livre « Le Jeune Algérien », les élus se défendent farouchement d'être nationalistes et ceci, d'une façon si claire, qu'on ne peut même pas dire à leur décharge qu'ils avaient des considérations de tactique ou des arrière-pensées, nationalistes. Écoutons, plutôt, Abbas dans son article « En marge du nationalisme, la France c'est moi » publié par l'Entente du 23 février 1936 et par La Défense (28 février 1936) : « Nous amis politiques du Dr Bendjelloul, nous serions nationalistes. L'accusation n'est pas nouvelle... Mon opinion est connue : le nationalisme c'est ce sentiment qui pousse un peuple à vivre à l'intérieur de ses frontières territoriales... Si j'avais découvert la nation algérienne, je serais nationaliste et je n'en rougirais pas comme d'un crime. Les hommes morts pour l'idéal patriotique sont journellement honorés et respectés. Ma vie ne vaut pas plus que la leur. Et cependant, je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé. Sans doute, ai-je trouvé " l'empire arabe ", " l'empire musulman " qui honorent l'Islam et notre race. Mais ces empires se sont éteints. On ne bâtit pas sur le vent. Nous avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays... Personne d'ailleurs ne croit sérieusement à notre nationalisme. »

Ces initiatives sont bien vues de la fraction éclairée du colonialisme qui projette de créer au sein de la population algérienne, une couche de notables différenciée de la masse, sur laquelle la colonisation pourrait s'appuyer pour barrer la route au nationalisme. Le gouverneur général Violette représentatif de cette tendance proposera dans ce sens (en 1931) d'intégrer l'élite in-

digène aux électeurs citoyens français. Il s'explique dans son livre : « *L'Algérie vivra-t-elle ?* » : « Dans quinze ou vingt ans, il y aura plus de dix millions d'indigènes en Algérie, sur lesquels près d'un million d'hommes ou de femmes pénétrés de la culture française. Allons-nous en faire des révoltés ou des Français ? Serons-nous assez aveuglés par ce que certains considèrent comme leur intérêt matériel immédiat pour leur sacrifier notre empire africain et le sort du pays... S'il en était ainsi et si la Métropole n'intervenait pas pour imposer un point de vue plus juste et plus humain, l'Algérie serait condamnée » et à propos des « élites » : « Si la France commet la faute impardonnable de ne pas les comprendre ils seront entraînés, comme en Indochine, dans un nationalisme exaspéré. »

Les colons, hermétiques à ce genre de considération, ne voulurent rien céder à ces « évolués » qu'ils considéraient comme leurs pires ennemis. Aussi obtinrent-ils du gouvernement français le rappel de « Violette l'Arabe ».

L'avènement du Front Populaire en France donne un nouvel essor au Mouvement des Elus et aux réformistes en général (PCA - Oulémas), il renforce les illusions sur les possibilités de l'action légale : « la victoire des gauches fait obligation aux champions des droits de l'homme de réaliser sur ce sol où tant de races se coudoient ce qu'une saine et élémentaire justice commande et exige : l'égalité des droits. »

Le Congrès musulman traduira ces aspirations : ce n'est pas un hasard, si le numéro de « la Défense » annonçant sa constitution titre, en réponse au livre de Violette, « *L'Algérie vivra* ». Est-il nécessaire de préciser qu'il s'agit ici de l'Algérie des notables et des « évolués », car l'Algérie des masses populaires est plus sensible aux arguments de l'Etoile Nord-Africaine et du P.P.A. naissant qui posent clairement la question coloniale, limitant ainsi l'influence du Congrès.

L'audience que ce dernier n'arrive pas à avoir auprès des masses, il ne la trouve pas non plus auprès des autorités françaises : « les gauches » au pouvoir ne remettent pas en cause le système colonial. Pour les Elus et leurs amis, c'est une grande déception : « Le deuxième congrès musulman algérien, réuni les 9, 10 et 11 juillet 1937 à Alger, remercie à nouveau le Front Populaire pour l'aide dont ses gouvernements ont fait ou veulent faire bénéficier les populations musulmanes d'Algérie ; constate que les mesures prises sont notoirement insuffisantes ; exprime notamment son amère déception de voir se séparer les chambres sans qu'ait été voté ou même discuté le projet Blum-Violette ; rappelle l'urgence de la réalisation des revendications contenues dans sa Charte du 7 juin qui est un indispensable minimum ; prend acte de la pression victorieuse des factieux algériens sur les pouvoirs publics en ce qui concerne les aspirations du Congrès Musulman Algérien ; décide d'inciter les élus musulmans à tous les degrés à donner leur démission si le projet Violette n'est pas promulgué avant les élections cantonales de cette année ; fait confiance au gouvernement républicain, au Rassemblement Populaire et à tout le peuple de France pour que soit évitée une rupture dangereuse entre pouvoirs publics et masses musulmanes algériennes. »

D'autant que le gouvernement répond par la publication d'un décret en mai 1938 : « Quiconque aura entrepris par quelque moyen que ce soit de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou à l'autorité de la France sur les territoires où cette autorité s'exerce, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 100 à 5 000 francs. »

Le Congrès s'écroule. Abbas fera encore une tentative éphémère avec l'U.P.A. (Union Populaire Algérienne) ouverte à « tout Algérien, sujet français qui se réclame de la nation française et des libertés françaises ».

Tandis que Ben Djelloul après avoir lancé l'idée (soutenue par Ben Badis et quelques personnalités) d'un rassemblement Français-Musulman, pousse, en avril 1939, un cri d'alarme qui est en même temps un constat d'échec : « Malgré l'immense désillusion qui s'est emparée des masses musulmanes, malgré l'intervention des décrets sur les cercles et l'enseignement de la langue arabe, ne perdons pas courage et continuons la lutte avec nos amis des partis de gauche, car je tiens à le dire publiquement, les partis de gauche ont actuellement en nous, membres de la Fédération des Elus Musulmans, leur plus ferme soutien, mais la coupe est pleine et risque de déborder. Je tiens à déclarer pour dégager ma responsabilité et celle des élus musulmans de notre Fédération qu'une trop longue attente pourrait donner lieu à des mouvements que nous, élus musulmans, nous ne pourrions plus endiguer. »

Dans « Le Manifeste du Peuple Algérien » de 1943, Abbas fera ainsi le bilan de cette période, en parlant de la colonisation : « Son refus systématique ou déguisé de donner accès dans la cité française aux Algériens musulmans, a découragé tous les partisans de la politique d'assimilation étendue aux autochtones. » Et il continue, marquant une évolution dans les aspirations de ses amis : « Cette politique apparaît aujourd'hui, aux yeux de tous, comme une réalité inaccessible, une machination dangereuse mise au service de la colonisation. L'heure est passée où un Musulman Algérien demanderait autre chose que d'être un Algérien musulman. »

Au-delà du jeu de mot, cette affirmation constitue une reconnaissance d'une personnalité algérienne que les « évolués » découvrent en partie par déception, mais aussi sans doute parce que la défaite française de 1940 permet l'intervention des Américains qui entrevoient la possibilité d'une pénétration en Afrique du Nord, après y avoir réduit l'influence française. Abbas a-t-il été encouragé dans sa démarche par le représentant des Etats-Unis Murphy ? Le Manifeste fait en tout cas clairement référence aux positions « libérales » des U.S.A. : « Le Président Roosevelt, dans sa déclaration faite au nom des alliés, a donné l'assurance que dans l'organisation d'un monde nouveau, les droits de tous les peuples, petits et grands, seraient respectés. »

Les Elus qui en arrivent ainsi à une conception fédérale des rapports de l'Algérie et de la France, réclament un Etat algérien. Mais, ils mettent en garde dans « l'additif » du Manifeste « pour mettre fin aux bruits tendancieux mis en circulation, les délégués financiers Arabes et Kabyles demandent d'une part, la garantie de l'intégrité et de l'unité du territoire algérien et, d'autre part, la reconnaissance de l'autonomie politique de l'Algérie en tant que nation souveraine, avec droit de regard de la France... » Cette dernière réserve montrant bien qu'il ne s'agit pas encore de la revendication de l'indépendance. La répression de mai 1945 qui dissipe totalement les illusions réformistes au sein des masses, provoque chez les Elus une réaction de classe : entre le soutien des revendications des masses qui impliquait une rupture brutale avec la colonisation et d'autre part une position plus souple leur ménageant certains privilèges (en tant que couche de notables instruits) au sein même du régime colonial, ils choisissent de sauvegarder les avantages acquis par eux et s'engagent dans une politique électoraliste aux revendications modérées. Bien qu'élus par les masses, ils sacrifient les intérêts du peuple (revendication de l'indépendance) aux intérêts de la classe bourgeoise et petite-bourgeoise dont ils sont issus (possibilité de jouer un plus grand rôle dans le cadre d'une autonomie interne). C'est ainsi que malgré les menaces des colons dont il fut lui-même l'objet (demandant l'« exécution sommaire des meneurs, Ferhat Abbas en premier lieu ») Ab-

bas maintient son programme qu'il redéfinit dans un « Appel à la jeunesse algérienne française et musulmane » du 1^{er} mai 1946. « Ni assimilation, ni nouveaux maîtres, ni séparatisme. Un peuple jeune, faisant son éducation démocratique et sociale, réalisant son équipement industriel et scientifique, poursuivant son renouvellement intellectuel et moral, associé à une grande nation libérale. Une jeune démocratie naissante, guidée par la grande démocratie française... Malgré le crime colonial, malgré les provocations et les derniers soubresauts d'un régime condamné, l'Algérie nouvelle, librement fédérée à une France nouvelle, naîtra, grâce à l'action conjuguée des démocrates français et musulmans. »

Ce sera la ligne de conduite de l'U.D.M.A. (Union Démocratique du Manifeste Algérien) qui persistera dans cette voie jusqu'au 1^{er} novembre 1954. C'est ainsi que Abbas, reçu par Mitterrand en août 1954, cherchait encore à obtenir des réformes pour empêcher que l'Algérie ne connaisse les mêmes événements que la Tunisie et le Maroc. Lorsque la guerre de libération nationale sera déclenchée, condamnant sans retour toutes les solutions réformistes, certains membres de l'U.D.M.A., en désespoir de cause, se rallieront tardivement au FLN profitant de l'ouverture faite au Congrès de la Soummam en 1956. Ce qui ne les a pas empêchés de placer leur porte-parole Abbas à la tête du G.P.R.A. dès 1958 !

Celui-ci avouera d'ailleurs en 1962 dans son livre « *La nuit coloniale* » qu'il n'est arrivé là que par « l'enchaînement des événements et les circonstances » et qu'il n'est devenu nationaliste que poussé par l'échec de « l'impossible révolution par la loi ». Et, plutôt que de faire la critique de son action passée et de ses positions anti-nationalistes, il cherche au contraire à justifier comment, en tant que modéré, défenseur de l'entente franco-musulmane, il en est quand même arrivé à rejoindre le F.L.N. « Si les dirigeants français avaient été plus réalistes et si le régime colonial n'avait pas été en Algérie ce qu'il est, notre guerre de libération nationale n'aurait pas eu lieu. Je dirai plus loin ce qui a été tenté pour l'éviter. Je dirai comment les maîtres de l'Algérie et la complicité des dirigeants français nous ont conduits à la lutte armée. »

En fait, c'est l'exploitation coloniale qui a amené les Algériens à prendre les armes pour s'en libérer, mais Abbas exprime ici le point de vue de l'« élite » que rien ne poussait à la lutte, sinon le refus de la colonisation de lui accorder une parcelle du pouvoir. Jusqu'en 1956, le mouvement des « évolués » est resté, selon le mot de Abbas, « en marge du nationalisme ». Ce n'est qu'après que le peuple se soit levé pour arracher l'indépendance par la lutte qu'ils ont troqué leurs positions anti-nationales contre un nationalisme de circonstance obtenant grâce aux sacrifices du peuple algérien la considération et le pouvoir qu'ils n'avaient pu obtenir par leur propre action.

Le mouvement des « évolués » depuis les « Jeunes Algériens » jusqu'à l'U.D.M.A. même s'il s'est fait par souci d'efficacité et par nécessité électorale, le porte-parole de la misère des masses, n'a été en fait que l'expression de couches bourgeoises et petites bourgeoises instruites par la colonisation, mais qui contrairement aux « benîoui-oui » ne voulaient pas se cantonner dans le rôle que leur attribuait le régime colonial qui « ne forme pas des élites mais des domestiques » (Abbas). En contact direct avec les autorités coloniales, ils souffraient de l'injustice manifestée à leur égard et aspiraient à jouer un rôle conforme, selon eux, à leur niveau de culture.

Profondément imprégnés du respect de la culture française, ils se sentaient plus proches des libéraux métropolitains que des masses algériennes. Entre le nationalisme et le colonialisme, ils étaient ou voulaient être, déjà, une troisième force.

CHRONOLOGIE

éclatent et où " on " le désire ». Il titre ailleurs « Voici le vrai complot : à Quimper, un commando R.P.F. attaque ».

Le M.T.L.D. développe la même thèse et dénonce « le complot de l'impérialisme contre le peuple algérien ». Il dénonce en outre la répression « tirant toujours prétexte du soi-disant complot » qui a touché 150 personnes dans le Constantinois, 124 dans l'Algérois, 5 dans le Sud et 30 en Oranie. Cette thèse est reprise par Mézerna qui pourra déclarer : « En avril 1950, la police a créé de toutes pièces un véritable complot contre le peuple algérien, prétexte à des centaines d'arrestations. »

MAI

Nouvelle vague d'arrestations à Tiarret, Tlemcen, Oran.

OCTOBRE 1950

« L'Algérie libre » est saisi à plusieurs reprises. Des diffuseurs sont arrêtés en France.

1951

Dissolution de l'O.S., par la direction du parti en dépit des démarches des rescapés de l'O.S., qui demandent la reconstitution de l'organisation paramilitaire sous de nouvelles formes. Les cadres de l'O.S. sont reversés dans l'organisation politique. Certains sont laissés sans affectation pendant plusieurs mois.

FEVRIER

Renouvellement partiel de l'assemblée algérienne. La fraude électorale est encore plus systématique et plus grossière. A Port Gueydon, sur 26 675 inscrits du deuxième collège, 26 671 ont « voté ». Le candidat administratif obtient 26 654 voix, le candidat du P.C.A., 9 voix. Quant à ceux du M.T.L.D. et de l'U.D.M.A., ils n'ont aucune voix. Sur 9 sièges, le M.T.L.D. en perd 4.

5 AVRIL

Incidents au Maroc, à Khenifra.
Grève des étudiants.

17 JUIN

Elections à l'Assemblée nationale. La mascarade électorale continue. Exemple de Djelfa : dans un bureau où il y avait 500 inscrits, les candidats du M.T.L.D., de l'U.D.M.A. et du P.C.A. n'eurent aucune voix, tandis que le béli-béli obtient 800 !

Le M.T.L.D. perd ses 5 députés élus en novembre 1946. Sont élus les béli-béli : Benaly Chérif, Ourabah, Bengana, Sayah, Brahimi Lakhdar...

5 AOUT

Création à Alger du Front Algérien pour la Défense et le Respect des Libertés.

C'est au cours d'une assemblée générale tenue au cinéma Donyazade, à l'appel d'un « comité d'initiative » que ce front a été créé. Le meeting était présidé par Cheikh Larbi Tebessi. Le présidium était composé de Cheikh Kheireddine, Bidhaoui, Tewfik El Madani pour les Oulamas ; Larbi Bouhali, Caballero, Ruiz pour le P.C.A. ; Mézerna, Kiouane, Ferroukhi pour le M.T.L.D. et Boumendjel et Ahmed Francis pour l'U.D.M.A.

Au cours de son discours d'ouverture, Larbi Tebessi déclare : « Nous ne sommes ni contre les Français, ni contre les Européens, ni contre les juifs. A tous les fils de l'Algérie, nous disons : " Soyez les bienvenus ". Nous ne faisons pas de différence entre les Algériens de naissance et les Algériens de cœur. »

Toutes les interventions furent centrées sur ce thème de l'Union. Messali, qui a fait parvenir à cette assemblée un message « regrette que le programme n'aille pas jusqu'à l'indépendance totale ».

Le programme du F.A.D.R.L. comprend cinq points :

1. Annulation des prétendues élections législatives du 17 juin.
2. Action pour le respect de la liberté de vote dans le deuxième collège.
3. Action pour le respect des libertés.
4. Action contre la répression, pour la libération des détenus politiques, contre les mesures d'exception qui frappent Messali.
5. Fin de l'ingérence administrative dans les affaires du culte musulman.

Un comité directeur composé des « représentants des mouvements et des personnalités des trois départements » est mis en place. Il

s'agit de mettre en place des comités locaux et de mener des actions de propagande contre la répression et les truquages électoraux.

Le Front algérien apparaît comme une alliance de sommet qui montre le désarroi des partis politiques face à la politique de force de l'administration coloniale. Ce front n'aura qu'une existence éphémère et mènera quelques actions de protestation. Il sera davantage un constat d'échec de la voie électoraliste qu'une contre-offensive.

2 NOVEMBRE

Incidents à Casablanca : 5 morts, 80 blessés, 2 000 arrestations.

14, 15, 16 NOVEMBRE

« Trois journées de lutte » du peuple égyptien. Des manifestations énormes sont organisées. Il s'ensuit des incidents qui entraînent des combats avec les Anglais qui occupent la zone de Suez.

1952

17 JANVIER

Manifestations en Tunisie. Emeutes à Ferryville et Bizerte.

19 JANVIER

Grève générale, incidents sanglants, nombreuses arrestations. Etat de siège en Egypte.

27 JANVIER

Farouk dissout le Parlement égyptien.

Combats en Tunisie. Les activités de guérilla se multiplient dans le Sud du pays.

PRINTEMPS 1952

Les ex-O.S. envisagent de lancer des actions armées en liaison avec les Marocains et les Tunisiens. Cette tentative se solde par un échec.

15 MAI

Incidents à Orléansville à l'occasion de la journée de propagande de Messali : 2 morts, Messali est arrêté et déporté en France.

23 JUILLET

Coup d'Etat en Egypte par les « Officiers Libres ». Farouk est amené à abdiquer. Neguib est placé à la tête du pays.

FIN 1952

Les incidents se multiplient. Ainsi, en octobre, à Skikda, lors d'une manifestation organisée par le P.P.A., un jeune manifestant est tué. La foule envahit les rues. L'armée et la police bouclent la ville pendant deux jours. Des manifestations de protestation sont organisées dans tout le pays.

1953

4, 5 et 6 avril

Congrès du M.T.L.D. que la direction intitule « deuxième congrès national ». Parmi les insuffisances signalées dans le rapport final, on note :

— « Sur le plan idéologique, le contenu de l'indépendance n'est pas défini du triple point de vue politique, économique et social. »

— « Sur le plan doctrinal, il n'existe pas de doctrine de lutte définissant les caractères de notre nationalisme et de notre révolutionnisme, les moyens généraux de lutte et prescrivant un esprit de méthode et un esprit de critique constructive. »

Cinq principes définissent le futur Etat algérien indépendant : démocratie, république, prospérité économique et justice sociale, respect des croyances religieuses, culture nationale rattachée à la culture arabo-musulmane. Le rapport précise les perspectives de politique générale dont on peut retenir les points suivants :

A l'intérieur : « Considérant que le parti doit être présent partout, la politique de pénétration de tous les milieux sociaux doit être accentuée, notamment vis-à-vis des masses pour les associer à la lutte. Le parti doit, en outre, s'intéresser aux milieux bourgeois et intellectuels qui échappent à son influence, comme il doit pénétrer encore plus dans les milieux ouvriers qui restent soumis à d'autres influences. »

Ce congrès a été marqué par des affrontements. Les partisans de Messali sont exclus du nouveau comité central. Les nouveaux statuts précisent et délimitent les pouvoirs de Messali, président du parti.

20 AOUT

Le roi du Maroc (Mohamed V) est déposé et envoyé en exil.

FIN DECEMBRE

La crise entre Messalistes et Centralistes entre dans sa phase publique. La conférence des cadres de la fédération de France reçoit un message de Messali qui, en termes voilés, attaque le comité central.

1954

JANVIER - MARS

La crise se développe. Elle touche la base du parti. Des délégations sont organisées pour rendre visite à Messali qui donne l'ordre aux militants de ne plus obéir au comité central et de bloquer les finances.

Le message (Bitaqa) de Messali sert de prétexte à l'organisation d'un vaste travail de dénigrement et de sape. En trois mois, la Fédération de France du P.P.A., se décompose et suit Messali.

En Algérie, un travail identique est poursuivi. Le P.P.A. est en pleine décomposition. Des affrontements opposent les militants des deux tendances. Les militants qui n'ont pas pris parti sont découragés. Les masses perdent toute confiance dans les partis.

28 MARS

Devant la montée du messalisme, le comité central recule. Il démissionne et remet les pleins pouvoirs à Messali à qui il donne 5 millions pour organiser un congrès du parti dans les trois mois.

FIN MARS

Boudiaf, qui était en France (responsable à l'organisation) rentre en Algérie. Il retrouve les anciens de l'O.S., avec lesquels il avait repris le contact. Ces derniers sont très affectés par la crise. Ils sont plutôt du côté de Messali. Après un travail d'information, les anciens de l'O.S. décident de ne suivre aucun clan et de se mettre sur une position neutraliste. Il s'agit, en outre, de préserver la base des querelles du sommet, de provoquer un dépassement par l'action.

C'est sur cette position que des discussions sont engagées avec les Centralistes qui contrôlent l'organisation d'Algérie et que la création du C.R.U.A. est décidée.

AVRIL 1954

Création du Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (C.R.U.A.). Il comprend : Ben Boulaid et Boudiaf pour l'O.S. ; Dekhli et Bouchbouba Ramdane respectivement responsable et contrôleur de l'organisation du P.P.A. à l'échelle de l'Algérie.

Les objectifs du C.R.U.A. sont diffusés dans une proclamation : il s'agit de préserver la base de la scission et de provoquer l'initiative des militants afin qu'ils imposent une solution au conflit.

Au cours des trois mois qui suivent, avril, mai et juin, les membres de l'O.S., utilisant la couverture du C.R.U.A., mènent une activité incessante dans le but d'expliquer leurs positions et de gagner la base à leurs idées. Six numéros d'un bulletin intérieur « Le Patriote » sont diffusés dans l'organisation.

FIN JUIN 1954

Réunion des « 22 ». Cette réunion convoquée à l'initiative du petit groupe de cadres issus de l'O.S. (Ben Boulaid, Boudiaf, Ben M'Hidi, Didouche, Bitat) a eu une importance capitale. C'est elle qui a pris la décision de déclencher l'insurrection dans les plus brefs délais. Elle désigne, par un vote au scrutin secret, un responsable, Mohamed Boudiaf. Ce dernier, à son tour, désigne le comité des Cinq (devenu Comité des Six après l'adjonction de Krim) qui est chargé de mettre en application les décisions des « 22 ».

5 JUILLET

Parution du dernier numéro du « Patriote ».

A PARTIR DU 7 JUILLET

Série de rencontres à Berne :

— Entre Boudiaf et Ben Bella pour voir quelle était la position de la délégation extérieure et quels moyens elle pouvait procurer à l'insurrection.

— Une rencontre avec les Centralistes Lahouel et Yazid est organisée. Ben M'Hidi, Ben Boulaid, Didouche rejoignent Boudiaf pour y participer. Les Centralistes promettent de dissoudre leur organisation et de passer les

En marge du nationalisme

Le P.C.A.

« Le droit au divorce, chacun le comprend, ne s'identifie pas avec l'obligation au divorce »

Maurice Thorez

A l'occasion du 20^e anniversaire du 1^{er} Novembre 1954, les représentants du mouvement révisionniste en Algérie ont cru bon de publier leur version de l'histoire récente de notre pays. Une brochure intitulée : **« Du Front de Libération au front de l'édification »** signée de Hadjères, secrétaire du P.A.G.S., attribue tout simplement au P.C.A. (« Parti « Communiste » Algérien), l'idée de la création du F.L.N., idée qu'il aurait lancée en appelant à la constitution d'un **« Front National pour l'Indépendance de l'Algérie »**, justement le 1^{er} novembre 1953 (l'auteur insiste d'ailleurs lourdement : **« Un an, jour pour jour, avant le déclenchement de l'insurrection »** sans doute pour éclairer ses lecteurs habituels peu familiarisés avec l'histoire de la guerre de libération nationale). Cette contribution historique fait suite à un texte : **« Essai sur l'histoire du mouvement ouvrier algérien »** publié dans **« Révolution Socialiste n° 7 »** et où à force de contre-vérités et de mauvaise foi, on tente de démontrer le rôle positif joué par le même P.C.A. dans la libération de notre pays. Un texte d'explication est consacré aux erreurs du P.C.A.. Mais, ce qui aurait pu être une autocritique, n'est en fait qu'une tentative de justification où la principale responsabilité est rejetée sur « le poids de l'idéologie bourgeoise sur les masses algériennes » et sur les travailleurs musulmans en particulier les dockers **« dont une grande partie habitait la Casbah d'Alger, s'adonnait au vin et au kif »**.

Mais l'histoire ne se réécrit pas aussi facilement, car si les révisionnistes tablent sur les lacunes de la mémoire humaine, ils oublient que les écrits restent, en particulier ceux relatifs à leurs prises de position et

leurs actions antérieures. Aussi nous proposons-nous de remettre en lumière celles-ci pour donner aux militants révolutionnaires les arguments nécessaires à la réfutation des falsifications des révisionnistes. Face à cette critique, ces derniers auront beau jeu d'agiter l'épouvantail de l'anticommunisme, car c'est une tactique bien éprouvée que celle qui consiste à taxer d'anti-communiste et de réactionnaire quiconque ne partage pas leur analyse et surtout leur pratique opportuniste. Mais, les épouvantails ne leur seront d'aucun secours; pour notre part, nous n'avons jamais accordé crédit au **« communisme »** du P.C.A., ni à celui de son produit de remplacement : le P.A.G.S.. Car, il ne suffit pas de calquer son attitude sur celle des P.C. occidentaux et de se proclamer porteparole du mouvement ouvrier. Dans la plupart des pays **« sous-développés »** et en tout cas dans les pays arabes **« les partis communistes »** sont les représentants de la petite-bourgeoisie bureaucratique. En Algérie **« gauche »** du F.L.N., sous Ben Bella et fraction **« progressiste »** du pouvoir sous Boumédiène, sont la base de classe du mouvement révisionniste remplaçant après l'indépendance le milieu **« petit-blanc »** du peuplement européen.

Leur représentativité, les révisionnistes la puisent dans la reconnaissance par Moscou qui leur distribue l'étiquette de **« communiste »**. La référence abstraite à Marx et Lénine pratiquée par ces partis est une véritable escroquerie, car ce sont justement ces prétendus communistes qui ont vidé le marxisme-léninisme de son contenu révolutionnaire. Cette réserve étant faite, nous

CHRONOLOGIE (fin)

moyens nécessaires au nouveau mouvement. Ils ne tiendront pas leurs promesses.

14, 15, 16 JUILLET

Congrès extraordinaire des Messalistes à Hornu en Belgique. Les membres du comité central ainsi que ceux du C.R.U.A. sont exclus.

20 JUILLET

Dissolution du C.R.U.A.

DEBUT AOÛT

Les contacts avec Krim entrent dans la phase décisive. Des démarches sont tentées sans succès au Maroc et en Libye pour trouver des armes.

15 AOÛT

Congrès extraordinaire des Centralistes : Messali et ses partisans sont destitués à Alger.

SEPTEMBRE - OCTOBRE

Les préparatifs de l'insurrection se développent. Les nouvelles structures sont mises en place. L'Algérie est découpée en six wilayates :

— wilaya 1 : Aurès, responsable : Ben Boulaïd.

— wilaya 2 : Nord Constantinois responsable : Didouche.

— wilaya 3 : Kabylie, responsable : Krim.

— wilaya 4 : Algérois, responsable : Bitat.

— wilaya 5 : Oranais, responsable : Ben M'Hidi.

— wilaya 6 : Sud, pas d'existence réelle.

Boudiaf est chargé de la liaison avec l'extérieur.

Les principes d'organisation et une stratégie furent adoptés.

Les principes d'organisation, au nombre de deux, étaient :

— la décentralisation dans la lutte avec liberté d'action pour chaque wilaya ;

— la primauté de l'intérieur sur l'extérieur pour empêcher la confiscation du processus révolutionnaire.

La stratégie comportait trois étapes :

1) Installation du dispositif militaire et politique de préparation et d'extension (travail politique au sein des masses et préparation des conditions de développement de la guérilla).

2) Insécurité généralisée, combinant de larges mouvements de masses et des actions armées de grande envergure.

3) Constitution de zones franches et dégagement d'une direction révolutionnaire.

Au cours de la réunion de la semaine du 14 au 22 octobre, la date du déclenchement est fixée. Une proclamation du Front de Libération Nationale est préparée.

1^{er} NOVEMBRE

Déclenchement de la lutte armée, simultanément dans les différentes parties du pays. Extraits de la proclamation du F.L.N. :

« Au peuple algérien !

Aux militants de la cause nationale !

A vous qui êtes appelés à nous juger (le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement), notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents : administratifs et autres politiciens véreux...

Une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.

Nous tenons à cet effet à préciser que nous sommes indépendants des clans qui se disputent le pouvoir.

(...) Notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de **FRONT DE LIBERATION NATIONALE** se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération. »

Le P.C.A. (suite)

nous abstiendrons cependant de mettre entre guillemets l'épithète communiste pour ne pas alourdir le texte. D'un autre côté, nous faisons dans la suite indifféremment référence au P.C.F. et au P.C.A.. C'est que les positions du second ont toujours été calquées sur celles du premier. Cette identité de vue a d'ailleurs été réaffirmée après la signature des Accords d'Evian par le Comité Central du P.C.A. qui, dans son message au P.C.F., souligne « la fraternité profonde qui unit (les) deux partis », (Cahiers du Communisme, Mai 1962). Nous sommes donc autorisés à parler du P.C.F.-P.C.A..

Cette liaison vient de la création du P.C.A. par la transformation de la section algérienne du P.C.F.

LA SECTION ALGERIENNE DU P.C.F.

Aux origines de cette section, il y a la Fédération Socialiste d'Algérie, rattachée au Parti Socialiste Français (S.F.I.O.), qui militait pour l'assimilation. Le Congrès de 1912 de ce parti demande : « d'assimiler les 3 départements d'Algérie aux départements français, avec, pour les citoyens français d'Algérie, toutes les garanties que comportent la législation française et plus spécialement la législation ouvrière; et pour l'élément indigène un régime mieux inspiré des idées de justice et d'équité. »

L'hebdomadaire « La Lutte Sociale » conseille d'ailleurs aux « camarades arabes » : « Si vous voulez conquérir les libertés dont jouissent les Juifs Algériens et les Nègres Musulmans du Sénégal, il vous faut : 1) l'unité d'action et 2) vous garder, comme la peste, de tout acte qui pourrait vous faire accuser de nationalisme séparatiste. »

C'est là une opinion partagée par une bonne part des socialistes français qui restent dominés par les préjugés coloniaux de l'Europe et pour qui : « Le socialisme considère la colonisation comme un devoir et un droit des peuples civilisés vis-à-vis des peuplades encore inorganisées et arriérées. »

Pourtant, au Congrès de Tours (décembre 1920) où se fit la scission du Parti Socialiste en S.F.I.O. et Parti Communiste, la presque totalité des représentants de la section algérienne (tous Européens) se prononça pour l'adhésion à la III^e Internationale créée par Lénine. Mais, pour un grand nombre de ces communistes, cela ne se fit pas sans réserve, en particulier sur la position à adopter face au système colonial. Sur cette question, le point 8 des conditions d'adhésion à la III^e Internationale Communiste définies au 2^e Congrès de juillet stipule : « Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la Métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et nationalistes opprimés et d'entretenir parmi les troupes de la Métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux. »

Ce à quoi la section de Sidi Bel Abbès répond en avril 1921 : « que les indigènes d'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'Arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale, indispensable aux individus pour former un Etat autonome capable d'atteindre à la perfection communiste ». En conséquence de quoi elle estime : « que le meilleur moyen "d'aider tout mouvement libérateur" dans notre colonie n'est pas "d'abandonner" cette colonie comme il est dit dans la condition 2/9 ou 8/21 de l'adhésion à la III^e Internationale, mais au contraire d'y rester. »

Solidaires de « leurs » impérialistes, les membres de la section se sentaient eux-mêmes visés par l'exigence d'« expulsion des colonies des impérialistes de la Métropole ».

Cette section fut exclue, mais ses opinions racistes lui ont survécu à l'intérieur du P.C.F., dont le premier congrès (décembre 1921) constate : « Une autre difficulté résulte de l'inaptitude à peu près générale des indigènes à s'émanciper eux-mêmes. »

Et Vaillant-Couturier, en tournée en Algérie en 1922 décrète : « En Algérie, d'ailleurs, la question de la nationalité, étant donné le degré d'écrasement économique et social de la population indigène, ne se pose que secondairement ». Pour lui : « le nationalisme, c'est le massacre en perspective » et il propose de promouvoir « l'éducation de l'indigène » pour « assurer la sécurité de la population européenne ».

Lorsque le 20 mai 1922 l'Internationale Communiste lance un « appel pour la Libération de l'Algérie et de la Tunisie » ce texte ne sera pas publié par « La Lutte Sociale » qui s'intitule pourtant « Organe des Fédérations Communistes d'Algérie ». Mais, dès qu'ils en auront pris connaissance, les communistes d'Algérie, réunis en Congrès Interfédéral répondent en avançant des arguments purement colonialistes. « Il y a des peuples opprimés qui sont dès maintenant accessibles à la souveraineté et d'autres qui ne le sont pas; il y a des peuples en tutelle qui sont dès maintenant capables de se gouverner seuls, et d'autres qui ne le sont pas encore; et si le devoir communiste commande de donner la liberté aux premiers, il commande impérieusement encore de ne pas abandonner les seconds à leur misérable sort; il commande fortement de leur servir de précepteurs humains et désintéressés. »

Les Algériens sont, bien sûr, classés dans cette seconde catégorie et les plus grandes réserves sont faites, « quant à "l'appui à donner aux mouvements libérateurs" et à l'exigence de l'expulsion des colonies des impérialistes nationaux ».

Le mépris à l'égard des masses algériennes est si profondément ancré qu'il apparaît même lorsqu'on se propose de les attirer vers le P.C.. Qu'on en juge :

« Nous nous concilierons la sympathie de la masse indigène en saisissant toutes les occasions pour dénoncer son oppression... Cette tâche... amènera les indigènes à distinguer, avec leur intellect primitif et simpliste, que les "roumis" sont de deux sortes : les communistes et les autres. »

Quant au sens du travail des communistes en Algérie, le Congrès répond : « L'émancipation des populations indigènes d'Algérie ne pourra être que la conséquence de la Révolution en France... Le but immédiat des communistes en Algérie n'est donc pas de soutenir ou de susciter un mouvement aussi

problématique et voué à l'insuccès, mais d'user de tous les moyens pour se concilier la sympathie de la masse indigène afin de l'empêcher de se laisser enrôler en bloc dans les trappes contre-révolutionnaires lors du déclenchement de la Révolution en France. »

Ces positions tiennent au fait que le P.C. recrute essentiellement dans les milieux de la petite-bourgeoisie (intellectuels-employés) et parmi les ouvriers européens qui, bien qu'exploités, ont conscience d'être des privilégiés par rapport à la grande misère de la masse musulmane. Ils sont liés à la colonisation par un certain nombre de privilèges : droits civiques (même pour les Français de fraîche date); meilleure rémunération (tiers colonial) et conditions de vie supérieures à celles qu'ils auraient eues dans leur pays d'origine. Pour les Algériens, cette population européenne, même dans ses couches les plus humbles, est le symbole du fait colonial. A une enquête faite en 1921 auprès de la section d'Alger du P.C., celle-ci déclare ne pas pouvoir soutenir un mouvement de libération « qui ne pourrait que nous être défavorable car les masses indigènes nous sont généralement hostiles. »

Les communistes partagent ainsi le sentiment de défense de la minorité européenne qui est consciente du fait que son existence repose sur l'expropriation et la spoliation du reste de la population. Ils partagent aussi les préjugés coloniaux à l'égard des indigènes considérés comme inférieurs, même si ces préjugés se teintent ici d'un certain paternalisme, « L'Arabe a fait à côté de nous (à son échelle) un bond hors de ses traditions étroites » (Vaillant-Couturier).

Il faudra une intervention extérieure pour que ces positions évoluent au moins en apparence. Celle-ci viendra du IV^e Congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922) qui après avoir condamné les positions de ceux qui couvrent « d'une phraséologie pseudo-marxiste un point de vue purement esclavagiste, soutenant à fond la domination impérialiste du capitalisme français sur ses esclaves coloniaux », exige du P.C.F., de « soutenir les revendications nationales, défendre sans réserve (le) droit à l'autonomie ou à l'indépendance » et conseille d'orienter l'action vers « les meilleurs éléments des indigènes eux-mêmes et en premier lieu la jeunesse prolétarienne indigène ».

Le P.C. fera alors un effort pour apparaître « comme un parti mixte » et non « comme un parti spécifiquement européen », ce qui l'oblige à parler de l'indépendance comme dans le tract diffusé le 1^{er} mai 1930 (Centenaire de la Conquête) où existe encore tout de même le souci de ne pas effrayer sa composante européenne puisqu'on ne propose rien de concret pour atteindre cette indépendance, à part de se joindre aux travailleurs français pour manifester « contre la colonisation française ».

Mais, malgré ces précautions, cette politique fut désastreuse du point de vue du recrutement européen. A défaut de statistiques sur le chiffre des adhérents, on peut mesurer cette baisse de l'influence du P.C., par le nombre de voix obtenues par les candidats communistes aux différentes élections à Alger (l'électorat est presque exclusivement européen puisque la ville d'Alger ne compte pas plus de 1 500 à 2 000 électeurs musulmans qui, de toutes façons, ne participent qu'aux élections municipales).

Législatives de 1924 (1 ^{er} tour)	8 111 voix sur 22 389 votants
Municipales de 1925 (2 ^e tour)	3 979 voix en moyenne par candidat communiste (1 voix peut se porter sur plusieurs candidats car il s'agit d'un scrutin de liste)
Législatives de 1928 (2 ^e tour)	1 461 voix sur 22 714 votants.
Municipales de 1935	983 voix.

« La Lutte Sociale » prend d'ailleurs acte en 1928 de ce recul en déclarant que si les communistes voulaient avoir des élus : « Ils n'auraient qu'à revenir à la plate-forme politique des élections de 1924, ils n'auraient qu'à abandonner la défense des indigènes et se préoccuper de plaire à une clientèle électorale européenne ». Ce qui exprime parfaitement la contradiction dans laquelle se débatta continuellement le P.C. en Algérie.

Du côté algérien, il ne semble pas que cette politique ait attiré « les meilleurs éléments des indigènes eux-mêmes » puisque de l'aveu même du rédacteur de « Révolution Socialiste N° 7 » : « Alors que l'indépendance est revendiquée en 1920-1932 avec des cadres européens, elle disparaît, lorsque les cadres algériens apparaissent ». Bien plus, cette attitude et les positions anti-algériennes prises par la section algérienne du P.C.F. pèseront lourdement sur l'orientation du nationalisme algérien. Celui-ci sera dès lors marqué de façon indélébile d'un anti-communisme qui laissera la voie libre à la bourgeoisie. C'est ainsi que l'Etoile Nord-Africaine, bien que née dans le milieu ouvrier émigré et ayant eu des contacts avec l'Internationale Communiste, se sépara du P.C.F. dont « l'incompréhension » la poussa vers la petite-bourgeoisie citadine qui lui donna son contenu définitif. La pratique du P.C. a eu pour effet de dissocier et d'opposer le développement des luttes de classes (notamment sur le plan syndical : existence d'une section algérienne de la C.G.T.) à celui de la lutte nationale.

LA NAISSANCE DU P.C.A.

Sur les injonctions pressantes de l'Internationale Communiste, le P.C.F. « algérianise » son ancienne section d'Algérie. Le premier congrès du Parti Communiste Algérien (P.C.A.), se déroule à Bab-El-Oued en juillet 1936. C'est l'avènement au pouvoir du Front Populaire en France. Le P.C.F., soutient le nouveau gouvernement et la revendication de l'indépendance de l'Algérie fait place à la lutte pour l'adoption du projet Blum-Violette. Le P.C.A. s'associe aux Oulémas et aux Elus pour former le « Congrès Musulman ». Les attaques les plus acerbes sont dirigées contre le P.P.A. qui, posant la question de l'indépendance, émet « la seule note discordante » (Révolution Socialiste n° 7). Ce qui lui vaut une audience importante parmi les masses algériennes. Le P.C.A. lance une violente campagne anti-nationaliste accusant les nationalistes de fascistes, de collusion avec le P.P.F. de Doriot (qui est un ex-membre de la direction du P.C. !) : « Le P.P.A. est le prolongement du P.P.F.; il a la même position que ce dernier, il est contre le Front Populaire, contre le Congrès, spécialiste dans l'art de la provocation, de

la violence. Il y a une collusion entre les maires fascistes et le P.P.A. » (La Lutte Sociale du 13 juillet 1937).

A peine né, le P.C.A. pratique déjà l'art de l'amalgame et de la calomnie dans lequel il passera maître !

Sur le plan politique, le P.C.A. reprend les arguments de 1922 : « Notre peuple sait que son émancipation ne peut guère être le fruit de son action seule, comme osent l'affirmer les sectaires, les aventuriers et les aigris. » (Boukhort).

L'échec du Congrès et le rejet du projet Blum-Violette donnent pourtant raison au P.P.A.. Les seuls à ne pas en convenir sont les rédacteurs de « Révolution Socialiste n° 7 » qui parlent de « libertés d'expression, d'organisation, de réunions, (grosses brèches dans le Code de l'Indigénat) », dont aurait bénéficié l'Algérie grâce au Front Populaire. Ils oublient que le seul mouvement nationaliste existant en 1936, l'Etoile Nord-Africaine, a justement été interdit par le Front Populaire en janvier 1937.

Les positions du P.C.A. peuvent s'expliquer par le fait que sa composition sociale est à peu près la même que celle de la section algérienne d'où il est issu. En effet, à côté de quelques Algériens (surtout des intellectuels ou des ouvriers mensualisés, tels ceux des P.T.T. ou de la R.S.T.A.) il regroupe surtout des Européens recrutés dans ce milieu « petit blanc » qui fournira les troupes de l'O.A.S.. Cette composition empêchera le P.C.A. de prendre parti pour l'indépendance et le pousse à essayer de concilier les uns et les autres en reprenant à son compte ce que Bachir Hadj Ali appellera en 1958 « une contribution positive à la cause algérienne » : nous voulons parler de la théorie de la « nation en formation » de Maurice Thorez.

« LA NATION EN FORMATION »

Théorie qualifiée de « voie originale à la solution du problème posé par la minorité européenne » et dont le texte suivant donne la substance :

« Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas ici parmi vous, peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres, le grenier de la Rome antique, les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Eglise catholique Saint-Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitons il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'Islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus en 1871 pour ne pas être Prussiens.

« Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. »

Il n'y a donc pas de colonisation et les Algériens devraient être heureux d'avoir hérité de tous ces Européens (« Et quels Français ! »). D'autre part, la nation algérienne n'existe donc pas puisqu'elle est en formation. Thorez n'a en fait rien inventé, il a repris à son compte la théorie colonialiste selon laquelle l'Algérie est un pays prédestiné à l'occupation étrangère. L'homogénéité du peuple algérien est niée par la distinction faite dans tous les textes communistes entre Arabes et Berbères, les uns et les autres étant mis sur le même plan que les colonisateurs. « Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites, et vous aussi, les musulmans arabes et les berbères » (Maurice Thorez, 1935).

Et même lorsque le peuple algérien démontre son existence, les armes à la main, les « Cahiers du Communisme » de février 1955 refusent d'en prendre acte et continuent la vulgarisation des thèses coloniales : « La population morcelée en tribus vivait de l'agriculture et de l'élevage. Les échanges s'effectuaient sur les marchés ruraux ou régionaux. Il n'existait pas de véritables relations économiques et humaines entre les diverses parties du pays. La langue, le mode de vie, les traditions variaient suivant le groupe ethnique ou la région.... On ne peut pas dire que des liens " algériens " existaient à ce moment là entre les habitants des diverses provinces. »

Mais, le P.C.F.-P.C.A. ne se contente pas de nier la nation algérienne, à la suite de Thorez (9^e Congrès du P.C.F., 1937), il qualifie de fasciste toute tentative de lutte contre la domination coloniale. « Dans l'intérêt de ces peuples et dans l'intérêt de la France, il faut s'assurer contre le fascisme qui provoque à la rébellion et à la guerre civile dans les colonies. »

On est bien loin du point 8 des conditions d'adhésion à la III^e Internationale Communiste.

LES FAUX COMMUNISTES SE DEMASQUENT

La fin de la deuxième guerre mondiale amène les communistes à se démasquer complètement. Ils entrevoient leur participation au gouvernement et se conduisent en défenseurs de « l'Empire colonial ». Le P.C.A. met en avant la lutte contre l'hitlérisme pour faire barrage à la revendication d'indépendance. Il réagit positivement aux ordonnances du 7 mars 1944 qui ont pourtant mécontenté même les plus modérés des élus. Comme l'agitation nationaliste se développe sous le couvert des A.M.L., le P.C.F.-P.C.A. met en garde dans un article des « Cahiers du Communisme » de février 1945. Sous le titre « L'Afrique du Nord : foyer d'activité pro-hitlérienne et anti-française », on peut y lire : « Le sort lamentable des Arabes et des Berbères est évidemment un terrain favorable à la propagande anti-française de prétendus nationalistes qui bavardent sur une « indépendance » ou sur un rassemblement " pan-arabe " impossibles à concevoir dans l'état économique présent de l'Afrique du Nord, autrement que comme un passage sous une domination différente ». Idée que

reprend Cabellero, secrétaire du P.C.A., au 10^e Congrès du P.C.F. : « Ceux qui réclament l'indépendance sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme.... Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un aveugle. »

Ce point de vue anti-nationaliste est confirmé par leurs prises de positions criminelles pendant les massacres de mai 1945. A ce propos « Révolution Socialiste n° 7 » croit pouvoir laver le P.C.A. de toute critique en changeant uniquement son secrétaire général de l'époque : « Après avoir procédé, par une série d'articles de Amar Ouzegane, à un amalgame entre administration et P.P.A. quant à l'origine de la provocation qui précéda les massacres, le P.C.A. rectifie sa position ». Ce qui est une position indigne et malhonnête car s'il est vrai que le rédacteur (Ouzegane ?) de « Liberté » du 12 mai 1945 écrit : « Les instruments criminels, ce sont les chefs P.P.A., tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations pseudo-nationalistes. Il faut châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs de ces troubles, passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute », il est vrai aussi que le même Ouzegane affirme : « A Bougie et à Guelma, des membres du P.C.A. font partie des milices européennes. »

D'autre part, accuser Ouzegane ne diminue en rien la responsabilité des ministres communistes, membres du gouvernement pendant la répression. De plus, il n'y a pas eu que la « série d'articles de Ouzegane ». Qu'on en juge :

— L'Humanité du 12 mai 1945 : « La population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'Administration. »

— La déclaration du Comité Central du P.C.F. : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. » ,

— Déclaration du P.C.A., le 8 mai 1945 demandant « que les émeutiers et les assassins soient châtiés conformément aux lois en vigueur. »

— L'Humanité du 19 mai 1945 : « Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

— Etienne Fajon, le 11 juillet 1945 : « Les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes. »

— Quant au P.C.A., il reçoit pour son action les félicitations du Comité Central du P.C.F. (20 mai 1945) : « Le P.C.A. remplit aussi sa grande tâche de rassembler les populations algériennes, sans distinction de race, ni de religion dans la lutte contre les divisions et dans une alliance étroite avec le peuple de France. »

Pour se racheter, les communistes voteront l'amnistie de 1946, mais leurs positions fondamentales ne changeront pas. Ne tenant pas compte de la contradiction entre colonisés et colonisateurs, ils placent la lutte entre d'une part la bourgeoisie française et,

d'autre part, le prolétariat français et les travailleurs européens et algériens en Algérie. Ce qui débouche sur des formes de lutte sans rapport avec les préoccupations concrètes des Algériens. D'où l'audience très réduite du P.C.A. auprès des masses algériennes et le caractère équivoque de son organisation tournée vers les préoccupations de la minorité européenne. C'est le sens du programme établi le 13 mars 1947 approuvé par les dirigeants du P.C.F., qui le présentent ainsi : « Il assure la cohésion toujours plus étroite des Algériens de diverses origines, préparant ainsi les conditions de réalisation de la nation algérienne : double collège électoral à titre transitoire avec maintien des droits acquis par les Musulmans; égalité de représentation des deux collèges dans les assemblées élues; respect du statut personnel; reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle au même titre que le français... Il permet l'intégration de l'Algérie dans une véritable Union Française en tant que territoire associé, en attendant que son complet épanouissement national lui permette de devenir une République conformément à l'article 75 de la Constitution, demandant à être admise comme Etat associé dans l'Union Française. »

Cette position est défendue par les rédacteurs de « Révolution Socialiste » qui affirment que : « Refuser le compromis (l'Union Française) c'eût été faire preuve d'une absence de confiance dans les capacités du peuple algérien. »

Comble de l'opportunisme : refuser le néo-colonialisme, c'est ne pas avoir confiance dans les masses ! Le P.C.A., à l'instar des autres formations (O.S. exceptée) s'enfonce dans l'action légale, accordant la priorité dans ses journaux et ses campagnes aux problèmes internes français et à ceux de la guerre froide; aussi Bouhali pourra-t-il déclarer en 1950 : « La lutte pour la paix est la voie la plus courte et la moins coûteuse vers la libération nationale. »

Le 1^{er} Novembre 1954 surprendra le P.C.A. comme il a surpris les organisations algériennes (M.T.L.D. - U.D.M.A.). Le 2 novembre 1954 son bureau politique publie une déclaration où il explique les « différentes actions armées » par la « politique colonialiste d'oppression nationale, d'étouffement des libertés et d'exploitation, avec son cortège de racisme, de misère et de chômage. »

Mais s'éloignant de la position définie par la III^e Internationale de soutien à « tout mouvement d'émancipation dans les colonies », il porte indirectement un jugement sur la voie choisie par les promoteurs du F.L.N., en estimant : « que la meilleure façon d'éviter les effusions de sang, d'instaurer un climat d'entente et de paix consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie, sans distinction de race, ni de religion et qui tiendrait compte des intérêts de la France ». Position qui montre qu'il est loin « d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la Métropole » comme le prescrit l'Internationale. Le P.C.A. affirme au contraire dans la suite de sa déclaration que les « Musulmans et Européens » (sans que soient précisées les classes sociales) sont « appelés à vivre ensemble en Algérie, leur patrimoine commun à tous », (souligné par nous).

Dans cette première déclaration, malgré la

prudence du ton, apparaissent les deux caractéristiques de la position du P.C.F.-P.C.A. à l'égard de la lutte de libération nationale :

— Défiance à l'égard des solutions trop radicales, qui, si elles ont la faveur des Algériens, risquent de ne pas entraîner la minorité européenne qui se sent plus proche du colon que de l'Algérien déshérité,

— Recherche de solutions sauvegardant les positions coloniales (« Intérêt de la France »). Ces positions devant être garanties par le maintien de la minorité européenne qu'il s'agit donc d'associer à une solution modérée. Les communistes se font ainsi les apôtres du néo-colonialisme.

Ces deux points apparaissent plus clairement dans la déclaration du P.C.F. du 8 novembre 1954 que « Révolution Socialiste » n° 7 se garde de citer.

D'une part, le P.C.F. ne saurait « approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux », mais il ne pousse quand même pas l'amalgame entre nationalistes et colonialistes jusqu'à réclamer des châtiments exemplaires comme en 1945.

Le P.C.F. se prononce contre le déclenchement de la lutte armée, contre la violence qui l'accompagne et une allusion hypocrite laisse supposer une collusion avec le colonialisme.

D'autre part, le P.C.F. propose de rechercher : « Une solution assurant la défense des intérêts de la France, ceux-ci ne pouvant être vraiment garantis que si les relations entre les peuples algérien et français se situent dans un climat d'amitié et de confiance réciproque. »

Enfin, l'Humanité du 13 janvier 1955 est plus catégorique : « Le P.C.A. s'est toujours gardé des mots d'ordre inconsidérés ou d'actes individuels qui ne correspondent pas à la volonté et aux possibilités réelles des larges couches de la population, qui seraient un élément de division parmi les travailleurs algériens ou qui risqueraient de faire le jeu des colonialistes... Les luttes quotidiennes pour les revendications si minimes soient-elles préparent les plus grands succès. »

Est-ce donc une calomnie que de prétendre que le P.C.A. n'a pas soutenu le déclenchement de l'insurrection le 1^{er} Novembre 1954. Les révisionnistes futurs, à l'instar de ceux du P.A.G.S., écriront-ils des brochures pour rejeter la responsabilité de telles déclarations sur tel ou tel des secrétaires du P.C.F.-P.C.A. ? Comme pour mai 1945, cela ne servirait à rien, car le P.C.A. ne s'est pas arrêté aux déclarations de défiance. Devant le développement du mouvement, il tente de réduire l'influence du F.L.N., d'une part en tentant d'organiser ses propres maquis sous le nom de « combattants de la Libération », d'autre part en faisant appel à d'autres forces que le F.L.N., y compris le M.N.A. de Messali Hadj, qui avec l'aide de la police menait la lutte contre le F.L.N.. Qu'on lise les « Cahiers du Communisme » de mai 1956 : « Afin de renforcer toujours plus l'alliance solide de toutes les forces du peuple, le Parti commu-

niste algérien, qui participe à la lutte nationale contre le colonialisme, appelait encore tout récemment les patriotes algériens sans distinction qu'ils soient du F.L.N., du M.N.A., ou des Combattants de la Libération, nationalistes, communistes, progressistes, organisés ou non, à rejeter les sujets de querelles ou de division, à rechercher tout ce qui unit, à réaliser en commun les conditions du succès. Le Parti communiste algérien réaffirmait également que les possibilités de négociation existent et peuvent s'engager sur la base de la reconnaissance solennelle des aspirations nationales du peuple algérien.

« En outre, le ralliement officiel de Ferhat Abbas, leader de l'U.D.M.A., du Cheikh Tewfik El Madani, dirigeant des Oulémas, ainsi que d'autres personnalités algériennes au Front de Libération Nationale, a confirmé l'ampleur de la lutte du peuple algérien pour son indépendance. »

Pendant que le P.C.A. essaie de limiter la représentativité du F.L.N., le P.C.F. soutient la répression par le vote des « pouvoirs spéciaux » au « socialiste » Guy Mollet qui mène la « pacification » en Algérie. Thorez explique cyniquement dans l'Humanité du 27 mars 1956 que le vote des députés de son parti visait à « préserver les possibilités d'un large développement du front unique avec les ouvriers socialistes... Les députés communistes ont eu raison de ne pas compromettre cette perspective générale en se laissant aller à la rupture sur un point spécial. »

Le point « spécial » en question étant « les mesures militaires appliquées contre la population ».

Les Algériens sont donc sacrifiés aux nécessités tactiques de l'alliance avec les socialistes ; voilà le soutien qu'apporte le P.C.F., à la lutte de libération du peuple algérien.

Nous ne terminerons pas ce point sans dire un mot de la participation individuelle de certains militants communistes au F.L.N. et à l'A.L.N.. Le P.A.G.S. croit pouvoir en tirer argument pour prouver la participation du P.C.A. à la guerre de libération nationale. La même technique est utilisée par le pouvoir : elle consiste à prendre à témoin les martyrs (qui ne peuvent donc plus contredire) pour se justifier. Mais, la vérité est que les communistes qui ont pris le maquis (sous la direction du F.L.N., et non dans les rangs des « Combattants de la Libération ») au début de l'insurrection l'ont fait contre l'avis de la direction du P.C.A..

D'un autre côté, J. Duclos dans les « Cahiers du Communisme » de février 1957 ne donne-t-il pas cette interprétation : « Si certains Algériens, d'origine européenne, du fait de leur comportement colonialiste, ont accumulé contre eux des haines bien compréhensibles, d'autres Algériens d'origine européenne, parmi lesquels des communistes algériens, en participant aux combats pour la libération de leur patrie gagnent, en quelque sorte, pour l'ensemble des Algériens d'origine européenne, le droit imprescriptible, d'être demain de libres citoyens d'une Algérie libérée et indépendante, que nous

voulons amie et alliée de la France ». Si de tels combattants existent, si leur but était de défendre le « droit imprescriptible » de la minorité européenne, alors ils n'ont rien à voir avec le mouvement de libération nationale du peuple algérien.

Si, par contre, des communistes, prenant conscience de l'impasse dans laquelle les avait engagés leur direction ont rejoint la lutte du peuple algérien, alors ils n'ont rien à voir avec le P.C.A. et les révisionnistes ont mauvais goût de s'en réclamer, car l'attitude de ces communistes est un blâme pour le P.C.F.-P.C.A.

De telles vérités sont présentées par la brochure du P.A.G.S. comme des « attaques (qui) tentent d'accréditer l'idée qu'un communiste, un marxiste-léniniste ne saurait être un patriote ».

Il ne viendrait à l'idée de personne « d'accréditer » de telles idées à propos des communistes vietnamiens ou chinois qui ont démontré, dans les faits, leur patriotisme. Pour l'Algérie, c'est le P.C.A. lui-même qui accrédite cette idée en se proclamant communiste et en pratiquant la politique opportuniste et anti-nationaliste dont nous avons vu les principales étapes.

Ce faisant, il porte une grave responsabilité dans l'inexistence d'un mouvement révolutionnaire prolétarien dans notre pays. Après l'indépendance, il continue dans la même voie. Au moment où le P.R.S. lance l'idée de la constitution d'un parti de classe, les révisionnistes se lancent dans une politique opportuniste passant du soutien de la politique de Ben Bella (dans le cadre de la gauche du F.L.N.) à celle de Boumédiène aujourd'hui au sein du prétendu P.A.G.S..

La publication de la brochure de Hadjères est une tentative pour regrouper autour d'une fraction du pouvoir (Boumédiène) un « Front de l'édification ». Il est d'ailleurs remarquable que le P.C.A. propose toujours des fronts démocratiques ou autres et que le seul front où il ait été absent soit le F.L.N.. Il est vrai qu'il s'y est dissous (volontairement), mais seulement après l'indépendance, dans le « Parti du F.L.N. » de Ben Bella.

Il est évident que ce P.A.G.S. est libre de définir la politique qui lui plaît et de briguer un strapontin au sein du pouvoir. Si nous sommes amenés à dénoncer sa politique, c'est qu'elle vise à empêcher le prolétariat d'avoir une stratégie propre, en orientant la lutte vers le soutien de tel ou tel clan du pouvoir jugé progressiste ou réactionnaire selon des critères parfaitement subjectifs et extérieurs à l'Algérie et, en particulier, l'état des relations avec l'Union soviétique. Une telle ligne est appelée « réaliste ». En fait depuis longtemps, elle ne porte plus qu'un seul nom : celui de l'opportunisme petit-bourgeois. Il faut la dénoncer car par une propagande défaitiste et une politique capitularde, elle vise à désarmer les travailleurs et les révolutionnaires face à un pouvoir de plus en plus offensif. Ses conséquences pourraient être tragiques pour le mouvement populaire comme ce fut le cas en Indonésie et au Soudan.

وَمِنْ كَثْرَةِ الْإِنْتِظَارِ حَصَلَ مَا كَانَ
مَتَوَقَّعًا أَنْ يَحْصَلَ وَمَوَاقِعُ الْكِبَرِ
الَّذِي شَمَلَ شَرَفَ الْجَزَائِرِ وَغَرِيبًا
وَالَّذِي أَدَّى إِلَى تَخْطِيمِ الْمُنَظَّمَةِ وَالْإِقَاءِ
النَّبْضِ عَلَى كُلِّ الْمُنَاضِلِينَ تَقَرُّبًا

فَلَمَّا الْآنَ أَنْ تَقُولَ كَلِمَةً عَنِ الْعَلَقَاتِ
الَّتِي كَانَتْ تَوْجَدُ بَيْنَ حِزْبِ الشَّعْبِ
وَمِنْهُ الْمُنَظَّمَاتِ وَبَيْنَ الْمُنَظَّمَاتِ نَفْسَهَا
فَفِي أَعْلَى الْيَقِينَةِ نَجِدُ مِيسَالِي كَرِيمِي مُفْعِلٍ
عَنِ الْقِيَمَةِ وَعَنِ الْقَائِدَةِ وَالَّذِي كَانَ يُسِيرُ
سِيَاسَتَهُ الشَّخْصِيَّةَ وَهُوَ مَعَاظُ بَحْرَانِهِ
وَبَعْدَهُ سَيَاتِينِ .

فِي مَرْتَبَةِ اسْقُلْ نَجِدُ اللُّجْنَةَ الْمَرْكَزِيَّةَ
الَّتِي كَانَتْ فِي الْبِدَايَةِ خَاصَّةً لِمِيسَالِي
وَالَّتِي ابْتَدَعَتْ عَنْهُ مِنْ بَعْدِ شَيْئًا نَشِئًا
حَتَّى اسْتَبَعَتْ فِي سَنَوَاتِ 1954-1955 مُضَامَةً
لَهُ وَمَا أَذَى إِلَى الْإِنْفِصَالِ بَيْنَ أَنْسَارِ
مِيسَالِي وَبَيْنَ الْمَرْكَزِيِّينَ .

فَكَانَتْ اللُّجْنَةُ الْمَرْكَزِيَّةُ مِنْ جِهَتِهَا تُسِيرُ
ثَلَاثَةَ مَنَظَّمَاتٍ :

(1) حُرَّةُ الْإِنْتِصَارِ لِلْحُرِّيَّاتِ الدِّيمُقْرَاطِيَّةِ
الَّتِي كَانَتْ قَانُونِيَّةً وَالَّتِي لَمْ تَكُنْ مَنَظَّمَةً
حَقِيقِيَّةً بَلْ كَانَتْ تَجْمَعُ الْمُنْتَخَبِينَ فِي أَشْكَالٍ
مَعْرُوفَةٍ

(2) الْمُنَظَّمَةُ الْخَاصَّةُ الَّتِي تَتَكْرَّمُ كَمَا رَأَيْنَا
مِنْ مُنَاضِلِينَ كَانُوا يَتَنَقَّبُونَ لِلْكَفَاحِ
الْمُسْلَحِ .

(3) مَنَظَّمَةُ حِزْبِ الشَّعْبِ الْجَزَائِرِيِّ الَّتِي كَانَتْ
سِرِّيَّةً وَالَّتِي سَمَّيْتُ فِي ذَلِكَ الْوَقْتِ
" مَنَظَّمَةُ السِّيَاسَةِ " فَكَانَتْ تَجْمَعُ آلَافَ
الْمُنَاضِلِينَ عِبْرَ الْبِلَادِ يُحِبُّهُمْ مُسْرُورُونَ
دَائِمُونَ عَلَى مُسْتَوَى الْجَمَّاتِ وَالسَّاجِدِ
وَالْوَلَايَاتِ وَالْبِيدِ الْبَيَاتِ وَالَّذِينَ كَانُوا
يُدَوِّرُهُمْ نَحْتُ أَوَامِرَ لُجْنَةِ السَّطِينِمْ الَّتِي
كَانَتْ بِنَفْسِهَا تَحْتِ نَفْوَدِ اللُّجْنَةِ
الْمَرْكَزِيَّةِ .

فَتَرَى إِذَنْ أَنَّهُ يُوَجَدُ بَيْنَ أَجْهَرَةِ
الْقِيَادَةِ وَبَيْنَ مَا كَانَ يُسَمَّى بِالْقَائِدَةِ

عَدَدٌ مِنَ الرُّسَطَاءِ الَّذِي يَكُونُونَ جَمَارَ
الْحِزْبِ وَالَّذِينَ كَانَ دَوْرُهُمْ تَسْلِيحَ
الْأَوَامِرِ وَلِذَا فَإِنَّ كُلَّ مَا كَانَ يَحْدُثُ بَيْنَ
مِيسَالِي وَاللُّجْنَةِ الْمَرْكَزِيَّةِ لَمْ يَكُنْ يَهْلُ إِلَى
الْقَاعِدَةِ فَمَا كَانَ إِذَنْ تَفَارُوتَ حَقِيقِي
فَمِنْ جَمْعَةٍ نَجِدُ قِيَمَةً تَسَلَّتْ فِيهَا
الْبُرْجَوَازِيَّةُ وَالْبُرْجَوَاطِيَّةُ وَالَّتِي كَانَتْ
تَخَاصِمَاتٍ دَاخِلِيَّةً أَذَتْ بِهَا إِلَى
الْإِنْفِصَالِ وَمِنْ جَمْعَةٍ أُخْرَى نَجِدُ الْقَائِدَةَ
الَّتِي كَانَ يُحْكِي لَهَا أَنْ إِلَّا سَتَقْدَالُ هُوَ
الْمَقْدَفُ السَّيَاسِي وَالَّتِي كَانَ يُطْلَبُ مِنْهَا
كُلُّ التَّضَعِيَّاتِ .

فَصَارَ هَذَا الْإِنْفِصَالُ بَيْنَ الْقَائِدَةِ وَالْقِيَمَةِ
وَاصْخَا حِينَمَا خَلَمَ الْقِيَمَةُ الْكَبِيرُ الْمُنَظَّمَةُ
السِّرِّيَّةَ فَاسْتَبَعَ الْحِزْبُ فِي مَوْقِفِ
سَعِيدٍ : يَا مَلَّ تَرَى يَجِبُ دَفْعُ مُنَاضِلِي
الْمُنَظَّمَةِ السِّرِّيَّةِ فِي الْكِنَاحِ الْمُسْلَحِ وَمَكْذَا
يُضْبَحُونَ نَاجِيَيْنَ مِنَ التَّمَعُّ وَالْإِيجَابِ
الْإِنْتِظَارِ ؟

فَقَرَّرَ الْحِزْبُ الْإِنْتِظَارَ مَكْذَا مَسْ
الْقِيَمَةُ جَمِيعُ مُنَاضِلِي الْمُنَظَّمَةِ السِّرِّيَّةِ
وَمِنْ جَمْعَةٍ أُخْرَى كَانَ هُنَاكَ سُؤَالٌ
آخَرٌ : يَا مَلَّ تَرَى يَجِبُ الدِّفَاعُ عَنْ
مُنَاضِلِي الْمُنَظَّمَةِ الْخَاصَّةِ أَمْ لَا ؟

فَأَخَذَتْ اللُّجْنَةُ الْمَرْكَزِيَّةُ مَوْقِفًا
ذَلِيلًا لِأَنَّهُ تَرَرَتْ أَثْمَاتُ دَائِعٍ عَنْ
مُنَاضِلِي الْمُنَظَّمَةِ الْخَاصَّةِ لَا يَصِفْتُهُمْ
أَعْمَاءُ الْمُنَظَّمَةِ بَلْ يَصِفْتُهُمْ مُنَاضِلِي
حِزْبِ الشَّعْبِ وَمِنْهُ الْكَبِيرَةُ لَقَدْ
تَكْرَّمَتْ كَمَا فَخِينِ مُتَمَيِّزِينَ لِحِزْبِ
التَّخَرِيرِ

وَبَعْدَ عِدَّةِ حَوَادِثَ، قَرَّرَ مُنَاضِلُو
الْمُنَظَّمَةِ الْخَاصَّةِ الَّذِي كَانُوا كَلَّمَهُمْ
تَبَحُّثَ عَنْهُمْ الشَّرْكَاءَ أَنْ يُوْتِفُوا الْأَرْزَاقَ
الَّتِي أُسْمِتَتْ خَطَرًا لِلْحُرَّةِ الْوَلَايَةِ
وَأَنْ يَأْسَسُوا " اللُّجْنَةَ الثَّوْرِيَّةَ لِلْإِتِّحَادِ
وَالْعَمَلِ " وَلَمْ تَكُنْ هَذِهِ اللُّجْنَةُ فِي الْبَدَايَةِ
خَلَقَتْ مِنْ بَعْدِ جَمْعَةِ التَّخَرِيرِ الْوَلَايَةِ

كَمَا زَعَمَتْ عِدَّةٌ صُحُفٍ وَمُؤَلَّفَاتٍ
فَكَانَتْ اللُّجْنَةُ مَكُونَةً مِنْ عُنُوتَيْنِ
لِلْمُنَظَّمَةِ الْخَاصَّةِ وَهُمَا بَنُو الْعَيْدِ
وَبُوشِيَّافَ وَمِنْ عُنُوتَيْنِ لِللُّجْنَةِ
الْمَرْكَزِيَّةِ وَهُمَا دَخْلِي وَبُوشِيَّافَ وَمِنْهُمَا
كَانَ اخْتِنَابُ الْأَرْزَاقِ وَالْحَصُولُ مِنْ جَدِيدٍ
عَلَى وَحْدَةِ الْحِزْبِ .

فَفِي رَجَبِ 1954 وَهُوَ تَارِيخُ تَأْسِيسِ اللُّجْنَةِ
لَمْ يَتَرَرِ الْخَوْصُ فِي الْمُتَرَكَّةِ الْمُسْلَحَةِ
فَمَا كَانَ مُنَاضِلُو الْمُنَظَّمَةِ الْخَاصَّةِ يَفْكُرُونَ
فِي ذَلِكَ لَكِنْ دَخْلِي وَبُوشِيَّافَ وَأَعْمَاءُ
اللُّجْنَةِ الْمَرْكَزِيَّةِ الْآخَرِينَ لَمْ يَكُنْ هَدَفُهُمُ
الْكِنَاحُ الْمُسْلَحُ .

فَنَشَرَتْ اللُّجْنَةُ جُرِيدَةً اسْمُهَا " الْوَلَايَةُ " .
كَانَتْ تُعْبَرُ عَلَى مَوْقِفِ الَّذِي كَانُوا عَازِمِينَ
عَلَى بَعَثِ الْإِطْلَاحِ الْمُسْلَحِ مِنَ الْقَاعِدَةِ

فَيُفَضِّلُ اللُّجْنَةُ اسْتِكْمَالَ مُنَاضِلِي الْمُنَظَّمَةِ
الْخَاصَّةِ وَمِنْهُمْ بَنُو الْعَيْدِ، بُوشِيَّافَ
دِيدَرُشَ أَنْ يَكْرَهُوا اتِّسَالَاتٍ دَاخِلَ
الْحِزْبِ وَأَنْ يَلْتَحِقُوا بِمُنَاضِلِينَ كَانُوا
يَعْرِفُونَهُمْ مِنْ قَبْلُ وَهَكَذَا تَيَقَّنُوا
بِأَنَّهُ حَانَ وَقْتُ انْطِلَاقِ الْكِفَاحِ
الْمُسْلَحِ وَلَيْسَ لَهُمْ أَنْ يَتَنَظَّرُوا الْمَرْكَزِيِّينَ
وَلَا أَنْسَارَ مِيسَالِي حَتَّى يَقُومُوا بِأَيِّ
عَمَلٍ

وَهَكَذَا رَقَعَتْ فِي أَوَاخِرِ شَهْرِ جَوَانِ جَمْعِيَّةٌ
مِائَةً سَمَّيْتُ بِجَمْعِيَّةِ " الْإِشْتِي وَعَشْرِينَ -
لِحُضُورِ إِشْتِي وَعَشْرِينَ مُنَاضِلًا جَاءُوا مِنْ
مُخْتَلَفِ جَمَاطِ الْبِلَادِ - فَأَخَذَتْ الْجَمْعِيَّةُ
لُجْنَةً سَمَّيْتُ بِلُجْنَةِ السَّنَةِ . فَمِنْهُمْ
كَانَتْ تُعْبِرُ الثَّوْرَةَ الْمُسْلَحَةَ . وَأَعْمَاءُ

هَذِهِ اللُّجْنَةُ هُمْ بَنُو الْعَيْدِ بَنُو مُهْيَدِي
دِيدُوشَ ، بِيَطَاكُ ، بُوشِيَّافَ وَكَرِيمُ
وَمَا يَتَرَأَّسُهَا بُوشِيَّافَ . فَلُجْنَةُ
السَّنَةِ هِيَ الَّتِي أُسْمِتَتْ خَبِيرَةُ التَّخَرِيرِ
الرَّائِسِي رَجِيئِي التَّخَرِيرِ الْوَلَايَةِ وَهِيَ الَّتِي
كَانَتْ مَعَ الْمُنَاضِلِينَ الَّذِي نَظَّمَتْهُمْ
بِإِنْدِلَاجِ الثَّوْرَةِ فِي أَوَّلِ نَوْبَرِ 1954 .

تاريخ مختصر للحركة الوطنية الجزائرية

عَدَدٌ مِنْ مُدُنِ الشَّرْقِ الْجَزَائِرِيِّ إِلَى وَفَاتِ عَدَدٍ مِنَ الْمَنَاضِلِيِّينَ لَكِنِ الْجَاهِلِيَّ عَارَضَتْ هَذَا الْقَمْعَ وَهَكَذَا انْقَلَبَتِ الْمُنَاطَاةُ السَّلَامِيَّةُ إِلَى فَتْنَةٍ شَعْبِيَّةٍ كَبِيرَةٍ فَقُتِلَ عَدَدٌ مِنَ الْمُسْتَعْمِرِينَ وَهَرَجَتِ مَزَارِجُ الِاسْتِعْمَارِ فَدَامَتْ الثَّوْرَةُ فِي بَعْضِ الْجِبَالِ أَسْبُوعًا كَامِلًا لَكِنِ بَعْدَ هَذَا نُظِمَتِ السُّلْطَةُ قَمْعًا وَاسِعًا نَحَتَ قِيَادَةَ الْجِينِرَالِ دُرْفَالٍ فَكَانَ الْقَمْعُ شَدِيدًا حِدًّا مِنْ قَبْلِ خُنُودِ الِاسْتِعْمَارِ الَّذِينَ أَذْخَلُوا الرُّعْبَ فِي الدَّوَابِرِ فَقُتِلَ 45000 جَزَائِرِيٍّ وَالْقِيْلُ الْقَبْضُ عَلَى آلَافٍ مِنْهُمْ وَحُطِّمَتِ عَشْرَاتُ الدَّوَابِرِ بِقَنَابِلِ الشَّيْنِ وَالْمُطَابَرَاتِ وَالذَّبَابَاتِ لَعَنَ وَصَلَتْ هَذِهِ الْمَذْبَحَةُ إِلَى حَدِّ أَرْغَمِ الْوَالِي الْعَامَ عَلَى بَعَثِ لُجْنَةٍ تَعْقِيقٍ فَكَانَ يَتَرَأَسُهَا الْجِينِرَالُ ترويسر الذي وَصَلَ إِلَى سَهْلِيَّ فِي 11 مَآيٍ لِيَبْقَى هُنَاكَ أَسْبُوعًا لَكِنَّهُ رَجَعَ بَعْدَ يَوْمَيْنِ فَقَطْ وَرَغِمَ هَذَا كَانَ التَّقْرِيرُ الَّذِي خَرَّرَهُ مَرْهُمًا جَدًّا فَتَعَقَّقَ هَذَا التَّقْرِيرُ أَنَّ الثَّوْرَةَ مَسَتْ جَمِيعَ الْجَزَائِرِيِّينَ الَّذِينَ كَانُوا فِي مَجَاعَةٍ كَبِيرَةٍ فِي آخِرِ سَنَةِ 1944. فَجَاءَ فِي التَّقْرِيرِ مَتَلًا أَنَّ مُعَلِّمًا كَتَبَ عَلَى الْقَبُورِ لِلتَّلَامِيذِ الْجُمْلَةَ التَّالِيَةَ: «أَنَا فَرَنْسِيٌّ وَفَرَنْسَاوَلِيٌّ» فَكَتَبَ التَّلَامِيذُ عَلَى كُرَارِ بَسِيمٍ «أَنَا جَزَائِرِيٌّ وَالْجَزَائِرِيُّ وَطَنِي»

أَمَّا مَوْقِفُ الْحِزْبِ الشُّبُوعِيِّ الْفَرَنْسِيِّ وَالْحِزْبِ الشُّبُوعِيِّ الْجَزَائِرِيِّ فَكَانَ مَوْقِفًا مُعْجَبًا كَمَا يَنْظُرُ لَنَا فِي الْمَقَالِ الْآتِي الَّذِي نَشْرَعُهُ جَرِيدَةُ "الْجَزَائِرِ الْجُمْهُورِيَّةُ" فِي 18 مَآيٍ 1945:

«لَعَنَ اسْتَقِيلَ وَفَدَ مُشْتَرَكٌ لِلْحِزْبِ الشُّبُوعِيِّ الْفَرَنْسِيِّ وَالْحِزْبِ الشُّبُوعِيِّ الْجَزَائِرِيِّ مِنْ طَرَفِ رَيْبِسِ مَكْتَبِ الْوَالِي الْعَامِ وَقَدْ تَعَدَّتْ مَعَهُ عَنَى نَحْرِيضِكُ عَمَلَاءِ حِزْبِ الشَّعْبِ الْجَزَائِرِيِّ الْمُنَاضِلِينَ وَعَمَلَاءِ آخَرِينَ مُخْتَوِيَيْنَ فِي مَسْطَحَاتِ

نَدْعِي نَفْسَ مَا دِيمُقْرَاطِيَّةً. وَقَدْ تَمَكَّنَ هَذَا التَّحَالُفُ الْإِجْرَامِيُّ مِنْ إِزَاقَةِ الدِّمَاءِ وَذَلِكَ بَعْدَ أَنْ حَارَكُوا بِدُونِ حُدُودٍ تَفْجِيرَ فِتْنَةِ الْجَارِيَيْنِ وَقَدْ اعْتَبَرَ الْوَقْدَانِ أَنَّ تَطْيِيقَ عَقُوبَاتٍ سَرِيعَةٍ بِدُونِ رَحْمَةٍ وَبِإِقْرَابٍ رُفَّتْ عَلَى الْمُجْرِمِينَ رُبَّمَا تَسَاهَلُ فَعَلًا فِي إِرْجَاجِ الْمُدْرَةِ.»

وَمِنْ بَعْدِ الْقَوَالِدِي صَوَّتَ عَلَيْهِ الشُّبُوعِيُّونَ (حَتَّى يُنْتَسَى مَوْقِفُهُمُ الْمُنْجَرِمُ السَّابِقُ) أَطْلُقَ سَرَاحَ عِبَاسٍ الَّذِي سَجَنَ بَعْدَ حَوَادِثِ مَآيٍ 1945 وَالَّذِي كَانَتْ قَدْ تَطَوَّرَتْ مَوَاقِفُهُ مِنَ الْمَطَالَبَةِ بِالِإِذْمَاجِ إِلَى الْمَطَالَبَةِ بِالْعُلْمِ الذَّائِلِ لِلْجَزَائِرِ فَتَمَيَّزَ بِتَقْدِيمِ مَرَشَجِينَ لِاتِّخَاذَاتِ 1946 وَأَسَاسِ "الِاتِّخَاذِ الدِّيمُقْرَاطِيِّ لِلْبَيَانِ الْجَزَائِرِيِّ" فِي أَكْتُوبَرِ 1946 فَكَانَتْ جَرِيدَةُ الْمَسَاوَاتِ أَمَّا بَرَنَّا مَجْهَهُ فَقَدْ حَذَّاهُ عِبَاسٌ بِقَوْلِهِ:

«بِالرَّغْمِ مِنَ الْجَرِيئَةِ الْإِسْتِعْمَارِيَّةِ وَبِالرَّغْمِ مِنَ عَدَمِ التَّعَالُفِ مِنْ طَرَفِ عَقُولِ كَرَمَةٍ لَكِنَّمَا مَارَلَتْ مُعَيَّنَةً وَبِالرَّغْمِ مِنَ التَّخْرِيبَاتِ وَالْفِتْنَاتِ الْأَخِيرَةِ لِإِطْطَامِ مَحْكُومٍ عَلَيْهِ فَإِنَّ الْجَزَائِرِ الْجَدِيدَةَ الْمُرْتَبِلَةَ بِرَضَى بِي قَالِبٍ فِيدِرَالِي إِلَى فَرَنْسَا جَدِيدَةٍ سَتَنْشَأُ بِفَضْلِ الْعَمَلِ الْمُرْدُوحِ لِلدِّيمُقْرَاطِيَّةِ الْفَرَنْسِيَّةِ وَالْمُسْلِمِينَ»

فَنَرَى إِذَنْ أَنَّهُ لَا يَبْهَتُ أَنَّ نَتَنَطَّرُ إِلَى شَيْءٍ مِنْ هَذِهِ الْخُطَّةِ.

لَكِنِ يَحْسِنُ الْحِطُّ كَانَتْ حَوَادِثُ مَآيٍ 1945 خَافِلَةً بِالْعِبَرِ لِمَنَاضِلِيِّينَ وَطَنِيِّينَ آخَرِينَ فَهَمُّوا أَنَّ الْإِسْتِقْلَالَ لَا يُعْطَى لَكِنَّهُ يُنْتَزَعُ وَبَعْدَ 1946 اتَّبَعَ حِزْبُ الشَّعْبِ الْجَزَائِرِيِّ سِيَامَتَيْنِ فِي نَفْسِ الْوَقْتِ مِنْ جِهَةٍ وَتَحْتَ ضَغْطِ مِيَسَالِي حَاجِ كَوْنِ حِزْبِ الشَّعْبِ مُنْظَمَةً اِتِّحَادِيَّةً تُسَمَّى "الْحَرَكَةُ لِاتِّصَارِ الْخَرِيَّاتِ الدِّيمُقْرَاطِيَّةِ" وَمَدَفَ هَذِهِ الْمُنْظَمَةُ كَانَ تَقْدِيمُ مَنْشُجِينَ

لِمُخْتَلَفِ الْمَحَالِمِ. فَصَارَتْ هَذِهِ الْحَرَكَةُ حَرَكَةُ الْوُجُهَاءِ وَالْمُنْتَحَبِينَ وَالنَّوَابِ وَبَدَأَتْ تَبْنَعِدُ أَكْثَرًا كَثْرَةً فَاعْتَدَتْ الْحَزْبِ، وَمِنْ جِهَةٍ أُخْرَى أَسَاسِ حِزْبِ الشَّعْبِ "الْمُنْظَمَةُ الْخَاصَّةُ" الَّتِي كَانَتْ مُنْظَمَةً عَسْكَرِيَّةً سِرِّيَّةً تَقْدِفُ إِلَى تَكْوِينِ مَنَاضِلِيٍّ قَادِرِينَ عَلَى الْقِيَامِ بِالْكَفَاحِ الْمُسْلِحِ. وَقَدْ دَامَ نَشَاطُ هَذِهِ الْمُنْظَمَةِ مِنْ 1947 إِلَى 1949 حَسَبِ الْإِطْطَامِ الْآتِي:

فِي أَسْفَلِ التَّرْتِيبِ نَعْدُ نَصِفُ مَجْمُوعَةً مُتَكَوِّنَةً مِنْ شَخْصِيَّاتٍ وَقَادِدِ نَصِفُ الْمَجْمُوعَةَ كُلَّ اثْنَتَيْ نِصْفِ مَجْمُوعَةٍ تَكُونُ مَجْمُوعَةً وَكُلُّ مَجْمُوعَتَيْنِ تَكُونُ فِرْقَةً. فَتَرَى إِذَنْ أَنَّ الْإِنْعِرَالَ فِي السُّلْطِمِ مُوَاعِزَالٌ دَقِيقٌ: فَنِصِفُ مَجْمُوعَةً لَا نَعْرِفُ الْأُخْرَى وَالْمَجْمُوعَةُ كَذَلِكَ فَالْتَعَارُفُ لَا يَكُونُ مُمَكِّنًا إِلَّا عَلَى مُسْتَوَى الْفِرْقَةِ وَذَلِكَ بَيْنَ رَيْبِسِي الْمَجْمُوعَةِ عَشِيرِ وَمَسْؤُولِ الْفِرْقَةِ.

فَعِدَّةُ فِرَقٍ تَكُونُ قَسَمَةً وَعِدَّةُ قَسَمَاتٍ تَكُونُ نَاحِيَةً وَعِدَّةُ نَوَاحِي تَكُونُ وِلَايَةً وَنَعْدُ فِي الْقَهْقَرِ قِيَادَةُ الْمُنْظَمَةِ الْخَاصَّةِ وَهِيَ تَتَكَوَّنُ مِنْ ثَلَاثَةِ أَعْضَاءٍ كُلِّ وَاحِدٍ عَلَى رَأْسِ وِلَايَةٍ وَمِنْ مَسْؤُولِ الْجَزَائِرِ الْعَامِمُ وَمِنْ مَسْؤُولِ الْعَسْكَرِيِّ وَالْمَسْؤُولِ السِّيَاسِيِّ فَعَلَى رَأْسِ كُلِّ مَدَا السُّلْطِمِ نَعْدُ مَسْؤُولًا وَطَنِيًّا وَهُوَ مُحَمَّدُ بَلُورْدَا الَّذِي كَانَ فِي نَفْسِ الْوَقْتِ عَضْوًا فِي اللُّجْنَةِ الْمُرَكِّزَةِ لِحِزْبِ الشَّعْبِ.

وَقَدْ تَمَكَّنَتِ الْمُنْظَمَةُ الْخَاصَّةُ مِنْ جَمِيعِ بَيْنِ أَلْفٍ وَأَلْفٍ وَخَمْسِمِائَةٍ مَنَاضِلِ كَانُوا كُلُّهُمْ مُتَمَهِّمِينَ عَلَى الْكِفَاحِ وَقَدْ اتَّبَعَ مَوْلَاؤُهَا الْمَنَاضِلُونَ تَكْوِينًا عَسْكَرِيًّا مَدَّةَ سَنَتَيْنِ كَامِلَتَيْنِ ثُمَّ بَدَأُوا يَنْتَظِرُونَ أَمْرَ دَايَةِ الْكِفَاحِ الْمُسْلِحِ. لَكِنِ هَذَا الْأَمْرُ لَمْ يَأْتِ أَبَدًا

وَمِنْ أَجْلِ هَذَا الْبَرَامِجِ لَقَدْ عَارَضَ
الاستعمار "نَجْمَةَ شَمَال إفريقيا" بقمح
شديد متواضعا إلى أن فكها في عام
1929 وكانت في ذلك الوقت تتجمع
أربعة آلاف مناضل. فتكونت من جديد
عام 1933 تحت اسم "اللجنة الجيدة" لكن
لم يكن لها وجود حقيقي في الجزائر
وذلك حتى عام 1936 وبعد دخولها
إلى الجزائر تعارضت بقوة إلى فكرة
التصاق بلادنا بفرنسا كما كانت تطلبه
جميع الحركات الأخرى وأصبحت "نَجْمَةُ
شمال إفريقيا" مشهورة كثيرًا في الأوساط
الشعبية وخاصة في المدن. ففكرها
الاستعماري من جديد في جانفي 1937 لكن
رغم ذلك واصلت نشاطها تحت اسم
"أصدقاء الأمة" وفي 11 مارس 1937 أسس
مناضلوها حزبًا جديدًا وهو "حزب
الشعب الجزائري" بإشراف تحت رئاسة
ميمالي، وأصدر الحزب جريدة اسمها
"الأمة".

فإنه رغم تأسيس "نَجْمَةَ شَمَال إفريقيا" في
إطار "الحزب الشيوعي الفرنسي أو بقربه
فلا بد أن نذكر أنه ظهرت بسرعة
خلافات بين النجدة والحزب الشيوعي أدت
إلى تعارض راح يشتد أكثر فأكثر.
فكان الحزب الشيوعي "ينكر الجنسية
الجزائرية وذلك إلى أن أرفع عام 1925
من طرف الشيوعية الدولية التي نظمتها
لينين على تغيير موقفه فيما يخص
المنعمرات والمطالبة باستقلالها
لكن مواقفها العنصرية الوطنية كانت
تدفعه إلى مكافحة الحركة الوطنية
وخاصة حزب الشعب مكافحة حازمة
وأخذ الحزب الشيوعي "الجزائري الذي
كان في الحقيقة جزءًا من الحزب الشيوعي
الفرنسي خطة تمتاز بتعاليف مع
العلماء والمنتخبين وأصحاب عباس
فكان هذا الحلف يعارض الحركة

الوطنية وهذا ما أدى حزب الشعب إلى
التغير شيئًا فشيئًا بمواقف حازمة ضد
الشيوعية فصارت تلك المواقف
من بعد زمانًا ثقلًا للحركة العمالية
وفي شهر ديسمبر 1937 جاء حزب
الشعب بجواب إلى الحزب الشيوعي
الجزائري بهذا نصه: «إن حزب الشعب
الجزائري لا يكون إلا جزائريون فليست
منظمة الأمالي كلها، فهو لا يضبط
منظمة العمال الذين يكونون أغلبية
أعضائها والطبقات السفلى للجزائرية
المتوسطة. فإن المهنة الحرة والتفافية
تمثل أقلية في وسط الحزب، وفي
سياسته يترأى متعواة الاجتماعي
فإنه يؤيد المطالب الاجتماعي مترجمًا
بعدًا عن رغبات ومشاعر الجماهير
الحقيقية، تلك الجماهير التي انبثق
منها الحزب. ثم إن أمالي جزائرية هي
التي وحدنا خططت سياسته ومنعته»
أما فيما يخص الحالة في الجزائر لقد وقعت
بعض الحوادث منذ بداية الحرب العالمية
الثانية في 1939. ففي سنة واحدة فكت
السلطات الاستعمارية حزب الشعب
وألقت القبض على عدد كبير من مناضليه
ومنهم خاصة المناضلين الذين قادوا حملة
صد النجيد في الجيش الفرنسي ومن
بينهم لامين دباغين وابن خدة. فكانوا
هؤلاء المناضلون يعتبرون أن تلك
الحزب لا تقم الجزائريين
أما فرحات عباس فلم يكن هذا هو
موقفه بالعكس فإنه كتب في رسالة نشرت
في جريدة "الاتفاق" أن مكانة في الجيش
مع رفاه الجنود الفرنسيين وأنه
يعتبر أن السياسة لازم أن تفكر بها.
فتطوع فرحات عباس ثم رجع إلى الجزائر
بعد أشهر قليلة وعند دخوله السلطة
في إقامة جبرية ثم أطلق سراحه عند
وصول الحلفاء فقام إذ ذاك بعض الإنقلاب

وخاصة مع مؤرقي ممثل الولايات
المتحدة في الجزائر لأن الأمريكيون كانوا
يؤيدون انسحاب الاستعمار القديم من
البلدان المستعمرة وهكذا جمع عباس
حول بعض البرجوازيين الكبار أمثال
تمزالي وحزروا نصًا سموة "بيان
الشعب الجزائري" والذي يطالبون فيه
بالعلم الذاتي في إطار الاتحاد الفرنسي
فاجتمع أعضاء جمعية العلماء والمنتخبين
حول هذا البيان وفي 1943 قدم البيان
الذي كان يؤيد ممثل الولايات
المتحدة للحكومة الفرنسية التي رفضته
وبعد أن زيد إلى البيان ملحقًا بظمن
بعض مطالب حزب الشعب الجزائري
التحق مناضلي هذا الحزب بالعلماء
والمنتخبين وأسسموا في 1944 "أصدقاء
البيان والحريّة". وبعد بضعة أشهر
فقط شكلت المنظمة الجديدة
عشرات الآلاف من الأعضاء أغلبيتها
كانت متكونة من مناضلي حزب الشعب
الذين كانوا يقومون بالدعاية
وينظمون الاجتماعات في كل أنحاء
الجزائر.

وعندما انتهت الحرب العالمية الثانية
كانت النتيجة في الجزائر متميزة بهذا
الغليان السياسي. ففي 4 ماي 1945 - يوم
النصر بينما كان العالم كله يحتفل
بنيقاية النازية كان الجزائريون
يتظاهرون في الشوارع وكانت هذه
المظاهرات مباحة وشرعية وكانت
واقعة في معظم مدن الجزائر الكبرى
وشعارات الحزب في ذلك اليوم كانت
أن يخرج المنظمون بهذه المناسبة
العلم الجزائري وأن يطالبوا بالاستقلال
لكن السلطة الاستعمارية كانت حازمة
على اغتياب هذه الترسية لتعطيل الحركة
الشعبية. وهكذا أدت تحديات
الشرطة في سطيف وقائمه وفي

تاريخ مختصر للحركة الوطنية الجزائرية

في الهجرة وفي طبعات البرجوازية الصغيرة. بدأت توجه الكفاح ضد التوسعات الاستعمارية معبراً عن مواقفها في عدد من الجرائد منها "صوت الأمالي" للعلم الزناني والبلّاح والإخلاص والاتفاق والعناية والإقدام التي كانت جريدة الأمير خالد.

لقد تطورت هذه الحركات الوطنية الأولى في بيئة المثقفين الجزائريين الذين كانوا أصلهم من البرجوازية. فكان هؤلاء الشبان الجزائريين كما كانوا يسعون أنفسهم يطالبون بالإدماج وتمازج مع هذه الحركة الأمير خالد حفيد الأمير عبد القادر والذي كان ضابطاً في الجيش الفرنسي.

فكان برنامج الأمير خالد يحتوي على: ارتفاع الأمالي إلى الجنسية الفرنسية في إطار الوضع الشخصي الإسلامي. نيابة الأمالي في البرلمان. إلحاق الولايات الثلاثة بالوطن الفرنسي. حذف البلديات المزوجة. إنشاء جامعة عربية.

تطبيق قانون انفصال الدين عن الدولة.

تعليم إجناري بالفرنسية والعربية. حرية هجرة الغال الجزائريين إلى فرنسا.

وفيما يخص الحركات البرجوازية الأخرى كانت هناك "فيدالية المنتخبين" التي نشأت سنة 1927 والتي جمعت المنتخبين الأمالي لمجالس البلدية والنيابة المالية للمجالس العامة والنيابة المالية جريدة الفيدرالية كانت "الاتفاق" ورئيسها كان الدكتور بن جلون الذي لعب دوراً هاماً في حوض البرجوازية الصغيرة المعبرة بالفرنسية لكن التمثيل الحقيقي لهذه النزعة كان يرجع إلى فترات عبّاسي الذي عبر عن موقفه هذه

النزعة في كتابه "الشباب الجزائري" قائلاً: «إن الجزائر أرض فرنسية، نحن فرنسيون بالقانون الشخصي الإسلامي. فليس هناك في الكتاب المقدس (القرآن) ما يمنع جزائرياً مسلماً أن يكون فيها شخص الجنسية فرنسية ذات الأذرع القوية والذكاء اليقظ والقلب الخالص وأعباً بالتطامن الوطني، ليس هناك شيء يمنعه سوى الاستعمار»

لكن لم يكن لجميع المثقفين البرجوازيين تعبيراً فرنسياً، ففئة منهم كانت معبرة بالعربية وهم المثقفون الذين درسوا في الزيتونة يتوحدون في الزيتونة فتجمعوا في جمعيات دينية مترتبة بالحركة الإصلاحية في الشرق الأوسط ومن بينهما جمعية العلماء المسلمين التي أسست في 1936 والتي قادت كجمعية دينية كانت مواقفها السياسية منقولة عن مواقف فيدرالية المنتخبين وعن "الاتحاد الديمقراطي للبيان الجزائري" من بعد، ورئيسها كان عبد الحميد بن باديس وكانت لها عدة جرائد منها الشهاب والمصائر والدفاع

فكانت الجمعية لا تطالب بالاستقلال رغم ما يتزعمه اليوم بعض البرجوازيين الجزائريين وعلى رأسهم أحمد طالك بن باشير الإبراهيمي الذي ترأس جمعية العلماء بعد وفات بن باديس، وقد أمر أحمد طالك بتعليم التلاميذ في الجزائر أن جمعية العلماء هي التي أسست الحركة الوطنية، وعبر عبد الحميد بن باديس عن موقف الجمعية حول قضية الاستقلال قائلاً: «شريد أن تصبح الجزائرية يعني أمّة ديمقراطية تحت حماية فرنسا، لا تريد الإدماج لأنه مستحيل ولأنه يعقّدنا شخصيتنا ولا نريد أيضاً الاستقلال المطلق لأننا لسنا أقوياء للدفاع عنه إن الوطنية الإسلامية الجزائرية ليست

زلاً لا خطماً ولا نشاطية اعتدائية معكثرة، لا أمل هي فترة أمّة تريد أن تبقى حية وأن تحزن على ذكريات أجدادها وأن تبعد ميراثها الوطنية وأن تحافظ على إرث ماضيها، فإن هذه الأمة ستند للجمهورية الفرنسية كالاخلاص والصداقة والرد والإتباط بشرط أن نكس لها هذه من جهتها أيضاً معلومة صديقة».

فقرى إذن أن جمعية العلماء كانت من جهة تدافع على عروبة الشخصية الجزائرية وعلى الإسلام واللغة العربية بينما كانت من جهة أخرى تساند الموقف السياسي لفيدرالية المنتخبين. وكانت المنصّات تقوم بكفاح حازم ضد الحركة الوطنية لجذب الشعب الجزائري وفي سنة 1936 تحقق التحالف بين العلماء وفيدرالية المنتخبين أثناء المؤتمر الإسلامي.

إن العنصرات السياسية التي ذكرناها ليست وطنية حسب معنى الوطنية التي نتحدثها والتي هي مرتبطة بمضالبة الاستقلال بكنفية واضحة لأن كل هذه الحركات لن تطالب أبداً بالاستقلال لقد ولدت فكرة الاستقلال في أوساط المهاجرين الجزائريين وبالعمل قد تكونت "نجم شمال إفريقيا" بباريس في مارس 1936 تحت رئاسة ميسالي حاح فجمعت عمالاً مهاجرين وأصدرت جريدة اسمها "الإقدام". أمّا برنامجها فكان يحتوي على:

- الكفاح في سبيل الاستقلال التام لبلدان شمال إفريقيا الثلاثة.
- تأسيس حكومة وطنية شورية.
- تحرير الملكيات الكبيرة التي استولى عليها الإقطاعيون المتاحلفون مع الاستعمار ومع الشركات المالية وإرجاع تلك الأراضي للفلاحين.
- تأسيس جبهة وطنية



تاريخ مختصر للحركة الوطنية الجزائرية

من أصلها إلى أول نوفمبر 1954

حلول جيوش الاستعمار

• 1830 : بدأت المقاومة التي تأسسها عبد القادر

• 1839 : شاركت قبائل متيجة وحطمت

قوى الاستعمار الأولى. فانتصرت جيوش

الاستعمار بقتل جميع أعضاء قبيلة حجو

• 1845 : انطلقت الثورة من جديد في

القبائل والدمرة وشلف وورسليم

تحت قيادة بومعزة وذالك جوا بلا

لسياسة الانتقام والتدمير التي قام

بها بجور.

• 1850 : ثورة جويده في الأوراش والريان

تحت قيادة بوزيان. قادتى القمع

الاستعماري إلى محو قبيلة الرعاطشة

كلها.

• 1851 : ثورة في القبائل قادهما بومعزة

فأجاب الاستعمار بتخطين ثلاثين قرية

• 1864 : ثورة أولاد سيدي الشيخ

معارضة لسياسة نهب أراضي الفلاحين

• 1871 : ثورة واسعة قادهما الباشا

المقراني وطالت الثورة عشرة أشهر

وامتدت إلى المدنى وإلى الدهرة

لكن رغم هذا الكفاح الشعبي المتواصل

لقد تسكن الاستعمار في مابين 1880 و 1900

على إقامة وتدعيم بياكلة جعلت

المقاومة صعبة.

وفي أواخر 1900 ظهرت في قلب القطاع

الاستعماري حركات جديدة نشأت

لقد قسم الاستعمار الجزائري إلى قطاعات

قطاع متروية إلى الخارج ومسمى عند بعض

المؤلفين بالقطاع الرأسمالي الحديث وعند

البعض الآخر بالقطاع الغني. فكان يشمل

أغلبية المستعمرين وقطاع آخر تسميه

القطاع الرأسمالي للاستثمار ذبعت فيه

أغلبية الجزائريين فسمي من طرف آخر

بالقطاع التقليدي أو الفقير وفيما يخص

القطاع نجد من جهة المستعمرين الذين

هم المستعمرون والصناعة والتجار

والملكون الجزائريون الكبار والأرجل

السود" الذي كان أصلهم في أغليتهم

من إسبانيا وإيطاليا ومالطة، ونجد

كذلك بني وبي وبني والقياد والباشا

الذين كان دورهم إبقاء وتدعيم الاستعمار

في البلاد ومن جهة أخرى نجد أول

الطبقات المستغلة من مستعمرين وتمثل

القطاع المدعوم بالقطاع العسكري وثانيا

المستغلين في البوادي وهم الفلاحون

الفقراء والفلاحون بدون أرض والبنات

تلك الطبقات التي جعلنا مافي القطاع

المدعوم بالقطاع التقليدي.

فلا بد أن نذكر الآن أن الفلاحين لن

يتمكنوا من مقاومة الاستعمار وأن تاريخ

الجزائري من 1830 إلى 1916 حافل بشور

الفلاحين. فنقتبس منها مايلي:

• 23 جويلية 1850 : قررت في "تنفوس

وفي حامي شعبي كبير جماعة من رباب

قبائل الحوض في مقاومة الاستعمار

وذالك خمسة عشر يوم فقط بعد

لقد مضت عشرين سنة منذ اليوم الذي

أخبرت فيه جرائد العالم بأن الشعب الجزائري

شار وانطلق في الكفاح من أجل الاستقلال

بوسائل ضعيفة كالفيل الضئيلة وبنادق

القيود. ثم قصودنا هنا هو تقديم تاريخ

سريع للحوادث التي دفعت الجماهير

الجزائرية التي رفع السلاح أول نوفمبر 1954

إن هذه الحوادث غير معروفة ولو كانت

حديثة والسبب في ذلك هو أن بعد

الاستقلال دخل الجزائري وأخذ الحكم

فيما بالقوة فابدؤوا كانوا خارج

الحدود طول الكفاح المسلح هؤلاء الأغنياء

هم الذين خلفوا المستعمرين وحملوا

عند الأهداف التي من أجلها تحلل

الشعب الجزائري كل العذاب والتي مات

من أجلها مليون ونصف من إخواننا

واليوم فإنهم يعاولون تزييف التاريخ

لنكون لهم أهمية تبرز حكمهم فالجرائد

كلما تحت أوامرهم وكلما تسعى إلى

حقي الحقيقة، والصحة فيثون ينافسون

بعضهم بعضا في التخييل والكذب لإغلاط

شعبية تلهف للشعوب عن ماضي بلادها.

إن كفاح التحرير الوطني كان نتيجة خمسين

سنة من الكفاح السياسي كما كان نتيجة

التطوع الضخم من قبل جزائريين كانوا

مستعدين للتضحية السامية.

فقبل أن نتكلم عن الحركات السياسية

المختلفة التي نشأت في بلادنا نقدم

باختصار المجتمع الجزائري في عهد

الاستعمار: